



BRP INC.

**AVIS DE CONVOCATION
À L'ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES
ET
CIRCULAIRE DE SOLLICITATION DE PROCURATIONS DE LA DIRECTION**

**L'assemblée annuelle des actionnaires se tiendra
à 11 h (heure de l'Est)
le 31 mai 2018 à l'usine d'assemblage de BRP à Valcourt**

**Lettre du président du conseil d'administration
et du président et chef de la direction**

Le 20 avril 2018

Chers actionnaires de BRP,

Nos revenus ont atteint cette année un record sans précédent pour la 5^e année consécutive, grâce à l'excellent dynamisme du commerce de détail dans le monde entier, à une solide gamme de produits et à des marques qui continuent de s'imposer. C'est notre capacité à remettre en question la pensée traditionnelle et à faire la promotion de nouvelles technologies qui nous distingue de nos concurrents, et c'est notre ingéniosité qui nous permet de redéfinir constamment les industries dans lesquelles nous exerçons nos activités. Nous l'avons maintes fois prouvé au fil des années et nous prévoyons continuer à ce rythme.

Nous nous ferons un plaisir de vous accueillir à l'assemblée annuelle des actionnaires de notre Société, le 31 mai 2018 à 11 h HAE à notre usine d'assemblage qui vient d'être rénovée au 565, rue de la Montagne, Valcourt (Québec) JOE 2L0.

Vous trouverez ci-joint l'avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations de la direction qui vous expliquent tous les points à l'ordre du jour sur lesquels devront se prononcer les actionnaires. Vous y trouverez des renseignements concernant les candidats aux postes d'administrateurs, l'auditeur de la Société et certaines modifications qu'il est proposé d'apporter au régime d'options d'achat d'actions de la Société. La circulaire de sollicitation de procurations de la direction vous explique également notre système de gouvernance et la rémunération des membres de notre haute direction.

Également pour ceux et celles qui désirent plus d'information, veuillez joindre Valérie Bridger, conseillère en Communications d'entreprise, par courriel à valerie.bridger@brp.com.


Votre vote et votre participation nous importent beaucoup. En tant que porteurs de nos actions, veuillez prendre le temps de lire la circulaire de sollicitation de procurations de la direction ainsi que les documents qui l'accompagnent, pour ensuite indiquer la manière dont vous voulez voter à l'égard des points à l'ordre du jour. Si vous ne pouvez pas assister à l'assemblée, nous vous prions de voter par Internet ou par téléphone. Vous pouvez aussi voter en signant, en datant et en retournant le formulaire de procuration ci-joint.

Au nom du conseil d'administration, nous vous remercions de votre appui.

Veuillez agréer l'expression de nos sentiments distingués.



Laurent Beaudoin
Président du conseil d'administration



José Boisjoli
Président et chef de la direction



BRP INC.

AVIS DE CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que l'assemblée annuelle (l'« assemblée ») des porteurs d'actions à droit de vote subalterne (les « actions à droit de vote subalterne ») et d'actions à droit de vote multiple (les « actions à droit de vote multiple », désignées, conjointement avec les actions à droit de vote subalterne, les « actions ») de BRP inc. (la « Société ») se tiendra à 11 h (heure de l'Est) le 31 mai 2018 à l'usine d'assemblage de BRP qui vient d'être rénovée au 565, rue de la Montagne, Valcourt (Québec) J0E 2L0, aux fins suivantes :

- (1) recevoir les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 janvier 2018, accompagnés des notes y afférentes et du rapport de l'auditeur indépendant s'y rapportant;
- (2) élire les administrateurs de la Société qui siégeront jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires ou jusqu'à l'élection ou la nomination de leurs remplaçants;
- (3) nommer l'auditeur de la Société;
- (4) approuver la résolution ordinaire dont un exemplaire figure à l'annexe B de la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de la Société ci-jointe datée du 20 avril 2018 et qui ratifie les modifications du régime d'options d'achat d'actions de la Société, comme il est plus amplement décrit dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction ci-jointe;
- (5) traiter toute autre question dûment soulevée à l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci en cas de report ou d'ajournement.

À titre d'actionnaire, il est très important que vous lisiez attentivement les présents documents et que vous exerciez par la suite les droits de vote rattachés à vos actions, soit par procuration, soit en personne à l'assemblée.

La circulaire de sollicitation de procurations ci-jointe datée du 20 avril 2018 vous est transmise par la direction de la Société et vous informe plus amplement des questions qui seront débattues à l'assemblée. Un formulaire de procuration pour l'assemblée est également joint.

Les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 janvier 2018, ainsi que les notes y afférentes, le rapport de l'auditeur indépendant s'y rapportant et le rapport de gestion peuvent être consultés sur SEDAR (www.sedar.com).

Le conseil d'administration de la Société a fixé au 11 avril 2018 à la fermeture des bureaux la date de clôture des registres servant à établir les actionnaires habiles à recevoir l'avis de convocation à l'assemblée et à toute reprise de celle-ci en cas de report ou d'ajournement et à y voter. Les personnes devenant actionnaires inscrits après ce moment n'auront pas le droit de voter à l'assemblée ni à aucune reprise de celle-ci en cas de report ou d'ajournement.

L'actionnaire qui n'est pas en mesure d'assister à l'assemblée et qui souhaite nommer une autre personne (qui n'a pas à être un actionnaire) pour le représenter à l'assemblée peut le faire en inscrivant le nom de cette personne dans l'espace prévu à cette fin dans le formulaire de procuration ci-joint ou en remplissant un autre formulaire de procuration, puis, dans l'un ou

l'autre des cas, en faisant parvenir le formulaire de procuration rempli, dans l'enveloppe-réponse remise à cette fin, à Services aux investisseurs Computershare Inc., d'ici 16 h (heure de l'Est) le 29 mai 2018 ou, si l'assemblée est reportée, au plus tard 48 heures avant la reprise de l'assemblée (sans compter le samedi, le dimanche et les jours fériés). Les actionnaires qui votent par procuration peuvent quand même assister à l'assemblée.

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée, où ils auront la possibilité de poser des questions et de rencontrer la direction de la Société. À l'assemblée, la Société fera aussi état de ses résultats pour l'exercice clos le 31 janvier 2018.

Fait à Valcourt (Québec) le 20 avril 2018

Par ordre du conseil d'administration.

Le vice-président principal, Services juridiques et Affaires publiques,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. Langelier', written in a cursive style.

Martin Langelier

BRP INC.

CIRCULAIRE DE SOLLICITATION DE PROCURATIONS DE LA DIRECTION

TABLE DES MATIÈRES

| | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX | 6 |
| Déclarations prospectives | 6 |
| Renseignements sur le vote | 7 |
| Actions à droit de vote en circulation et actionnaires principaux..... | 12 |
| QUESTIONS SOUMISES À L'ASSEMBLÉE | 14 |
| Élection des administrateurs | 14 |
| Nomination de l'auditeur indépendant..... | 28 |
| Modifications du régime d'options d'achat d'actions | 29 |
| RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS | 32 |
| ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION | 34 |
| Philosophie et objectifs de la rémunération des hauts dirigeants | 34 |
| Rôle et responsabilités du comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance | 35 |
| Services de conseil en rémunération | 36 |
| Positionnement sur le marché et comparaison | 36 |
| Philosophie de rémunération et éléments constitutifs de la rémunération..... | 38 |
| Lignes directrices en matière d'actionariat | 45 |
| Interdiction de couverture | 46 |
| Politique de recouvrement de la rémunération..... | 46 |
| Gestion des risques liés à la rémunération | 46 |
| Résultats | 47 |
| Tableau sommaire de la rémunération..... | 49 |
| Attributions en vertu d'un régime incitatif | 50 |
| Options d'achat d'actions exercées au cours de l'exercice 2018..... | 51 |
| Titres autorisés aux fins d'émission aux termes des régimes de rémunération en actions | 51 |
| Régime d'options d'achat d'actions | 52 |
| RILT antérieur..... | 56 |
| Prestations en vertu d'un régime de retraite | 57 |
| Prestations en cas de congédiement et de changement de contrôle | 59 |
| PRATIQUES EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE | 62 |
| Conseil d'administration | 62 |
| Description des postes | 63 |
| Comités du conseil d'administration | 64 |
| Orientation et formation continue | 67 |
| Code d'éthique | 67 |
| Diversité | 68 |
| Convention de droits de nomination | 68 |
| Politique sur l'élection à la majorité | 70 |
| Obligation de fournir un avis préalable pour présenter des candidats aux postes d'administrateurs..... | 70 |
| Indemnisation et assurance..... | 71 |
| RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES | 72 |
| Prêts aux administrateurs et aux hauts dirigeants | 72 |
| Personnes et sociétés intéressées par certains points à l'ordre du jour | 72 |
| Intérêt de personnes informées dans des opérations importantes | 72 |
| Renseignements disponibles | 73 |
| Propositions des actionnaires pour la prochaine assemblée annuelle des actionnaires | 73 |
| Approbation des administrateurs..... | 73 |
| ANNEXE A | A-1 |
| ANNEXE B | B-1 |

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

La présente circulaire de sollicitation de procurations (la « circulaire ») vous est remise dans le cadre de la sollicitation par la direction de BRP inc. (la « Société ») de procurations qui seront utilisées à l'assemblée annuelle des actionnaires de la Société (l'« assemblée ») qui se tiendra à 11 h (heure de l'Est) le 31 mai 2018 à l'usine d'assemblage de BRP qui vient d'être rénovée au 565, rue de la Montagne, Valcourt (Québec) J0E 2L0, ou à toute reprise de celle-ci en cas de report ou d'ajournement, aux fins mentionnées dans l'avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires (l'« avis de convocation »).

Sauf indication contraire ou si le contexte ne s'y prête pas, tous les renseignements donnés dans la présente circulaire sont arrêtés en date du 20 avril 2018 et les termes « Société » et « BRP » désignent BRP inc., ses filiales directes et indirectes, ses sociétés devancières et les autres entités qu'elles contrôlent. Sauf indication contraire, le symbole « \$ » ou le terme « dollars » désignent le dollar canadien.

Nul n'a été autorisé à donner des renseignements ou à faire des déclarations se rapportant à d'autres questions qui seraient examinées à l'assemblée et dont il n'est pas question dans la présente circulaire. Si de tels renseignements sont donnés ou de telles déclarations sont faites, il ne faut pas les considérer comme ayant été autorisés.

Déclarations prospectives

Certaines déclarations figurant dans la présente circulaire sont des déclarations prospectives. De telles déclarations se reconnaissent à l'emploi de termes comme « prévoir », « s'attendre à », « planifier », « avoir l'intention de », « croire », « être d'avis », « estimer », éventuellement employés au futur ou au conditionnel, ou à l'emploi de termes comme « probable », « tendances », « indications », « potentiel » ou « éventuel », leurs variantes ou des expressions au même effet.

Les déclarations prospectives sont fondées sur les estimations et les hypothèses que la Société a établies à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances historiques, de la conjoncture actuelle et des événements futurs prévus, ainsi que sur d'autres facteurs qu'elle croit pertinents et raisonnables dans les circonstances, mais rien ne garantit que ces estimations et hypothèses se concrétiseront ni que les perspectives commerciales, les objectifs, les plans ou les priorités stratégiques de la Société se réaliseront.

De nombreux facteurs pourraient faire en sorte que les véritables résultats ou activités de la Société diffèrent considérablement de ceux exprimés ou sous-entendus par les déclarations prospectives, notamment les facteurs dont il est question à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société datée du 20 mars 2018 pour l'exercice clos le 31 janvier 2018 (l'« **exercice 2018** »), qui sont intégrés par renvoi dans la présente mise en garde. Même si ces facteurs ne se veulent pas une liste exhaustive de tous ceux qui pourraient avoir une incidence sur la Société, ils doivent être étudiés attentivement. Les déclarations prospectives figurant dans la présente circulaire sont faites en date des présentes, et la Société n'a pas l'intention et décline toute obligation de les mettre à jour ou de les réviser à la lumière de nouveaux éléments d'information, d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, sauf si elle y est tenue en vertu de la réglementation en valeurs mobilières applicable. Les déclarations prospectives figurant dans la présente circulaire sont présentées expressément sous réserve de la présente mise en garde.



Renseignements sur le vote

Les questions et réponses suivantes indiquent comment exercer les droits de vote rattachés à vos actions à droit de vote subalterne (les « **actions à droit de vote subalterne** ») et à vos actions à droit de vote multiple (les « **actions à droit de vote multiple** », désignées, conjointement avec les actions à droit de vote subalterne, les « **actions** ») de la Société.

Qui sollicite ma procuration?

C'est la direction de la Société qui sollicite votre procuration. La sollicitation doit s'effectuer principalement par la poste; cependant, les procurations pourront aussi être sollicitées par téléphone, par Internet, par écrit ou en personne par les administrateurs, les dirigeants ou les employés de la Société et de ses filiales, qui ne toucheront aucune rémunération pour ce service, autre que leur rémunération habituelle. La Société pourra également rembourser aux courtiers et aux autres personnes détenant des actions en leur nom ou au nom de prête-noms les frais d'envoi des documents de procuration à leurs mandants afin d'obtenir leur procuration. Ces frais devraient être minimales.

Qui peut voter?

Seules les personnes inscrites à titre de porteurs d'actions à droit de vote subalterne ou d'actions à droit de vote multiple dans les registres de la Société à la fermeture des bureaux le 11 avril 2018 (la « **date de référence** ») sont habiles à recevoir un avis de convocation à l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci en cas de report ou d'ajournement et à y voter. Aucune personne devenant actionnaire après la date de référence n'est habile à recevoir l'avis de convocation à l'assemblée ou à la reprise de celle-ci en cas de report ou d'ajournement et à y voter. L'actionnaire qui ne reçoit pas l'avis de convocation à l'assemblée ne perd pas pour autant son droit d'y voter.

Sur quoi le vote portera-t-il?

Les porteurs d'actions voteront pour :

- élire les administrateurs de la Société qui siégeront jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires ou jusqu'à l'élection ou la nomination de leurs remplaçants (voir la page 14);
- nommer l'auditeur de la Société (voir la page 28);
- approuver une résolution ordinaire dont un exemplaire figure à l'annexe B de la présente circulaire et qui ratifie les modifications du régime d'options d'achat d'actions, comme il est plus amplement décrit à la rubrique « Questions soumises à l'assemblée - Modifications du régime d'options d'achat d'actions »);
- traiter toute autre question dûment soulevée à l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci en cas de report ou d'ajournement.

Comment ces questions seront-elles décidées à l'assemblée?

Les questions indiquées dans la présente circulaire seront approuvées à la majorité simple des voix exprimées, en personne ou par procuration, par les porteurs d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple, votant ensemble en tant que catégorie, y compris en ce qui concerne la résolution ordinaire ratifiant les modifications du régime d'options d'achat d'actions.

La politique sur l'élection à la majorité de la Société relative à l'élection des administrateurs est décrite plus en détail à la rubrique « Pratiques en matière de gouvernance - Politique sur l'élection à la majorité ».



Quel est le quorum nécessaire pour l'assemblée?

Il y aura quorum à l'assemblée si les porteurs d'au moins vingt-cinq pour cent (25 %) des actions comportant droit de vote à l'assemblée sont présents ou représentés par procuration et qu'au moins deux personnes habiles à voter à l'assemblée y sont physiquement présentes.

Combien de voix puis-je exprimer?

Les actions à droit de vote subalterne sont des « titres subalternes » au sens de la législation en valeurs mobilières canadienne applicable, en ce qu'elles ne comportent pas un droit de vote égal à celui des actions à droit de vote multiple. **Chaque action à droit de vote multiple confère à son porteur le droit d'exprimer six voix et chaque action à droit de vote subalterne, le droit d'exprimer une voix.** Au 20 avril 2018, les actions à droit de vote subalterne représentaient au total 8,9 % des droits de vote se rattachant à toutes les actions à droit de vote émises et en circulation.

Les actions à droit de vote subalterne ne peuvent pas être converties en une autre catégorie d'actions. Chaque action à droit de vote multiple en circulation peut, à tout moment et au gré du porteur, être convertie en une action à droit de vote subalterne. Dès le moment où une action à droit de vote multiple est détenue par une personne autre qu'un porteur autorisé (défini dans les statuts de la Société), cette personne, sans autre mesure, est automatiquement réputée avoir exercé son droit de convertir la totalité des actions à droit de vote multiple qu'elle détient en actions à droit de vote subalterne entièrement libérées et non susceptibles d'appels subséquents, à raison de une contre une.

De plus, toutes les actions à droit de vote multiple, quel qu'en soit le porteur, seront automatiquement converties en actions à droit de vote subalterne lorsque les porteurs autorisés qui détiennent des actions à droit de vote multiple cesseront d'être collectivement détenteurs et propriétaires, directement ou indirectement, de plus de 15 % des droits de propriété véritables sur l'ensemble des actions à droit de vote multiple et des actions à droit de vote subalterne en circulation (étant entendu que le nombre d'actions à droit de vote multiple sera ajouté au nombre d'actions à droit de vote subalterne dans ce calcul).

Selon la législation canadienne applicable, une offre d'achat visant les actions à droit de vote multiple n'entraînerait pas nécessairement l'obligation de présenter une offre d'achat des actions à droit de vote subalterne. Conformément aux règles de la Bourse de Toronto (la « **TSX** ») visant à faire en sorte qu'en cas d'offre publique d'achat, les porteurs d'actions à droit de vote subalterne puissent y participer, sur un pied d'égalité, avec les porteurs d'actions à droit de vote multiple, Beaudier Inc. (« **Beaudier** »), 4338618 Canada Inc. (« **4338618** », désignée, conjointement avec Beaudier, le « **groupe Beaudier** »), Bain Capital Luxembourg Investments S.à r.l. (« **Bain** ») et la Caisse de dépôt et placement du Québec (la « **CDPQ** », désignée, conjointement avec le groupe Beaudier et Bain, les « **actionnaires principaux** »), en tant que propriétaires de toutes les actions à droit de vote multiple en circulation au 29 mai 2013, ont conclu une convention de protection datée du 29 mai 2013 avec la Société et la Société de fiducie Computershare du Canada (la « **convention de protection** »). La convention de protection contient certaines dispositions habituelles pour les sociétés inscrites à la cote de la TSX et ayant deux catégories d'actions, qui ont pour but d'empêcher les opérations qui par ailleurs priveraient les porteurs d'actions à droit de vote subalterne de droits dont ils auraient pu se prévaloir en vertu de la législation provinciale applicable en matière d'offre publique d'achat si les actions à droit de vote multiple avaient été des actions à droit de vote subalterne. La notice annuelle de la Société, qui peut être consultée sur SEDAR (www.sedar.com), contient d'autres renseignements sur la convention de protection.

Qui puis-je appeler si j'ai des questions?

Si vous avez des questions au sujet de l'information contenue dans la présente circulaire ou que vous avez besoin d'aide pour remplir votre formulaire de procuration, communiquez avec Services aux



investisseurs Computershare Inc. (« **Computershare** »), l'agent des transferts de la Société, par téléphone au numéro sans frais 1 800 564-6253 ou par la poste à l'adresse suivante :

Services aux investisseurs Computershare Inc.

100 University Avenue
8th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1

Comment puis-je voter?

- Si vous êtes habile à voter et que vous êtes inscrit à titre d'actionnaire dans les registres de la Société à la fermeture des bureaux à la date de référence, vous pouvez exercer les droits de vote rattachés à vos actions en personne à l'assemblée ou par procuration, comme il est expliqué ci-après.
- Si vos actions sont détenues au nom d'un dépositaire ou d'un prête-nom, comme un fiduciaire, une institution financière ou un courtier en valeurs, reportez-vous aux instructions figurant ci-après à la rubrique « Comment puis-je voter si je suis un actionnaire non inscrit? » (voir la page 11).

Comment puis-je voter si je suis un actionnaire inscrit?

1. Vote en personne

Si vous souhaitez voter en personne, vous n'avez qu'à vous adresser à un représentant de Computershare à la table d'inscription à l'assemblée. Votre vote sera recueilli et compté à l'assemblée.

2. Vote par procuration

Que vous soyez ou non présent à l'assemblée, vous pouvez désigner un fondé de pouvoir qui votera pour vous. Votre vote sera ainsi comptabilisé à l'assemblée. Vous pouvez vous servir du formulaire de procuration ci-joint ou de tout autre formulaire de procuration approprié pour nommer votre fondé de pouvoir. Les fondés de pouvoir proposés dans le formulaire de procuration, soit MM. José Boisjoli et Martin Langelier, sont respectivement président et chef de la direction ainsi que vice-président principal, Services juridiques et Affaires publiques de la Société. Vous pouvez aussi désigner un autre fondé de pouvoir, qui n'est pas tenu d'être porteur d'actions de la Société, en inscrivant le nom de cette autre personne dans l'espace réservé à cette fin dans le formulaire de procuration ci-joint ou bien en remplissant un autre formulaire de procuration approprié.

Les actionnaires inscrits peuvent voter par procuration par la poste, par télécopieur, au téléphone ou sur Internet.

La transmission d'une procuration par courrier, par télécopieur ou par Internet est la seule manière dont un actionnaire inscrit peut désigner un fondé de pouvoir autre qu'un membre de la direction de la Société dont le nom figure dans le formulaire de procuration.

Par la poste ou par télécopieur

Les actionnaires inscrits qui remettent une procuration par courrier ou par télécopieur doivent remplir, dater et signer le formulaire de procuration, puis la faire parvenir à Computershare, l'agent des transferts de la Société, soit dans l'enveloppe-réponse affranchie fournie à cette fin ou par télécopieur au 1 866 249-7775 (pour les actionnaires situés au Canada ou aux États-Unis) ou au 416 263-9524 (pour les actionnaires situés ailleurs), au plus tard à 16 h (heure de l'Est) le 29 mai 2018.



Au téléphone

Les actionnaires inscrits qui transmettent leur procuration par téléphone doivent utiliser un téléphone à clavier. Au Canada ou aux États-Unis, les actionnaires doivent composer le 1 866 732-VOTE (8683). Les actionnaires situés hors du Canada et des États-Unis doivent composer le 312 588-4290. Les actionnaires doivent suivre les directives, utiliser le formulaire de procuration reçu de la Société et fournir le numéro de contrôle de 15 chiffres indiqué dans le formulaire de procuration. Les instructions sont alors transmises en fonction des choix effectués en appuyant sur les touches du téléphone.

Sur Internet

Les actionnaires inscrits qui transmettent leur procuration sur Internet doivent accéder au site Web suivant : www.voteendirect.com.

Les actionnaires inscrits doivent alors suivre les directives et se reporter au formulaire de procuration reçu de la Société, qui contient un numéro de contrôle de 15 chiffres. Les instructions sont alors transmises de façon électronique par l'actionnaire sur Internet.

Les actionnaires non inscrits recevront une demande d'instructions de vote de la part de leur prête-nom. Pour de plus amples renseignements, voir « Comment puis-je voter si je suis un actionnaire non inscrit? » (voir la page 11).

Comment mon fondé de pouvoir votera-t-il?

Sur le formulaire de procuration, vous pouvez indiquer la façon dont vous voulez que votre fondé de pouvoir vote pour vous. Vous pouvez aussi laisser votre fondé de pouvoir décider pour vous.

Si vous avez indiqué sur le formulaire de procuration la façon dont vous souhaitez voter à l'égard d'une question donnée (en cochant les cases **POUR**, **CONTRE** ou **ABSTENTION**, selon le cas), alors votre fondé de pouvoir est tenu de voter conformément à vos instructions.

En l'absence de directives particulières, votre fondé de pouvoir peut voter à l'égard d'une question donnée comme bon lui semble.

Sauf instructions contraires, les droits de vote rattachés aux actions à droit de vote multiple et aux actions à droit de vote subalterne représentées par des procurations reçues par la direction de la Société seront exercés :

- **POUR l'élection de tous les candidats proposés au poste d'administrateur;**
- **POUR la nomination de Deloitte s.e.n.c.r.l. à titre d'auditeur de la Société;**
- **POUR la résolution ordinaire ratifiant les modifications du régime d'options d'achat d'actions.**

Qu'arrivera-t-il s'il y a des amendements aux questions à l'ordre du jour ou si l'assemblée est saisie d'autres questions?

Le formulaire de procuration ci-joint donne aux personnes qui y sont désignées le pouvoir discrétionnaire de voter selon leur bon jugement si une modification ou un amendement est apporté aux questions mentionnées dans l'avis de convocation.

En date de la présente circulaire, la direction de la Société n'a connaissance d'aucune autre question qui sera présentée à l'assemblée. Si, toutefois, d'autres questions devaient être dûment



soumises à l'assemblée, les personnes désignées dans le formulaire de procuration ci-joint voteront sur ces questions selon leur seul jugement, conformément au pouvoir discrétionnaire qui leur est conféré par la procuration.

Si je change d'avis, comment puis-je révoquer ma procuration?

Vous pouvez révoquer votre procuration en tout temps avant sa mise à exécution d'une manière permise par la loi, y compris en déclarant clairement par écrit que vous désirez révoquer votre procuration et en remettant cette déclaration écrite à Computershare au plus tard le dernier jour ouvrable avant le jour de l'assemblée ou au président de l'assemblée le jour de l'assemblée ou de toute reprise de celle-ci en cas de report ou d'ajournement.

Qui compile les procurations?

Les procurations sont compilées par Computershare, l'agent des transferts de la Société.

Mon vote est-il confidentiel?

Computershare préserve la confidentialité des votes des actionnaires, sauf : (i) si l'actionnaire a manifestement l'intention de communiquer sa position à la direction de la Société; (ii) si cela s'avère nécessaire pour se conformer aux exigences d'ordre juridique.

Comment puis-je voter si je suis un actionnaire non inscrit?

Dans de nombreux cas, les actions dont un actionnaire est le véritable propriétaire (l'« **actionnaire non inscrit** ») sont immatriculées au nom d'un dépositaire ou d'un prête-nom comme un fiduciaire, une institution financière ou un courtier en valeurs. Par exemple, les actions qui figurent dans un relevé de compte transmis par le courtier d'un actionnaire ne sont probablement pas immatriculées au nom de l'actionnaire. Les actionnaires non inscrits peuvent exercer les droits de vote rattachés à leurs actions en personne à l'assemblée ou en transmettant leurs instructions de vote, comme il est expliqué ci-après.

1. Vote en personne

BRP et Computershare n'ont aucun registre des actionnaires non inscrits de la Société.

Si vous êtes un actionnaire non inscrit et que vous assistez à l'assemblée, BRP et Computershare ne connaîtront pas vos avoirs en actions et ne sauront pas que vous avez le droit de vote, à moins que votre prête-nom n'ait fait de vous son fondé de pouvoir.

Si vous êtes un actionnaire non inscrit et souhaitez voter en personne à l'assemblée, veuillez inscrire votre propre nom dans l'espace prévu à cette fin dans le formulaire de procuration ou le formulaire d'instructions de vote envoyé par votre prête-nom. Ce faisant, vous demandez à votre prête-nom de vous nommer fondé de pouvoir.

Il est important de suivre les directives de votre prête-nom concernant la manière de signer et de retourner les documents. Il n'est pas nécessaire de remplir par ailleurs le formulaire de procuration ou le formulaire d'instructions de vote, puisque vous voterez à l'assemblée.

2. Transmission d'instructions de vote

Les lois et les règlements sur les valeurs mobilières applicables édictent que les prête-noms des actionnaires non inscrits doivent leur demander des instructions de vote avant l'assemblée. Par conséquent, sauf si vous l'avez déjà informé que vous ne souhaitez pas recevoir de documentation sur



les assemblées des actionnaires, c'est votre prête-nom qui vous aura envoyé par la poste la présente circulaire et un formulaire de procuration ou formulaire d'instructions de vote, selon le cas.

La Société n'envoie pas de documents liés aux procurations directement aux actionnaires non inscrits et ne s'en remet pas aux dispositions de la législation en valeurs mobilières sur les procédures de notification et d'accès pour transmission aux actionnaires inscrits ou non inscrits.

BRP paiera les premiers intermédiaires pour qu'ils envoient les documents liés aux procurations aux propriétaires véritables opposés.

Chaque prête-nom a ses propres directives sur la manière de signer et de retourner les documents. Vous devez suivre ces directives à la lettre pour pouvoir exercer les droits de vote rattachés à vos actions.

Si, en tant qu'actionnaire non inscrit, vous avez remis une procuration ou des instructions de vote et que vous souhaitez modifier vos instructions de vote, communiquez avec votre prête-nom afin de prendre les dispositions nécessaires, si possible.

Actions à droit de vote en circulation et actionnaires principaux

Le capital-actions autorisé de la Société est composé d'un nombre illimité d'actions à droit de vote multiple et d'actions à droit de vote subalterne et d'un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries. En date du 20 avril 2018, 37 077 959 actions à droit de vote subalterne et 62 952 472 actions à droit de vote multiple étaient émises et en circulation, et aucune action privilégiée n'était émise et en circulation. En vertu des statuts de la Société, chaque action à droit de vote subalterne comporte une voix et chaque action à droit de vote multiple comporte six voix.

Le tableau suivant indique le nom des personnes ou des sociétés qui, à la connaissance de la Société, au 20 avril 2018, ont la propriété véritable ou le contrôle, directement ou indirectement, de plus de 10 % d'une catégorie ou série de titres à droit de vote de la Société.

| Nom | Nombre d'actions à droit de vote multiple détenues en propriété | Pourcentage des actions à droit de vote multiple en circulation | Nombre d'actions à droit de vote subalterne détenues en propriété | Pourcentage des actions à droit de vote subalterne en circulation | Pourcentage des actions en circulation | Pourcentage de l'ensemble des droits de vote |
|-------------------------------|---|---|---|---|--|--|
| Bain ⁽¹⁾ | 25 288 578 | 40,2 % | — | — | 25,3 % | 36,6 % |
| Groupe Beaudier | | | | | | |
| Beaudier ⁽²⁾ | 19 711 179 | 31,3 % | — | — | 19,7 % | 28,5 % |
| 4338618 ⁽³⁾ | 13 139 887 | 20,9 % | — | — | 13,1 % | 19,0 % |
| Fidelity ⁽⁴⁾ | — | — | 5 201 875 | 14,0 % | 5,2 % | 1,3 % |

(1) Actions détenues par Bain, qui appartient à Bain Capital International Investments, S.à r.l. (« BC International Investments »), qui à son tour appartient à Bain Capital Integral Investors II, L.P. (« Integral ») et avec Bain et BC International Investments, les « entités de Bain Capital ». Bain Capital Investors, LLC (« BCI ») est le commandité d'Integral. Le processus de gouvernance, de stratégie de placement et de prise de décision relativement aux placements détenus par toutes les entités de Bain Capital est dirigé par le conseil de capital-investissement mondial de BCI (le « CCIM »), composé de Steven Barnes, Joshua Bekenstein, John Connaughton, David Gross-Loh, Stephen Pagliuca, Michel Plantevin et Jonathan Zhu. En raison des relations indiquées dans la présente note en bas de page, on peut considérer que BCI est réputée exercer les droits de vote et de disposition sur les actions détenues par les entités de Bain Capital. Les membres du CCIM déclarent chacun n'avoir aucun droit de propriété véritable sur les actions qui leur sont attribuées uniquement du fait de leur qualité de membres du CCIM. L'adresse de BCI et d'Integral est a/s de Bain Capital Private Equity, LP, 200 Clarendon Street, Boston, MA 02116. L'adresse de Bain et de BC International Investments est 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg.



- (2) Beaudier est une société de portefeuille de la famille Beaudoin, contrôlée par M. Laurent Beaudoin, président du conseil d'administration, et son épouse, M^{me} Claire Bombardier Beaudoin, par l'intermédiaire de sociétés de portefeuille qu'ils contrôlent.
- (3) 4338618 est une société de portefeuille qui appartient à M^{me} Janine Bombardier, à M^{me} Huguette B. Fontaine et à M. J.R. André Bombardier, par l'intermédiaire de sociétés de portefeuille qu'ils contrôlent respectivement, et dans le cas de M^{me} Janine Bombardier, par l'intermédiaire d'une fiducie dont elle-même et ses descendants sont les bénéficiaires. M. J.R. André Bombardier est l'un des administrateurs de la Société.
- (4) Selon la déclaration mensuelle du 10 octobre 2017. Représente les actions détenues par Fidelity Management & Research Company, FMR Co., Inc., Fidelity Management Trust Company, FIAM LLC, Fidelity Institutional Asset Management Trust Company, Strategic Advisers, Inc., FIL Limited, Crosby Advisors LLC, Fidelity SelectCo, LLC et Fidelity Gestion d'actifs (Canada) s.r.l. (collectivement, « Fidelity »).



QUESTIONS SOUMISES À L'ASSEMBLÉE

Les actionnaires seront appelés à se prononcer sur les questions suivantes à l'assemblée :

- l'élection des administrateurs de la Société, dont le mandat expirera à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires ou à l'élection ou la nomination de leurs remplaçants;
- la nomination de l'auditeur de la Société;
- l'approbation de la résolution ordinaire ratifiant les modifications du régime d'options d'achat d'actions, comme il est plus amplement décrit dans la circulaire;
- toute autre question dûment soumise à l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement.

Les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice 2018, ainsi que les notes y afférentes et le rapport de l'auditeur indépendant s'y rapportant seront soumis à l'assemblée, mais aucun vote à cet égard n'est exigé ou prévu. Ces états financiers consolidés, ainsi que le rapport de gestion connexe, peuvent être consultés sur le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Élection des administrateurs

Les statuts de la Société prévoient que son conseil d'administration (le « **conseil d'administration** ») se compose d'au moins trois (3) et d'au plus quinze (15) administrateurs. Les administrateurs de la Société sont élus chaque année à l'assemblée annuelle des actionnaires. Toutefois, le conseil d'administration peut nommer des administrateurs dans certaines circonstances entre les assemblées annuelles. Chaque administrateur est censé siéger jusqu'à l'assemblée annuelle des actionnaires suivante ou jusqu'à l'élection ou la nomination de son remplaçant.

Le conseil d'administration se compose actuellement de treize (13) administrateurs et il est proposé d'élire treize (13) administrateurs à l'assemblée. La candidature des personnes dont les noms figurent à la rubrique « Information sur les candidats à un poste d'administrateur » sera proposée à l'assemblée. Tous les candidats sont actuellement administrateurs de la Société. Les actionnaires peuvent voter pour chaque candidat aux postes d'administrateur individuellement.

Aux termes de la convention de droits de nomination intervenue le 29 mai 2013 entre la Société et les actionnaires principaux (la « **convention de droits de nomination** »), Bain, le groupe Beaudier et la CDPQ ont maintenant le droit de désigner respectivement trois, trois et un membre du conseil d'administration. Les membres du conseil d'administration ainsi désignés sont Joshua Bekenstein, Nicholas Nomicos et Joseph Robbins pour Bain, Laurent Beaudoin, J.R. André Bombardier et Louis Laporte pour le groupe Beaudier et Estelle Métayer pour la CDPQ. Voir « Pratiques en matière de gouvernance - Convention de droits de nomination ».

Sauf si la procuration précise que le fondé de pouvoir doit s'abstenir de voter en faveur d'un ou de plusieurs administrateurs ou qu'il doit voter selon les indications figurant dans la procuration, les personnes dont le nom figure sur le formulaire de procuration ci-joint entendent voter POUR l'élection de chacun des candidats dont le nom figure dans la présente circulaire.

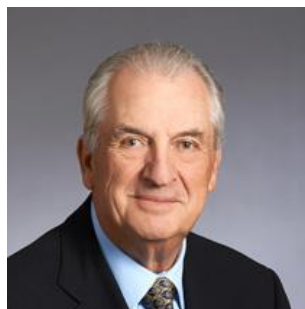
La direction de la Société ne s'attend pas à ce que les candidats ne puissent pas ou, pour quelque raison que ce soit, ne veuillent plus se présenter comme candidats à l'élection aux postes d'administrateurs à l'assemblée. Si toutefois, pour quelque raison que ce soit, l'un des candidats n'est plus en mesure de siéger d'ici l'assemblée, les personnes désignées dans le formulaire de procuration voteront à leur gré pour un candidat remplaçant, à moins d'indication contraire.



Information sur les candidats à un poste d'administrateur

LAURENT BEAUDOIN

Président du conseil d'administration



79 ans

Québec, Canada

Non indépendant⁽¹⁾

Administrateur depuis 2003

Résultat du vote en 2017

Pour : 97,54 %

Abstention : 2,46 %

M. Beaudoin est président du conseil d'administration depuis décembre 2003. M. Beaudoin, qui a été nommé chef de la direction et président du conseil de Bombardier Inc. en 1966, a cédé ses responsabilités à titre de chef de la direction en juin 2008 mais a conservé celles de président du conseil d'administration jusqu'en février 2015. Il siège actuellement au conseil de Bombardier Inc. dont il a été nommé président émérite. M. Beaudoin a annoncé qu'il ne se présentera pas en vue d'être réélu administrateur de Bombardier Inc. à l'assemblée annuelle des actionnaires qui se tiendra le 3 mai 2018. Il est entré au service de Bombardier Inc. en 1963 comme contrôleur. De 2002 à 2012, il a été membre de l'International Business Council du World Economic Forum (ou Forum économique mondial) dont le siège se trouve à Genève, en Suisse. Depuis octobre 2010, il est président de Robotics FIRST Québec. M. Beaudoin est également président d'un porteur d'actions à droit de vote multiple, Beaudier Inc. M. Beaudoin est titulaire de doctorats « honoris causa » de diverses universités et a reçu de nombreuses décorations et de nombreux titres honorifiques en tant que chef d'entreprise, y compris le titre de président-directeur général exceptionnel de l'année du Canada par le *Financial Post*. Il est comptable agréé et Fellow de l'Ordre des comptables agréés du Québec.

| Membre du conseil et de comités | Présence aux réunions | Membre du conseil d'autres sociétés ouvertes |
|--|-----------------------|---|
| Conseil d'administration ⁽²⁾ | 12/12 100 % | Entité Bombardier Inc. ⁽³⁾ |
| | Total : 100 % | Depuis 1975 |
| Valeur de la rémunération totale reçue à titre d'administrateur ⁽⁴⁾ | | |
| Exercice 2018 : | Néant | |

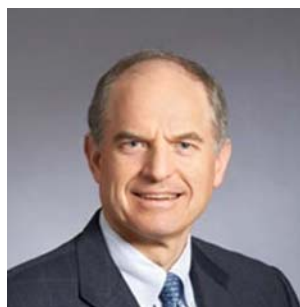
Titres détenus au 31 janvier 2018

| Actions à droit de vote subalterne (n ^{bre}) | Valeur marchande des actions à droit de vote subalterne (\$) | Actions à droit de vote multiple ⁽⁵⁾ (n ^{bre}) | Valeur marchande des actions à droit de vote multiple ⁽⁶⁾ (\$) | Options (n ^{bre}) | Valeur des options dans le cours dont les droits sont acquis (\$) | Unités d'actions différées (n ^{bre}) | Valeur marchande des unités d'actions différées (\$) | Valeur marchande totale des titres détenus ⁽⁶⁾ (\$) |
|--|--|---|---|-----------------------------|---|--|--|--|
| - | - | 19 711 179 | 1 002 510 564 | - | - | - | - | 1 002 510 564 |

Notes

- (1) M. Beaudoin n'est pas considéré comme indépendant puisqu'il fait partie de la direction de Beaudier, l'un des actionnaires principaux.
- (2) M. Beaudoin est le président du conseil d'administration.
- (3) M. Beaudoin ne se présentera pas en vue d'être réélu administrateur de Bombardier Inc. à l'assemblée annuelle des actionnaires qui se tiendra le 3 mai 2018.
- (4) Aucune rémunération n'est versée aux administrateurs qui ne sont pas indépendants. Voir « Rémunération des administrateurs ».
- (5) Ces actions à droit de vote multiple sont détenues par Beaudier, société de portefeuille de la famille Beaudoin contrôlée par M. Laurent Beaudoin et son épouse, M^{me} Claire Bombardier Beaudoin, par l'intermédiaire de sociétés de portefeuille qu'ils contrôlent. Pour plus de renseignements sur les titres à droit de vote de la Société appartenant à Beaudier, voir « Renseignements généraux - Actions à droit de vote en circulation et actionnaires principaux ».
- (6) Selon le cours de clôture des actions à droit de vote subalterne à la TSX (50,86 \$) le 31 janvier 2018, soit le dernier jour de bourse précédant la clôture de l'exercice 2018.



JOSHUA BEKENSTEIN**Administrateur**

59 ans

Massachusetts, États-Unis

Non indépendant⁽¹⁾

Administrateur depuis 2003

Résultat du vote en 2017

Pour : 97,15 %

Abstention : 2,85 %

M. Bekenstein est directeur général de Bain Capital. Avant d'entrer au service de Bain Capital en 1984, il a passé plusieurs années chez Bain & Company, où il s'est occupé d'entreprises dans des secteurs variés. Il est membre du conseil d'administration, président du comité des ressources humaines et de la rémunération et membre du comité de nomination et de gouvernance de Dollarama Inc. Il est également administrateur de plusieurs autres sociétés, notamment Bright Horizons Family Solutions Inc., dont il est membre du comité de rémunération, et The Michaels Companies, Inc. M. Bekenstein est titulaire d'un baccalauréat ès arts de l'Université Yale et d'une maîtrise en administration des affaires (MBA) de la Harvard Business School.

| Membre du conseil et de comités | Présence aux réunions | Membre du conseil d'autres sociétés ouvertes | |
|--|-----------------------|--|--------|
| | | Entité | Depuis |
| Conseil d'administration | 11/12 | | |
| Comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance ⁽²⁾ | 3/3 | Bright Horizons Family Solutions Inc. ⁽³⁾ | 2013 |
| | Total : 93,3 % | Dollarama Inc. ⁽³⁾ | 2009 |
| | | The Michaels Companies, Inc. ⁽³⁾ | 2014 |
| | | Canada Goose Holdings Inc. ⁽³⁾ | 2017 |

Valeur de la rémunération totale reçue à titre d'administrateur⁽⁴⁾

Exercice 2018 : Néant

Titres détenus ou contrôlés au 31 janvier 2018⁽⁵⁾

| Actions à droit de vote subalterne (n ^{bre}) | Valeur marchande des actions à droit de vote subalterne (\$) | Actions à droit de vote multiple (n ^{bre}) | Valeur marchande des actions à droit de vote multiple (\$) | Options (n ^{bre}) | Valeur des options dans le cours dont les droits sont acquis (\$) | Unités d'actions différées (n ^{bre}) | Valeur marchande des unités d'actions différées (\$) | Valeur marchande totale des titres détenus (\$) |
|--|--|--|--|-----------------------------|---|--|--|---|
| - | - | - | - | - | - | - | - | - |

Notes

- (1) M. Bekenstein n'est pas considéré comme indépendant en raison de sa relation avec BCI. Pour plus de renseignements concernant BCI, voir « Renseignements généraux - Actions à droit de vote en circulation et actionnaires principaux ».
- (2) M. Bekenstein est président du comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance.
- (3) Bright Horizons Family Solutions Inc. est une société ouverte depuis janvier 2013, mais M. Bekenstein siège à son conseil d'administration depuis 1986. Dollarama inc. est une société ouverte depuis octobre 2009, mais M. Bekenstein siège à son conseil d'administration depuis 2004. Michaels Companies, Inc. est une société ouverte depuis juin 2014, mais M. Bekenstein siège à son conseil d'administration depuis 2006. Canada Goose Holdings Inc. est une société ouverte depuis 2017, mais M. Bekenstein siège à son conseil d'administration depuis 2013.
- (4) Aucune rémunération n'est versée aux administrateurs qui ne sont pas indépendants. Voir « Rémunération des administrateurs ».
- (5) M. Bekenstein n'est pas personnellement propriétaire de titres à droit de vote de la Société. Il est directeur général de BCI et membre du CCIM, de sorte qu'il peut être réputé partager la propriété véritable des actions détenues par Bain. Pour plus de renseignements concernant les titres à droit de vote de la Société appartenant à BCI et Bain, voir « Renseignements généraux - Actions à droit de vote en circulation et actionnaires principaux ».



JOSÉ BOISJOLI**Administrateur, président et chef de la direction**

M. Boisjoli est président et chef de la direction de BRP depuis décembre 2003, année au cours de laquelle BRP est devenue une société indépendante. En octobre 1998, M. Boisjoli a été nommé président de la division des motoneiges et des motomarines, la plus importante division de Bombardier Produits Récréatifs inc. En avril 2001, la gestion de la division des VTT est venue s'ajouter à ses responsabilités. M. Boisjoli est entré au service de Bombardier Produits Récréatifs inc. en 1989, après avoir passé huit ans dans l'industrie pharmaceutique et l'industrie des équipements de sécurité routière. Il siège au conseil d'administration de McCain Foods Group Inc. depuis janvier 2018. M. Boisjoli a obtenu son baccalauréat en génie à l'Université de Sherbrooke. En avril 2005, Powersports Magazine, le plus important magazine consacré aux sports motorisés des États-Unis, lui a décerné le titre prestigieux de « haut dirigeant de l'année ». M. Boisjoli a aussi été nommé le PDG de l'année 2017 par le journal canadien *Les Affaires*.

60 ans

Québec, Canada

Non indépendant⁽¹⁾

Administrateur depuis 2011

Résultat du vote en 2017

Pour : 97,71 %

Abstention : 2,29 %

| Membre du conseil et de comités | Présence aux réunions | Membre du conseil d'autres sociétés ouvertes | |
|--|-----------------------|--|---------------|
| Conseil d'administration | 12/12 | <u>Entité</u> | <u>Depuis</u> |
| Comité d'investissement et des risques | 7/7 | s.o. | s.o. |
| Total : 100 % | | | |

Valeur de la rémunération totale reçue à titre d'administrateur⁽²⁾

Exercice 2018 : Néant

Titres détenus ou contrôlés au 31 janvier 2018

| Actions à droit de vote subalterne (n ^{bre}) | Valeur marchande des actions à droit de vote subalterne ⁽³⁾ (\$) | Actions à droit de vote multiple (n ^{bre}) | Valeur marchande des actions à droit de vote multiple (\$) | Options (n ^{bre}) | Valeur des options dans le cours dont les droits sont acquis (\$) ⁽³⁾ | Unités d'actions différées (n ^{bre}) | Valeur marchande des unités d'actions différées (\$) | Valeur marchande totale des titres détenus ⁽³⁾ (\$) |
|--|---|--|--|-----------------------------|--|--|--|--|
| 1 012 350 | 51 488 121 | - | - | 1 231 200 | 15 642 888 | - | - | 67 131 009 |

Notes

(1) M. Boisjoli n'est pas indépendant puisqu'il est président et chef de la direction de la Société.

(2) Aucune rémunération n'est versée aux administrateurs qui ne sont pas indépendants. Voir « Rémunération des administrateurs ».

(3) Selon le cours de clôture des actions à droit de vote subalterne à la TSX (50,86 \$) le 31 janvier 2018, soit le dernier jour de bourse précédant la clôture de l'exercice 2018.





75 ans

Québec, Canada

Non indépendant⁽¹⁾

Administrateur depuis 2003

Résultat du vote en 2017

Pour : 97,53 %

Abstention : 2,47 %

M. Bombardier est vice-président du conseil de Bombardier Inc., poste qu'il occupe depuis 1978. Il est entré au service de Bombardier Inc. en 1969 à titre de vice-président, division industrielle et il a successivement occupé les postes de vice-président, Recherche et développement, division Ski-Doo, d'adjoint au président et responsable des nouveaux produits, de vice-président, Marketing, division des produits nautiques et de président de la filiale Roski Ltée, avant d'occuper son poste actuel. M. Bombardier est également président d'un porteur d'actions à droit de vote multiple, 4338618. Il est titulaire d'un baccalauréat ès arts du Séminaire de Sherbrooke de même que d'un baccalauréat en commerce avec majeure en finances de l'Université de Sherbrooke. Il est également diplômé du Harvard International Senior Managers Program. Il est le beau-frère du président du conseil, Laurent Beaudoin.

| Membre du conseil et de comités | Présence aux réunions | Membre du conseil d'autres sociétés ouvertes | |
|--|-----------------------|--|---------------|
| Conseil d'administration | 12/12 | <u>Entité</u> | <u>Depuis</u> |
| | Total : 100 % | Bombardier Inc. | 1975 |
| Valeur de la rémunération totale reçue à titre d'administrateur ⁽²⁾ | | | |
| Exercice 2018 : | Néant | | |

Titres détenus ou contrôlés au 31 janvier 2018

| Actions à droit de vote subalterne (n ^{bre}) | Valeur marchande des actions à droit de vote subalterne (\$) | Actions à droit de vote multiple ⁽³⁾ (n ^{bre}) | Valeur marchande des actions à droit de vote multiple ⁽⁴⁾ (\$) | Options (n ^{bre}) | Valeur des options dans le cours dont les droits sont acquis (\$) | Unités d'actions différées (n ^{bre}) | Valeur marchande des unités d'actions différées (\$) | Valeur marchande totale des titres détenus ⁽⁴⁾ (\$) |
|--|--|---|---|-----------------------------|---|--|--|--|
| - | - | 4 379 962 | 222 764 867 | - | - | - | - | 222 764 867 |

Notes

- (1) M. Bombardier n'est pas considéré comme indépendant puisqu'il fait partie de la direction de 4338618, l'un des actionnaires principaux.
- (2) Aucune rémunération n'est versée aux administrateurs qui ne sont pas indépendants. Voir « Rémunération des administrateurs ».
- (3) Ces actions à droit de vote multiple sont détenues par 4338618, société de portefeuille qui appartient à M^{me} Janine Bombardier, à M^{me} Huguette B. Fontaine et à M. J.R. André Bombardier, par l'intermédiaire de sociétés de portefeuille qu'ils contrôlent respectivement, et dans le cas de M^{me} Janine Bombardier, par l'intermédiaire d'une fiducie dont elle-même et ses descendants sont les bénéficiaires. Pour plus de renseignements, voir « Renseignements généraux - Actions à droit de vote en circulation et actionnaires principaux ».
- (4) Selon le cours de clôture des actions à droit de vote subalterne à la TSX (50,86 \$) le 31 janvier 2018, soit le dernier jour de bourse précédant la clôture de l'exercice 2018.



WILLIAM H. CARY**Administrateur**

M. Cary a été président et chef de l'exploitation de GE Capital, division des services financiers de General Electric Company, de novembre 2008 à janvier 2015. Il a également occupé le poste de vice-président principal de General Electric de novembre 2006 à janvier 2015. Il a été président de GE Money (Global), filiale de GE Capital, de février 2008 jusqu'à sa nomination à titre de président et chef de l'exploitation de GE Capital en novembre 2008. M. Cary a débuté sa carrière chez General Electric en 1986, en tant que membre du Programme de gestion financière, et il a occupé plusieurs postes financiers et opérationnels à travers le monde. Il a également été membre du conseil exécutif de General Electric et du conseil d'administration de GE Capital. Il est actuellement membre du conseil d'administration de Rush Enterprises, Inc. et d'Ally Financial Inc.

59 ans

Floride, États-Unis

Indépendant

Administrateur depuis 2015

Résultat du vote en 2017

Pour : 99,98 %

Abstention : 0,02 %

| Membre du conseil et de comités | Présence aux réunions | Membre du conseil d'autres sociétés ouvertes | |
|---------------------------------|-----------------------|--|---------------|
| Conseil d'administration | 11/12 | Entité | Depuis |
| Comité d'audit | 5/5 | Rush Enterprises, Inc. | 2015 |
| | Total : 94,1 % | Ally Financial | 2016 |

Valeur de la rémunération totale reçue à titre d'administrateur⁽¹⁾

Exercice 2018 : 160 000 \$ US

Titres détenus ou contrôlés au 31 janvier 2018

| Actions à droit de vote subalterne (n ^{bre}) | Valeur marchande des actions à droit de vote subalterne (\$) | Actions à droit de vote multiple (n ^{bre}) | Valeur marchande des actions à droit de vote multiple (\$) | Options (n ^{bre}) | Valeur des options dans le cours dont les droits sont acquis (\$) | Unités d'actions différées (n ^{bre}) | Valeur marchande des unités d'actions différées ⁽²⁾ (\$) | Valeur marchande totale des titres détenus ⁽²⁾ (\$) |
|--|--|--|--|-----------------------------|---|--|---|--|
| - | - | - | - | - | - | 10 206 | 519 077 | 519 077 |

Avoirs totaux en multiple de la rémunération annuelle au 31 janvier 2018

(Cible : 5x la rémunération au comptant annuelle)⁽³⁾ : 7,1x**Notes**

- (1) Une description complète de la rémunération figure à la rubrique « Rémunération des administrateurs ».
- (2) Selon le cours de clôture des actions à droit de vote subalterne à la TSX (50,86 \$) le 31 janvier 2018, soit le dernier jour de bourse précédant la clôture de l'exercice 2018.
- (3) Les avoirs en actions ont été évalués au 31 janvier 2018, d'après le cours de clôture des actions à droit de vote subalterne (50,86 \$) et le taux de change quotidien affiché par la Banque du Canada à cette date (1,2293 \$). Pour de plus amples renseignements sur les lignes directrices en matière d'actionariat applicables aux administrateurs indépendants, voir « Lignes directrices en matière d'actionariat à l'intention des administrateurs indépendants ».



MICHAEL HANLEY**Administrateur**

52 ans

Québec, Canada

Indépendant

Administrateur depuis 2012

Résultat du vote en 2017

Pour : 99,89 %

Abstention : 0,11 %

M. Hanley, qui est administrateur de sociétés, compte plusieurs années d'expérience dans des postes de haute direction et dans la gouvernance d'entreprises. Il siège au conseil d'administration et préside le comité d'audit d'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. et de ShawCor Ltée. Il est aussi membre du conseil d'administration et du comité d'audit du Groupe Jean Coutu (PJC) inc. Auparavant, il a occupé des postes de haute direction pendant plusieurs années. Il a été vice-président principal, Opérations et initiatives stratégiques de la Banque Nationale du Canada. Il a également occupé divers postes au sein d'Alcan Inc., notamment celui de vice-président directeur et chef des finances et celui de président et chef de la direction du groupe mondial d'exploitation Bauxite et Alumine. Il a aussi agi à titre de chef des finances de deux sociétés ouvertes canadiennes, soit Gaz Métro (aujourd'hui Énergir) et Cartons St-Laurent Inc. Il est un comptable professionnel agréé et est membre de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA) depuis 1987.

| Membre du conseil et de comités | Présence aux réunions | Membre du conseil d'autres sociétés ouvertes | |
|--|-----------------------|--|---------------|
| Conseil d'administration | 11/12 | <u>Entité</u> | <u>Depuis</u> |
| Comité d'audit ⁽¹⁾ | 5/5 | Industrielle alliance, Assurance et services financiers inc. | 2015 |
| Comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance | 3/3 | ShawCor Ltée Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc. | 2015 2016 |
| Total : 95 % | | | |
| Valeur de la rémunération totale reçue à titre d'administrateur⁽²⁾ | | | |
| Exercice 2018 : | 185 000 \$ US | | |

Titres détenus ou contrôlés au 31 janvier 2018

| Actions à droit de vote subalterne (n ^{bre}) | Valeur marchande des actions à droit de vote subalterne ⁽³⁾ (\$) | Actions à droit de vote multiple (n ^{bre}) | Valeur marchande des actions à droit de vote multiple (\$) | Options (n ^{bre}) | Valeur des options dans le cours dont les droits sont acquis (\$) | Unités d'actions différées (n ^{bre}) | Valeur marchande des unités d'actions différées ⁽³⁾ (\$) | Valeur marchande totale des titres détenus ⁽³⁾ (\$) |
|--|---|--|--|-----------------------------|---|--|---|--|
| 26 000 | 1 322 360 | - | - | - | - | 18 662 | 949 149 | 2 271 509 |

Avoirs totaux en multiple de la rémunération annuelle au 31 janvier 2018
(Cible : 5x la rémunération au comptant annuelle⁽⁴⁾) : 21,8x

Notes

- (1) M. Hanley est le président du comité d'audit.
- (2) Une description complète de la rémunération figure à la rubrique « Rémunération des administrateurs ».
- (3) Selon le cours de clôture des actions à droit de vote subalterne à la TSX (50,86 \$) le 31 janvier 2018, soit le dernier jour de bourse précédant la clôture de l'exercice 2018.
- (4) Les avoirs en actions ont été évalués au 31 janvier 2018, d'après le cours de clôture des actions à droit de vote subalterne (50,86 \$) et le taux de change quotidien affiché par la Banque du Canada à cette date (1,2293 \$). Pour de plus amples renseignements sur les lignes directrices en matière d'actionariat applicables aux administrateurs indépendants, voir « Lignes directrices en matière d'actionariat ».



LOUIS LAPORTE**Administrateur**

57 ans

Québec, Canada

Non indépendant⁽¹⁾

Administrateur depuis 2013

Résultat du vote en 2017

Pour : 97,51 %

Abstention : 2,49 %

M. Laporte est vice-président directeur de Beaudier Inc., société de portefeuille fermée et porteur d'actions à droit de vote multiple, depuis 2004. M. Laporte a géré pour le groupe Beaudier l'acquisition de l'entreprise de produits récréatifs de Bombardier Inc. en 2003. Avant 2003, M. Laporte a été propriétaire-exploitant d'un certain nombre de sociétés fermées comme Dudley Inc., l'un des principaux fabricants et distributeurs canadiens de cadenas, et AMT Marine Inc., fabricant (à titre principal et en sous-traitance) et fournisseur de bateaux à propulsion hydraulique Sea-Doo, où il a participé à la production et à la conception initiales du bateau à propulsion hydraulique Sea-Doo pour BRP. M. Laporte est et a été administrateur de plusieurs sociétés fermées. M. Laporte est titulaire d'un baccalauréat en sciences comptables de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et d'un baccalauréat en commerce de l'Université McGill. Il est comptable agréé.

| Membre du conseil et de comités | Présence aux réunions | Membre du conseil d'autres sociétés ouvertes | |
|---|-----------------------|--|---------------|
| Conseil d'administration | 12/12 | Entité | Depuis |
| Comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance | 3/3 | s.o. | s.o. |
| Comité d'investissement et des risques ⁽²⁾ | 7/7 | | |
| | Total : 100 % | | |

Valeur de la rémunération totale reçue à titre d'administrateur⁽³⁾

Exercice 2018 : Néant

Titres détenus ou contrôlés au 31 janvier 2018⁽⁴⁾

| Actions à droit de vote subalterne (n ^{bres}) | Valeur marchande des actions à droit de vote subalterne (\$) | Actions à droit de vote multiple (n ^{bres}) | Valeur marchande des actions à droit de vote multiple (\$) | Options (n ^{bres}) | Valeur des options dans le cours dont les droits sont acquis (\$) | Unités d'actions différées (n ^{bres}) | Valeur marchande des unités d'actions différées (\$) | Valeur marchande totale des titres détenus (\$) |
|---|--|---|--|------------------------------|---|---|--|---|
| - | - | - | - | - | - | - | - | - |

Notes

- (1) M. Laporte n'est pas considéré comme indépendant puisqu'il fait partie de la direction de Beaudier, l'un des actionnaires principaux.
- (2) M. Laporte est le président du comité d'investissement et des risques.
- (3) Aucune rémunération n'est versée aux administrateurs qui ne sont pas indépendants. Voir « Rémunération des administrateurs ».
- (4) M. Louis Laporte n'est pas personnellement propriétaire de titres à droit de vote de la Société. Pour plus de renseignements concernant les titres à droit de vote de la Société appartenant à Beaudier, voir « Renseignements généraux - Actions à droit de vote en circulation et actionnaires principaux ».



ESTELLE MÉTAYER**Administratrice**

48 ans

Québec, Canada

Indépendante

Administratrice depuis 2014

Résultat du vote en 2017

Pour : 99,98 %

Abstention : 0,02 %

M^{me} Métayer est présidente d'EM Strategy Inc. et professeure auxiliaire à l'Université McGill. Elle siège actuellement au conseil d'administration et au comité de stratégie d'Audemars Pignet (Suisse) ainsi qu'au conseil d'administration de Blockstream (Montréal/Silicon Valley). Elle siège aussi aux conseils consultatifs de Ricardo Média et de Réseau Sélection (Canada). Elle siège au conseil d'administration de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain dont elle est membre du comité exécutif et dont elle préside le comité de développement des affaires. Auparavant, elle a siégé au conseil d'administration de Zag Bank (Calgary, Canada) de 2015 à 2017 et d'Ubisoft Entertainment SA, dont elle a présidé le comité de rémunération, de 2012 à 2016. Avant cela, M^{me} Métayer a travaillé à la banque ING (Pays-Bas), au sein du groupe Bouygues (France) et, au Canada, au sein de McKinsey & Company, de CAE inc. et de Competia qu'elle a fondée et vendue en 2004. M^{me} Métayer est administratrice certifiée de l'Institut Français des Administrateurs. Elle a obtenu une maîtrise en administration des affaires (MBA) et un doctorat de l'Université de Nyenrode, aux Pays-Bas. Elle a aussi participé au programme sur les conseils à rendement supérieur de la Harvard Business School.

| Membre du conseil et de comités | Présence aux réunions | Membre du conseil d'autres sociétés ouvertes | |
|---------------------------------|-----------------------|--|---------------|
| Conseil d'administration | 12/12 | <u>Entité</u> | <u>Depuis</u> |
| Comité d'audit | 5/5 | s.o. | s.o. |
| Total : 100 % | | | |

Valeur de la rémunération totale reçue à titre d'administratrice⁽¹⁾

Exercice 2018 : 160 000 \$ US

Titres détenus ou contrôlés au 31 janvier 2018

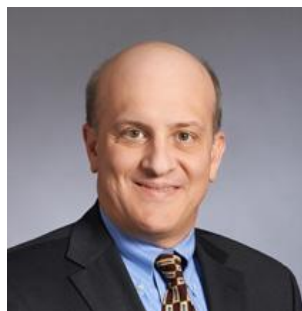
| Actions à droit de vote subalterne (n ^{bre}) | Valeur marchande des actions à droit de vote subalterne (\$) | Actions à droit de vote multiple (n ^{bre}) | Valeur marchande des actions à droit de vote multiple (\$) | Options (n ^{bre}) | Valeur des options dans le cours dont les droits sont acquis (\$) | Unités d'actions différées (n ^{bre}) | Valeur marchande des unités d'actions différées ⁽²⁾ (\$) | Valeur marchande totale des titres détenus ⁽²⁾ (\$) |
|--|--|--|--|-----------------------------|---|--|---|--|
| - | - | - | - | - | - | 15 135 | 769 766 | 769 766 |

Avoirs totaux en multiple de la rémunération annuelle au 31 janvier 2018
(Cible : 5x la rémunération au comptant annuelle⁽³⁾) : 10,5x

Notes

- (1) Une description complète de la rémunération figure à la rubrique « Rémunération des administrateurs ».
- (2) Selon le cours de clôture des actions à droit de vote subalterne à la TSX (50,86 \$) le 31 janvier 2018, soit le dernier jour de bourse précédant la clôture de l'exercice 2018.
- (3) Les avoirs en actions ont été évalués au 31 janvier 2018, d'après le cours de clôture des actions à droit de vote subalterne (50,86 \$) et le taux de change quotidien affiché par la Banque du Canada à cette date (1,2293 \$). Pour de plus amples renseignements sur les lignes directrices en matière d'actionariat applicables aux administrateurs indépendants, voir « Lignes directrices en matière d'actionariat ».



NICHOLAS NOMICOS**Administrateur**

55 ans

Massachusetts, États-Unis

Non indépendant⁽¹⁾

Administrateur depuis 2003

Résultat du vote en 2017

Pour : 97,53 %

Abstention : 2,47 %

M. Nomicos a pris sa retraite de Bain Capital, où il a travaillé de 1999 à 2016 comme associé à l'exploitation chargé des investissements dans les secteurs manufacturier et de produits de consommation et comme directeur général de Bain Capital Credit, LP, la division de Bain Capital chargée du crédit. Auparavant, M. Nomicos a occupé un poste de haut dirigeant, Développement des affaires et fabrication auprès d'Oak Industries Inc. et a passé plusieurs années chez Bain & Company, Inc., en tant que directeur de mission. M. Nomicos est membre du conseil d'administration et préside le comité des ressources humaines et de la rémunération de Dollarama Inc. Il est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires (MBA) de la Harvard Business School et d'un baccalauréat en génie de l'Université Princeton.

| Membre du conseil et de comités | Présence aux réunions | Membre du conseil d'autres sociétés ouvertes | |
|--|-----------------------|--|---------------|
| Conseil d'administration | 12/12 | <u>Entité</u> | <u>Depuis</u> |
| Comité d'investissement et des risques | 6/7 | Dollarama inc. ⁽²⁾ | 2009 |
| Total : 94,7 % | | | |

Valeur de la rémunération totale reçue à titre d'administrateur⁽³⁾

Exercice 2018 : Néant

Titres détenus ou contrôlés au 31 janvier 2018

| Actions à droit de vote subalterne (n ^{bres}) | Valeur marchande des actions à droit de vote subalterne (\$) | Actions à droit de vote multiple (n ^{bres}) | Valeur marchande des actions à droit de vote multiple (\$) | Options (n ^{bres}) | Valeur des options dans le cours dont les droits sont acquis (\$) | Unités d'actions différées (n ^{bres}) | Valeur marchande des unités d'actions différées (\$) | Valeur marchande totale des titres détenus (\$) |
|---|--|---|--|------------------------------|---|---|--|---|
| - | - | - | - | - | - | - | - | - |

Notes

- (1) M. Nomicos n'est pas considéré comme indépendant parce qu'il a reçu des honoraires de consultant durant l'exercice 2018 (voir la note qui suit) et en raison de sa relation antérieure avec BCI. Il a quitté son poste à Bain Capital Credit LLC le 31 décembre 2016. Pour plus de renseignements sur BCI, voir « Renseignements généraux - Actions à droit de vote en circulation et actionnaires principaux ».
- (2) Dollarama Inc. est une société publique depuis octobre 2009, mais M. Nomicos siège à son conseil d'administration depuis 2004.
- (3) Aucune rémunération n'est versée aux administrateurs qui ne sont pas indépendants. Toutefois, M. Nomicos a reçu des honoraires de consultant de 176 000 \$ US au cours de l'exercice 2018 pour services rendus à la Société relativement à l'étude d'occasions stratégiques. Voir « Rémunération des administrateurs ».



DANIEL J. O'NEILL**Administrateur**

66 ans

Québec, Canada

Indépendant

Administrateur depuis 2004

Résultat du vote en 2017

Pour : 99,92 %

Abstention : 0,08 %

M. O'Neill est un administrateur de sociétés qui a été président du conseil d'administration membre de la direction d'Electronic Cigarettes International Group (ECIG) de 2014 à 2017. Auparavant, il était président et chef de la direction de WinSport Canada, organisme sans but lucratif qui est le propriétaire-exploitant du Parc Olympique Canada à Calgary, en Alberta. En 2005, il était vice-président du conseil, Synergies et intégration de Molson Coors Brewing Company. M. O'Neill a été président et chef de la direction de Molson Inc. avant la fusion de cette société avec Adolph Coors Company, soit de 2000 à 2005. Antérieurement, il a été vice-président directeur de H.J. Heinz Company, et président de Campbell Soup Company. Il a également travaillé chez S.C. Johnson, société de produits de consommation. Il a été administrateur de H.J. Heinz Company de 1998 à 1999. M. O'Neil est titulaire d'un baccalauréat ès arts de l'Université de Carleton et d'une maîtrise en administration des affaires (MBA) de l'Université Queen's. Il a également suivi le Program for Management Development à la Harvard Business School.

| Membre du conseil et de comités | Présence aux réunions | Membre du conseil d'autres sociétés ouvertes | |
|---|-----------------------|--|---------------|
| Conseil d'administration | 12/12 | <u>Entité</u> | <u>Depuis</u> |
| Comité d'audit | 5/5 | s.o. | s.o. |
| Comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance | 3/3 | | |
| Total : 100 % | | | |

Valeur de la rémunération totale reçue à titre d'administrateur⁽¹⁾

Exercice 2018 : 170 000 \$ US

Titres détenus ou contrôlés au 31 janvier 2018

| Actions à droit de vote subalterne (n ^{bre}) | Valeur marchande des actions à droit de vote subalterne ⁽²⁾ (\$) | Actions à droit de vote multiple (n ^{bre}) | Valeur marchande des actions à droit de vote multiple (\$) | Options (n ^{bre}) | Valeur des options dans le cours dont les droits sont acquis (\$) | Unités d'actions différées (n ^{bre}) | Valeur marchande des unités d'actions différées ⁽²⁾ (\$) | Valeur marchande totale des titres détenus ⁽²⁾ (\$) |
|--|---|--|--|-----------------------------|---|--|---|--|
| 58 432 | 2 971 852 | - | - | - | - | 18 662 | 949 149 | 3 921 001 |

Avoirs totaux en multiple de la rémunération annuelle au 31 janvier 2018
(Cible : 5x la rémunération au comptant annuelle⁽³⁾) : 45,6x

Notes

- (1) Une description complète de la rémunération figure à la rubrique « Rémunération des administrateurs ».
- (2) Selon le cours de clôture des actions à droit de vote subalterne à la TSX (50,86 \$) le 31 janvier 2018, soit le dernier jour de bourse précédant la clôture de l'exercice 2018.
- (3) Les avoirs en actions ont été évalués au 31 janvier 2018, d'après le cours de clôture des actions à droit de vote subalterne (50,86 \$) et le taux de change quotidien affiché par la Banque du Canada à cette date (1,2293 \$). Pour de plus amples renseignements sur les lignes directrices en matière d'actionnariat applicables aux administrateurs indépendants, voir « Lignes directrices en matière d'actionnariat à l'intention des administrateurs indépendants ».



EDWARD PHILIP**Administrateur**

53 ans

Massachusetts, États-Unis

Indépendant

Administrateur depuis 2005

Résultat du vote en 2017

Pour : 99,96 %

Abstention : 0,04 %

Edward Philip était tout dernièrement chef de l'exploitation de Partners in Health (organisme de soins de santé sans but lucratif) de janvier 2013 à mars 2017. De plus, M. Philip a été associé spécial de Highland Consumer Fund (fonds de capital-investissement axé sur les consommateurs) de 2013 à 2017. Il a été associé directeur général de ce fonds de 2006 à 2013. Auparavant, il a été président et chef de la direction de Decision Matrix Group, Inc. (société de recherche et de consultation) de mai 2004 à novembre 2005 et vice-président principal de Terra Networks, S.A. (société Internet mondiale) d'octobre 2000 à janvier 2004. En 1995, M. Philip est entré au service de Lycos, Inc. (société qui fournit des services Internet et un moteur de recherche) à titre de membre fondateur. Chez Lycos, Inc., M. Philip a occupé les postes de président, chef de l'exploitation et chef des finances à différents moments. Avant de se joindre à Lycos, Inc., M. Philip a été vice-président des finances de The Walt Disney Company et auparavant, il a passé un certain nombre d'années dans le domaine des services bancaires d'investissement. Il est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires de la Harvard Business School. M. Philip est administrateur de Hasbro Inc. et siège à son comité de rémunération ainsi qu'à son comité de nomination, de gouvernance et de responsabilité sociale. M. Philip siège aussi au conseil d'administration, au comité d'audit, au comité de la responsabilité publique et au comité de gouvernance et des candidatures de United Continental Holdings, Inc.

| Membre du conseil et de comités | Présence aux réunions | Membre du conseil d'autres sociétés ouvertes | |
|---|-----------------------|--|---------------|
| Conseil d'administration | 12/12 | Entité | Depuis |
| Comité d'investissement et des risques | 6/7 | Hasbro Inc. | 2002 |
| Comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance | 3/3 | United Continental Holdings, Inc. | 2016 |
| Total : 95,4 % | | | |

Valeur de la rémunération totale reçue à titre d'administrateur⁽¹⁾

Exercice 2018 : 170 000 \$ US

Titres détenus ou contrôlés au 31 janvier 2018

| Actions à droit de vote subalterne (n ^{bre}) | Valeur marchande des actions à droit de vote subalterne ⁽²⁾ (\$) | Actions à droit de vote multiple (n ^{bre}) | Valeur marchande des actions à droit de vote multiple (\$) | Options (n ^{bre}) | Valeur des options dans le cours dont les droits sont acquis (\$) | Unités d'actions différées (n ^{bre}) | Valeur marchande des unités d'actions différées ⁽²⁾ (\$) | Valeur marchande totale des titres détenus ⁽²⁾ (\$) |
|--|---|--|--|-----------------------------|---|--|---|--|
| 37 025 | 1 883 092 | - | - | - | - | 18 662 | 949 149 | 2 832 241 |

Avoirs totaux en multiple de la rémunération annuelle au 31 janvier 2018
(Cible : 5x la rémunération au comptant annuelle⁽³⁾) : 33,0x

Notes

- (1) Une description complète de la rémunération figure à la rubrique « Rémunération des administrateurs ».
- (2) Selon le cours de clôture des actions à droit de vote subalterne à la TSX (50,86 \$) le 31 janvier 2018, soit le dernier jour de bourse précédant la clôture de l'exercice 2018.
- (3) Les avoirs en actions ont été évalués au 31 janvier 2018, d'après le cours de clôture des actions à droit de vote subalterne (50,86 \$) et le taux de change quotidien affiché par la Banque du Canada à cette date (1,2293 \$). Pour de plus amples renseignements sur les lignes directrices en matière d'actionariat applicables aux administrateurs indépendants, voir « Lignes directrices en matière d'actionariat à l'intention des administrateurs indépendants ».



JOSEPH ROBBINS**Administrateur**

M. Robbins est entré au service de Bain Capital Private Equity en 2007. Il est directeur général de la division industrielle et énergétique et membre de l'équipe de capital d'investissement privé d'Amérique du Nord. M. Robbins se consacre principalement aux investissements dans les secteurs des biens d'équipement, de la technologie industrielle, des services industriels, de l'aérospatiale, du transport et de l'énergie. Il siège actuellement au conseil d'administration d'Apex Tools, Inc., et est président de son comité d'audit. Avant d'entrer au service de Bain Capital Private Equity, M. Robbins a occupé divers postes au sein des services des ventes et de la gestion opérationnelle de Sentient Jet, fournisseur de services d'aviation privés financé par capital-risque. Il a également agi à titre de consultant pour Boston Consulting Group, où il a acquis une expérience considérable des secteurs industriel et pharmaceutique. M. Robbins est titulaire d'un MBA de la Harvard Business School (Baker Scholar et Ford Scholar) et d'un baccalauréat ès arts en études sociales, obtenu avec grande distinction, du Harvard College.

38 ans

Massachusetts, États-Unis

Non indépendant⁽¹⁾

Administrateur depuis 2013

Résultat du vote en 2017

Pour : 97,53 %

Abstention : 2,47 %

| Membre du conseil et de comités | Présence aux réunions | Membre du conseil d'autres sociétés ouvertes |
|---------------------------------|-----------------------|--|
| Conseil d'administration | 10/12 | <u>Entité</u> |
| | Total : 83,3 % | <u>Depuis</u> |
| | | Néant |

Valeur de la rémunération totale reçue à titre d'administrateur⁽²⁾

Exercice 2018 : Néant

Titres détenus ou contrôlés au 31 janvier 2018

| Actions à droit de vote subalterne (n ^{bres}) | Valeur marchande des actions à droit de vote subalterne (\$) | Actions à droit de vote multiple (n ^{bres}) | Valeur marchande des actions à droit de vote multiple (\$) | Options (n ^{bres}) | Valeur des options dans le cours dont les droits sont acquis (\$) | Unités d'actions différées (n ^{bres}) | Valeur marchande des unités d'actions différées (\$) | Valeur marchande totale des titres détenus (\$) |
|---|--|---|--|------------------------------|---|---|--|---|
| - | - | - | - | - | - | - | - | - |

Notes

- (1) M. Robbins n'est pas considéré comme indépendant en raison de sa relation avec BCI. Pour plus de renseignements concernant BCI, voir « Renseignements généraux - Actions à droit de vote en circulation et actionnaires principaux ».
- (2) Aucune rémunération n'est versée aux administrateurs qui ne sont pas indépendants. Voir « Rémunération des administrateurs ».



BARBARA SAMARDZICH**Administratrice**

59 ans

Michigan, États-Unis

Indépendante⁽¹⁾

Administratrice depuis 2017

Résultat du vote en 2017

Pour : s.o.

Abstention : s.o.

M^{me} Samardzich est administratrice de sociétés. Elle a occupé divers postes de haute direction au cours de sa carrière de 26 ans à la Ford Motor Company. Avant de prendre sa retraite en 2016, elle était vice-présidente et chef de l'exploitation de Ford Europe où elle était à la tête d'une équipe de plus de 30 000 employés. Les années précédentes, elle a été vice-présidente, Développement de produits, vice-présidente, Ingénierie des groupes motopropulseurs à l'échelle mondiale et a occupé divers postes en ingénierie des groupes motopropulseurs et des véhicules chez Ford. Elle a également occupé différents postes d'ingénierie à la Westinghouse Electric Corporation. M^{me} Samardzich siège au conseil d'administration de plusieurs sociétés, dont Adient plc, SKF et Velodyne LiDAR. Elle est titulaire d'un baccalauréat et d'une maîtrise en génie mécanique, ainsi que d'une maîtrise en gestion d'ingénierie. Elle a gagné de nombreux prix; ainsi elle a fait partie en 2016 des 25 femmes de premier plan de l'industrie automobile européenne dans l'*Automotive News Europe* et des 50 premières femmes de l'industrie automobile de la 2011 Automobilwoche.

| Membre du conseil et de comités | Présence aux réunions | Membre du conseil d'autres sociétés ouvertes | |
|--|-----------------------|--|--------|
| | | Entité | Depuis |
| Conseil d'administration | 3/3 | | |
| Comité d'investissement et des risques | 1/1 | Adient plc | 2016 |
| | Total : 100 % | Aktiebolaget SKF | 2017 |

Valeur de la rémunération totale reçue à titre d'administratrice⁽²⁾

Exercice 2018 : 40 000 \$ US

Titres détenus ou contrôlés au 31 janvier 2018

| Actions à droit de vote subalterne (n ^{bre}) | Valeur marchande des actions à droit de vote subalterne (\$) | Actions à droit de vote multiple (n ^{bre}) | Valeur marchande des actions à droit de vote multiple (\$) | Options (n ^{bre}) | Valeur des options dans le cours dont les droits sont acquis (\$) | Unités d'actions différées (n ^{bre}) | Valeur marchande des unités d'actions différées ⁽³⁾ (\$) | Valeur marchande totale des titres détenus ⁽³⁾ (\$) |
|--|--|--|--|-----------------------------|---|--|---|--|
| - | - | - | - | - | - | 602 | 30 618 | 30 618 |

Avoirs totaux en multiple de la rémunération annuelle au 31 janvier 2018
(Cible : 5x la rémunération au comptant annuelle⁽⁴⁾) : 1,7x⁽⁵⁾

Notes

- (1) M^{me} Samardzich a été nommée administratrice indépendante et membre du comité d'investissement et des risques du conseil d'administration le 1^{er} décembre 2017.
- (2) Une description complète de la rémunération figure à la rubrique « Rémunération des administrateurs ».
- (3) Selon le cours de clôture des actions à droit de vote subalterne à la TSX (50,86 \$) le 31 janvier 2018, soit le dernier jour de bourse précédant la clôture de l'exercice 2018.
- (4) Les avoirs en actions ont été évalués au 31 janvier 2018, d'après le cours de clôture des actions à droit de vote subalterne (50,86 \$) et le taux de change quotidien affiché par la Banque du Canada à cette date (1,2293 \$). Pour de plus amples renseignements sur les lignes directrices en matière d'actionnariat applicables aux administrateurs indépendants, voir « Lignes directrices en matière d'actionnariat à l'intention des administrateurs indépendants ».
- (5) M^{me} Samardzich s'est jointe au conseil d'administration le 1^{er} décembre 2017. La période de transition qui lui est accordée en vue d'atteindre ses obligations d'actionnariat minimales prend fin le 30 novembre 2022. Voir « Rémunération des administrateurs - Lignes directrices en matière d'actionnariat à l'intention des administrateurs indépendants ».



Interdiction d'opérations

À la connaissance de la Société et selon les renseignements que les candidats à un poste d'administrateur lui ont fournis, aucun des candidats à un poste d'administrateur de la Société n'est, à la date de la présente circulaire, ni n'a été, au cours des 10 années précédant cette date, administrateur, chef de la direction ou chef des finances d'une société (y compris la Société) qui, pendant qu'il exerçait cette fonction (ou après qu'il ait cessé de l'exercer mais en raison d'un événement survenu pendant qu'il l'exerçait) a fait l'objet d'une interdiction d'opérations ou d'une ordonnance semblable ou encore d'une ordonnance lui refusant le droit de se prévaloir d'une dispense prévue par la législation en valeurs mobilières, dans chaque cas, pendant plus de 30 jours consécutifs.

Faillites

À la connaissance de la Société et selon les renseignements que les candidats à un poste d'administrateur lui ont fournis, aucun des candidats à un poste d'administrateur de la Société n'est, à la date de la présente circulaire, ni n'a été, au cours des 10 années précédant cette date, administrateur ou haut dirigeant d'une société (y compris la Société) qui, pendant qu'il exerçait cette fonction ou dans l'année suivant la cessation de cette fonction, a fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivie par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou pour laquelle un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite a été nommé pour détenir ses biens, à l'exception de : (i) Daniel J. O'Neill, président du conseil d'administration membre de la direction d'Electronic Cigarettes International Group (ECIG) de 2014 à 2017, qui a déclaré faillite en mars 2017; (ii) Joshua Bekenstein, administrateur de Toys"R"Us, Inc., qui a déclaré faillite en septembre 2017, et administrateur de 2010 à 2017 de Gymboree Corporation, qui a déclaré faillite en juin 2017.

À la connaissance de la Société et selon les renseignements que les candidats à un poste d'administrateur lui ont fournis, aucun des candidats à un poste d'administrateur de la Société n'a, au cours des 10 années précédant la date de la présente circulaire, fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivi par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou vu un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite nommé pour détenir ses biens.

Amendes ou sanctions

À la connaissance de la Société et selon les renseignements que les candidats à un poste d'administrateur lui ont fournis, aucun des candidats à un poste d'administrateur de la Société ne s'est vu imposer : (i) d'amendes ou de sanctions par un tribunal en vertu de la législation en valeurs mobilières ou par une autorité en valeurs mobilières, ni n'a conclu une entente à l'amiable avec celle-ci; (ii) toute autre amende ou sanction par un tribunal ou un organisme de réglementation qui serait susceptible d'être considérée comme importante par un porteur de titres raisonnable ayant à décider de voter ou non pour un candidat à un poste d'administrateur.

Nomination de l'auditeur indépendant

À l'assemblée, les actionnaires seront appelés à nommer le cabinet Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. à titre d'auditeur de la Société, dont la mission prendra fin à la clôture de la prochaine assemblée annuelle des actionnaires.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. agit à titre d'auditeur de la Société depuis 2005 et a informé la Société de son indépendance par rapport à la Société au sens du code de déontologie de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec.



Sauf si une procuration précise que le fondé de pouvoir doit s'abstenir de voter en faveur de la nomination de l'auditeur ou qu'il doit voter conformément à ce qui est indiqué sur la procuration, les personnes dont le nom figure sur le formulaire de procuration ci-joint entendent voter POUR la nomination de Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. comme auditeur de la Société.

Pour l'exercice 2018 et l'exercice clos le 31 janvier 2017 (l'« **exercice 2017** »), les honoraires suivants ont été facturés à la Société par son auditeur indépendant, Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. :

| | Exercice 2018 | Exercice 2017 |
|--|------------------|------------------|
| Honoraires d'audit ⁽¹⁾ | 1 891 489 \$ | 1 665 584 \$ |
| Honoraires pour services liés à l'audit ⁽²⁾ | 173 100 | 45 926 |
| Honoraires pour services fiscaux ⁽³⁾ | 156 749 | 243 474 |
| Autres honoraires ⁽⁴⁾ | 79 037 | 169 518 |
| Total des honoraires versés | 2 300 375 | 2 124 502 |

- (1) Les « honoraires d'audit » comprennent les honoraires nécessaires à l'audit et à l'examen annuels des états financiers consolidés.
- (2) Les « honoraires pour services liés à l'audit » comprennent les honoraires pour les services de certification et les services connexes rendus par l'auditeur indépendant qui sont raisonnablement liés à l'exécution de l'audit ou de l'examen des états financiers de la Société et qui ne sont pas compris dans les « honoraires d'audit », comme les services consultatifs portant sur des questions relatives à la comptabilité et aux déclarations.
- (3) Les « honoraires pour services fiscaux » comprennent les honoraires pour services fiscaux autres que les « honoraires d'audit » et « honoraires pour services liés à l'audit ». Cette catégorie comprend les honoraires liés à la conformité fiscale, aux conseils fiscaux et à la planification fiscale.
- (4) Les « autres honoraires » comprennent les honoraires pour les produits et les services fournis par l'auditeur indépendant autres que ceux mentionnés plus haut, y compris les services d'experts-conseils.

Le comité d'audit de la Société (le « **comité d'audit** ») est chargé d'approuver au préalable tous les services non liés à l'audit que fournit l'auditeur indépendant à la Société et à ses filiales. Au moins une fois par an, le comité d'audit examine et confirme l'indépendance de l'auditeur indépendant en obtenant des déclarations de l'auditeur indépendant sur les services non liés à l'audit.

Des détails supplémentaires au sujet du comité d'audit et des honoraires susmentionnés figurent à la rubrique « Comité d'audit » de la notice annuelle de la Société, qu'il est possible de consulter sur le site Web de SEDAR (www.sedar.com).

Modifications du régime d'options d'achat d'actions

À l'occasion de son premier appel public à l'épargne (le « **PAPE** ») en mai 2013, la Société a établi un nouveau régime incitatif à long terme (le « **RILT** », le « **régime d'options d'achat d'actions** » ou, à la présente rubrique, le « **régime d'options** »). En vertu de ce régime, des options d'achat d'actions peuvent être attribuées aux dirigeants, aux employés et, dans certaines circonstances limitées, aux consultants de la Société. Le régime d'options est plus amplement décrit à la rubrique « Régime d'options d'achat d'actions ».

Le régime d'options vise à faire concorder les intérêts des dirigeants, des employés et, dans certaines circonstances limitées, des consultants de la Société avec ceux des actionnaires qui souhaitent obtenir une plus-value des actions à droit de vote subalterne de la Société en offrant aux participants admissibles du régime la possibilité d'acquérir une participation dans la Société. Incitatif à long terme, l'attribution d'options d'achat d'actions permet aussi à la Société d'offrir aux participants du régime une rémunération concurrentielle sur le marché et aide à attirer et à fidéliser les employés de talent.

Actuellement, le régime d'options prévoit que le nombre maximal d'actions à droit de vote subalterne pouvant être émises aux participants après l'exercice d'options d'achat d'actions attribuées en vertu du régime d'options et de tout autre mécanisme de rémunération fondé sur des actions, à l'exception du RILT antérieur (au sens de la rubrique « Philosophie et éléments de la rémunération – Régimes incitatifs à long terme »), est de 5 814 828 (la « **réserve du régime d'options** »), soit environ 5 % des actions émises et en circulation de la Société après la clôture du PAPE de la Société qui a eu lieu le 29 mai 2013.



Au cours de l'exercice 2018, un total de 1 106 900 options d'achat d'actions ont été attribuées aux termes du régime d'options à 166 participants admissibles. En date du 31 janvier 2018, 3 334 525 options d'achat d'actions étaient émises et en circulation aux termes du régime d'options, soit 3,29 % des actions émises et en circulation. À la même date, 2 002 053 actions à droit de vote subalterne demeuraient disponibles pour émission future aux termes du régime d'options, soit 1,98 % des actions émises et en circulation.

Le 20 mars 2018, 50 000 autres options d'achat d'actions ont été attribuées aux termes du régime d'options à un participant admissible.

Le 20 avril 2018, 3 346 875 options d'achat d'actions étaient émises et en circulation aux termes du régime d'options, soit 3,35 % des actions émises et en circulation. À la même date, 1 900 625 options d'achat d'actions demeuraient disponibles pour émission future aux termes du régime d'options, soit 1,90 % des actions émises et en circulation.

Le 19 avril 2018, le conseil d'administration a approuvé, sur recommandation de son comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance et sous réserve de l'approbation des actionnaires à l'assemblée, une augmentation de 5 000 000 d'actions à droit de vote subalterne dans la réserve du régime d'options ainsi qu'une modification du régime d'options prévoyant que la réserve de ce régime s'appliquera maintenant uniquement aux attributions faites en vertu du régime d'options (collectivement, la « **modification de la réserve du régime d'options** »).

Grâce à la modification de la réserve du régime d'options, un nombre suffisant d'actions à droit de vote subalterne demeure réservé pour émission aux termes du régime d'options et la Société peut ainsi continuer à attribuer des options aux participants admissibles du régime dans le cadre du programme incitatif à long terme de la Société, qui vise à faire concorder les intérêts des participants admissibles avec ceux des actionnaires en les récompensant pour les augmentations du cours des actions de la Société.

Les actionnaires sont invités à approuver une augmentation de 5 000 000 d'actions à droit de vote subalterne dans la réserve du régime d'options. Le tableau qui suit indique le nombre d'actions à droit de vote subalterne qui ont été émises à l'exercice d'options ou qui sont visées par des options attribuées en vertu du régime d'options ainsi que le nombre d'actions à droit de vote subalterne qui sont ou seront disponibles pour attributions futures en vertu du régime d'options, à la fois avant et après la modification de la réserve du régime d'options proposée, au 20 avril 2018.

| | Actions à droit de vote subalterne émises à l'exercice d'options ou visées par des options en circulation | Actions à droit de vote subalterne disponibles pour attributions futures d'options | Réserve du régime d'options |
|---|--|---|------------------------------------|
| Approuvées actuellement | 3 914 203 | 1 900 625 | 5 814 828 |
| Augmentation proposée | s.o. | 5 000 000 | 5 000 000 |
| Total | 3 914 203 | 6 900 625 | 10 814 828 |
| Pourcentage d'actions en circulation | 3,91 % | 6,90 % | 10,81 % |

Si la modification de la réserve du régime d'options proposée n'est pas approuvée, 1 900 625 actions à droit de vote subalterne seront réservées pour attributions futures en vertu du régime d'options et, une fois que cette tranche restante de la réserve du régime d'options aura été utilisée, la Société ne sera plus autorisée à accorder des options aux termes du régime d'options. Cela limitera sa capacité à continuer d'attribuer des options d'achat d'actions aux participants admissibles du régime dans le cadre du programme incitatif à long terme de la Société et obligera cette dernière à offrir un autre mécanisme de rémunération à long terme.



Le conseil d'administration a également approuvé le 19 avril 2018, sur recommandation de son comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance et sous réserve de l'approbation des actionnaires à l'assemblée, les modifications suivantes du régime d'options :

- en conséquence nécessaire de la modification de la réserve du régime d'options, l'augmentation : (i) du nombre maximal d'actions à droit de vote subalterne pouvant être émises à des initiés de la Société au cours d'une année à l'exercice d'options d'achat d'actions en vertu du régime d'options et de tout autre mécanisme de rémunération fondé sur des actions; (ii) du nombre maximal d'actions à droit de vote subalterne pouvant être émises à des initiés à tout moment à l'exercice d'options d'achat d'actions en vertu du régime d'options et de tout autre mécanisme de rémunération fondé sur des actions, faisant passer ce nombre, dans chaque cas, de 5 % à 10 % des actions émises et en circulation à l'occasion (la « **modification du plafond de la participation des initiés** »);
- pour que les dispositions modificatrices du régime d'options soient conformes aux pratiques exemplaires du marché, l'ajout de toute modification des dispositions du régime d'options régissant la cessibilité des options d'achat d'actions aux questions nécessitant l'approbation des actionnaires (la « **modification de la disposition modificatrice** » et, avec la modification de la réserve du régime d'options et la modification du plafond de la participation des initiés, les « **modifications du régime d'options** »);
- les modifications du régime d'options de nature administrative, esthétique ou rédactionnelle.

Les modifications du régime d'options ont été approuvées conditionnellement par la TSX et doivent être approuvées par la majorité des voix exprimées à l'assemblée, en personne ou par procuration, par les porteurs d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple, votant ensemble en tant que catégorie. Par conséquent, à l'assemblée, les actionnaires seront invités à examiner et, s'ils le jugent pertinent, à approuver, à la majorité simple des voix exprimées à l'assemblée, en personne ou par procuration, par les porteurs d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple, votant ensemble en tant que catégorie, la résolution ordinaire reproduite à l'annexe B de la présente circulaire. Les modifications de nature administrative ont aussi été approuvées par la TSX, mais ne sont pas soumises à l'approbation des actionnaires conformément aux dispositions modificatrices du régime d'options.

Le texte intégral du régime d'options modifié proposé, qui est soumis à l'approbation des actionnaires à l'assemblée, se trouve sur SEDAR (www.sedar.com).

Sauf si la procuration précise que le fondé de pouvoir doit voter contre la résolution ordinaire reproduite à l'annexe B ou qu'il doit voter selon les indications figurant dans la procuration, les personnes dont le nom figure sur le formulaire de procuration ci-joint entendent voter POUR l'adoption de la résolution ordinaire reproduite à l'annexe B et ratifiant les modifications du régime d'options.



RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

Le programme de rémunération des administrateurs de la Société est conçu pour : (i) attirer et fidéliser des personnes qui ont acquis une expérience pertinente en siégeant aux conseils d'administration de sociétés internationales cotées au Canada et aux États-Unis qui connaissent de bons résultats; (ii) faire concorder la rémunération des administrateurs avec les intérêts des actionnaires de la Société au moyen d'une rémunération en titres.

Le tableau suivant présente la rémunération versée aux administrateurs indépendants de la Société pour l'exercice 2018. Les administrateurs de la Société qui ne sont pas indépendants selon le *Règlement 52-110 sur le comité d'audit*, dans sa version éventuellement modifiée (le « **Règlement 52-110** ») ne touchent aucune rémunération à titre d'administrateurs de la Société.

| Membre du conseil indépendant : | \$ US |
|--|----------------|
| Rémunération annuelle au comptant..... | 50 000 |
| Rémunération annuelle sous forme de capitaux propres..... | <u>100 000</u> |
| Rémunération au comptant des présidents de comité : | |
| Comité d'audit..... | 15 000 |
| Comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance..... | — |
| Comité d'investissement et des risques..... | <u>—</u> |
| Rémunération au comptant des membres de comité : | |
| Comité d'audit..... | 10 000 |
| Comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance... | 10 000 |
| Comité d'investissement et des risques..... | <u>10 000</u> |
| Jetons de présence par réunion | <u>—</u> |

Les véhicules de BRP sont mis à la disposition des administrateurs conformément à la politique applicable aux vice-présidents de la Société.

Afin de lier plus intimement les intérêts des administrateurs à ceux des actionnaires, un régime d'unités d'actions différées (le « régime d'UAD ») a été institué le 29 mai 2013. Le régime d'UAD prévoit que toute la rémunération annuelle sous forme de capitaux propres que reçoit chaque administrateur indépendant au sens du Règlement 52-110 est versée en unités d'actions différées (les « UAD »). Chacun de ces administrateurs peut également choisir de recevoir jusqu'à 100 % de sa rémunération annuelle au comptant sous forme d'UAD. La rémunération au comptant et la rémunération sous forme de capitaux propres sont versées chaque trimestre. Les UAD sont émises en fonction du cours moyen pondéré en fonction du volume à la TSX sur la période de cinq jours de bourse qui précède l'émission. Les droits aux UAD sont acquis immédiatement. Les UAD prennent la forme d'une inscription comptable portée au compte de l'administrateur admissible tant qu'il demeure administrateur et qui lui est versée après la cessation de ses fonctions. Si des dividendes sont versés sur les actions à droit de vote subalterne, les UAD en circulation produisent des équivalents en dividendes versés sous forme d'UAD supplémentaires au même taux que les dividendes versés sur les actions à droit de vote subalterne. Le régime d'UAD n'a aucun effet dilutif.

La Société n'offre pas de jetons de présence aux membres du conseil d'administration. La rémunération globale versée aux administrateurs est censée les rémunérer intégralement.

Au cours de l'exercice 2018, M. Nomicos a reçu des honoraires de consultant de 176 000 \$ US pour services rendus à la Société relativement à l'étude d'occasions stratégiques.



Rémunération gagnée par les administrateurs indépendants

Le tableau qui suit présente la rémunération totale et la répartition entre les éléments de la rémunération gagnée par les administrateurs indépendants de la Société au cours de l'exercice 2018. Comme il a été indiqué précédemment, les administrateurs de la Société qui ne sont pas indépendants ne reçoivent aucune rémunération, même des attributions fondées sur des options ou fondées sur des actions, à titre d'administrateurs de la Société. La rémunération de M. José Boisjoli, à titre de président et chef de la direction, est indiquée à la rubrique « Analyse de la rémunération des membres de la haute direction ».

| Rémunération gagnée par les administrateurs indépendants | | | | | | | | | | | |
|--|---|-----------------------------------|---------------------------------|-------------------------|--|-------------------------|-------------------------------------|--------------------------|------------------------------------|----------------------------|---------------|
| Administrateurs | Rémunération au comptant – conseil ⁽¹⁾ | | | | Rémunération sous forme de capitaux propres – conseil ⁽²⁾ | | Rémunération au comptant – comités | | Rémunération totale gagnée (\$ US) | Autre rémunération (\$ US) | Total (\$ US) |
| | Valeur en dollars (\$ US) | Montant touché en espèces (\$ US) | Montant touché sous forme d'UAD | Nombre équivalent d'UAD | Valeur en dollars (\$ US) | Nombre équivalent d'UAD | Président du comité d'audit (\$ US) | Membre de comité (\$ US) | | | |
| William H. Cary | 50 000 | 50 000 | - | - | 100 000 | 3 213 | - | 10 000 | 160 000 | - | 160 000 |
| Michael Hanley | 50 000 | 50 000 | - | - | 100 000 | 3 213 | 15 000 | 20 000 | 185 000 | - | 185 000 |
| Carlos Mazzorin ⁽³⁾ | 25 000 | 25 000 | - | - | 50 000 | 1 844 | - | 5 000 | 80 000 | - | 80 000 |
| Estelle Métayer..... | 50 000 | 50 000 | - | - | 100 000 | 3 213 | - | 10 000 | 160 000 | - | 160 000 |
| Daniel O'Neill..... | 50 000 | 50 000 | - | - | 100 000 | 3 213 | - | 20 000 | 170 000 | - | 170 000 |
| Edward Philip | 50 000 | 50 000 | - | - | 100 000 | 3 213 | - | 20 000 | 170 000 | - | 170 000 |
| Barbara Samardzich ⁽⁴⁾ | 12 500 | 12 500 | - | - | 25 000 | 602 | - | 2 500 | 40 000 | - | 40 000 |

(1) La rémunération au comptant est versée chaque trimestre.

(2) Les UAD sont portées au crédit des membres indépendants du conseil le dernier jour de chaque trimestre de la Société. Le dernier jour de chaque trimestre, 25 000 \$ US sont convertis en dollars canadiens au taux de change quotidien affiché par la Banque du Canada à cette date, et cette somme est divisée par le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions à droit de vote subalterne à la TSX pour les cinq jours de bourse précédant cette date, ce qui permet de déterminer le nombre d'UAD à attribuer.

(3) M. Mazzorin a pris sa retraite du conseil d'administration le 4 juillet 2017.

(4) M^{me} Samardzich a été nommée au conseil d'administration le 1^{er} décembre 2017.

Lignes directrices en matière d'actionariat à l'intention des administrateurs indépendants

Le 17 mars 2016, le conseil d'administration a adopté des lignes directrices en matière d'actionariat à l'intention des administrateurs indépendants aux termes desquelles chaque administrateur indépendant doit détenir au moins cinq fois la valeur de sa rémunération au comptant de base annuelle sous la forme d'actions à droit de vote subalterne ou d'UAD, en fonction du montant le plus élevé entre (i) le cours en vigueur des actions à droit de vote subalterne et (ii) le cours de clôture des actions à droit de vote subalterne à la date d'acquisition des actions à droit de vote subalterne ou des UAD, selon le cas. Les administrateurs indépendants bénéficient d'une période de transition de cinq ans à compter de l'adoption des lignes directrices ou, s'ils sont devenus membres du conseil d'administration après ce moment, à compter de la date à laquelle ils le sont devenus, pour respecter les lignes directrices. En date du 20 avril 2018, tous les administrateurs indépendants respectaient les lignes directrices en matière d'actionariat, sauf M^{me} Samardzich, pour qui la période de transition se termine le 30 novembre 2022.



ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

Le texte qui suit présente les éléments importants du régime de rémunération des hauts dirigeants de la Société, plus particulièrement le mode d'établissement de la rémunération payable aux hauts dirigeants visés (les « **hauts dirigeants visés** »), soit (i) le chef de la direction, (ii) le chef de la direction financière, (iii) les trois autres hauts dirigeants les mieux rémunérés (ou les personnes occupant des fonctions analogues) de la Société et (iv) les personnes qui auraient été des hauts dirigeants visés si elles avaient été des hauts dirigeants de la Société ou avaient occupé des fonctions analogues à la clôture de l'exercice 2018. Pour l'exercice 2018, les hauts dirigeants visés de la Société étaient :

- José Boisjoli, président et chef de la direction;
- Sébastien Martel, chef de la direction financière;
- Sandy Scullion, vice-président principal et directeur général, Commercialisation et services mondiaux;
- Denys Lapointe, vice-président principal, Design, Innovation et Image de marque;
- Karim Donnez, vice-président principal, Stratégie, Développement des affaires et Transformation.

Philosophie et objectifs de la rémunération des hauts dirigeants

Le régime de rémunération de la Société est conçu pour fidéliser, motiver et récompenser les hauts dirigeants pour leur rendement et leur contribution au succès à long terme de la Société. Le conseil d'administration cherche à rémunérer les hauts dirigeants en combinant des incitatifs au comptant à court terme et des incitatifs sous forme de capitaux propres à long terme. Il cherche aussi à récompenser l'atteinte des objectifs de rendement de la Société et individuels ainsi qu'à faire concorder les incitatifs offerts aux hauts dirigeants avec la création de valeur actionnariale.

Afin d'appuyer la philosophie et la mission de la Société, les hauts dirigeants doivent résolument s'employer à innover et à livrer des résultats qui atteignent, voire dépassent les attentes de l'ensemble des parties prenantes de la Société, y compris ses actionnaires. La philosophie de la rémunération des hauts dirigeants de la Société consiste à verser une rémunération juste, raisonnable et concurrentielle tout en mettant l'accent sur la rémunération au rendement. La politique de rémunération des hauts dirigeants de la Société vise ce qui suit :

- appuyer et promouvoir la réussite de la stratégie commerciale;
- offrir aux dirigeants une rétribution concurrentielle et une composition judicieuse d'éléments de rémunération fondée sur une philosophie de paiement axée sur le rendement;
- attirer et mobiliser des hauts dirigeants talentueux, centrés sur les résultats et habitués à évoluer dans un environnement commercial mondialisé;
- inspirer le rendement souhaité et encourager le dépassement de soi;
- promouvoir une gestion flexible et souple afin que l'entreprise prospère comme multinationale et qu'elle s'adapte aux exigences et aux cultures locales.



Rôle et responsabilités du comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance

Le comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance est composé de MM. Bekenstein, Hanley, Laporte, O'Neill et Philip. M. Bekenstein préside le comité RHNG. Tous les membres du comité RHNG possèdent une bonne connaissance des questions de gouvernance, de ressources humaines et de rémunération. L'expérience pertinente des membres du comité RHNG est décrite dans leurs biographies respectives. Voir « Questions soumises à l'assemblée - Élection des administrateurs - Information sur les candidats à un poste d'administrateur ». MM. Hanley, O'Neill et Philip sont indépendants au sens des critères de l'article 1.4 du *Règlement 52-110 sur le comité d'audit*. MM. Bekenstein et Laporte ne sont pas considérés comme étant indépendants selon ces critères. Voir « Pratiques en matière de gouvernance - Conseil d'administration - Indépendance et mandat ».

Le comité RHNG joue un rôle crucial dans la surveillance et la gestion des politiques et des régimes de rémunération des hauts dirigeants de la Société. Le conseil d'administration a adopté des règles écrites décrivant le mandat du comité RHNG. Selon ces règles, le comité RHNG assume les responsabilités suivantes concernant la rémunération des hauts dirigeants :

- établir la philosophie générale de la Société sur la rémunération, en collaboration avec la direction et, au besoin, les conseillers externes indépendants;
- passer en revue les structures de rémunération de la Société;
- passer en revue les éléments constitutifs de la rémunération globale des hauts dirigeants, soit le salaire de base, les incitatifs à court terme, les incitatifs à long terme, les avantages sociaux, les prestations de retraite et les avantages indirects;
- passer en revue les buts et objectifs communs dont le chef de la direction est responsable et qui servent à établir sa rémunération; également, passer en revue le niveau de rémunération recommandé et les modifications à sa rémunération proposées en fonction, d'une part, du rendement affiché relativement aux buts et objectifs prescrits et, d'autre part, des pratiques rémunératoires de la concurrence, afin que sa rémunération reflète concrètement ses responsabilités et son rendement;
- passer en revue les recommandations du chef de la direction concernant le niveau de rémunération des autres hauts dirigeants et les modifications y étant proposées compte tenu du rendement individuel et des pratiques rémunératoires de la concurrence;
- cerner les risques qui peuvent découler des politiques ou des pratiques rémunératoires de la Société et qui pourraient avoir un effet défavorable important sur celle-ci ou pourraient encourager un haut dirigeant à prendre des risques inconsidérés ou excessifs;
- faire des recommandations au conseil d'administration concernant tout nouveau régime incitatif ou concernant les modifications importantes aux régimes incitatifs à court et à long terme de la Société et s'acquitter des responsabilités qui lui sont imposées aux termes de ces régimes;
- vérifier tous les ans que les hauts dirigeants désignés se conforment à leurs obligations d'actionnariat minimales.

De plus amples renseignements sur le comité RHNG figurent à la rubrique « Pratiques en matière de gouvernance – Comités du conseil d'administration – Comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance ».



Services de conseil en rémunération

En vertu de ses règles, le comité RHNG est investi du pouvoir de retenir les services de conseillers en rémunération afin d'obtenir des conseils indépendants sur la rémunération des dirigeants et sur des questions de gouvernance connexes. Il est également investi du pouvoir d'établir et de verser la rémunération de ces conseillers. Tous les services concernant la rémunération ou d'autres questions fournis à la Société par des conseillers, des consultants et des experts indépendants doivent être approuvés au préalable par le comité RHNG.

Au cours de l'exercice 2018, le comité RHNG a chargé Hugessen Consulting Inc. (« **Hugessen Consulting** ») et Eckler Ltd. (« **Eckler** ») (respectivement en juin 2017 et en octobre 2017) de lui fournir des services-conseils dans le cadre de l'examen complet de la rémunération de tous les hauts dirigeants de la Société, notamment des hauts dirigeants visés. Cet examen comprenait l'étude du groupe de sociétés comparables, l'évaluation du positionnement de la Société en matière de niveaux et structures de rémunération ainsi que l'examen des programmes de rémunération de la Société. Ni Hugessen Consulting ni Eckler n'avaient fourni de services au comité RHNG avant l'exercice 2018. Hugessen Consulting n'a pas fourni d'autres services à la Société. Eckler a fourni à la direction d'autres services liés à la rémunération, y compris des services d'actuariat et d'investissement pour les caisses de retraite dont la Société est le promoteur et qui couvrent les hauts dirigeants canadiens et les employés non membres de la direction canadiens.

Les honoraires totaux facturés à la Société au cours des exercices 2018 et 2017 pour les services liés à la rémunération des hauts dirigeants fournis par Hugessen Consulting et par Eckler sont indiqués ci-après :

| | <u>Exercice 2018</u> | <u>Exercice 2017</u> |
|---|----------------------|----------------------|
| Honoraires des services liés à la rémunération des hauts dirigeants | | |
| Hugessen Consulting..... | 413 134 \$ | |
| Eckler..... | 60 823 \$ | |
| Autres honoraires (Eckler) ⁽¹⁾ | <u>171 177 \$</u> | <u>258 000 \$</u> |
| Total des honoraires payés | 645 134 \$ | 258 000 \$ |

(1) Honoraires des services d'actuariat et d'investissement rendus par Eckler pour les caisses de retraite dont la Société est le promoteur et qui couvrent les hauts dirigeants canadiens et les employés non membres de la direction canadiens.

Positionnement sur le marché et comparaison

Le comité RHNG a adopté une politique de rémunération propre aux hauts dirigeants de la Société, qui permet de situer précisément chaque élément de la rémunération globale au sein de groupes bien définis de sociétés comparables.

Dans le cadre de l'examen de la rémunération mené pendant l'exercice 2018 par Hugessen Consulting, le groupe de sociétés comparables a été étudié et deux groupes de référence ont été constitués : le groupe de référence de la rémunération au Canada et le groupe de référence de la rémunération aux États-Unis.

Le groupe de référence de la rémunération au Canada est composé de sociétés cotées en bourse de taille semblable qui œuvrent dans des secteurs connexes (compte tenu de l'absence de comparateur direct au Canada), dont une grande partie des revenus provient de l'étranger et qui exercent des activités semblables à celles de BRP. Étant donné que la plupart des hauts dirigeants actuels sont Canadiens et travaillent au Canada, ce groupe constitue la principale source de données pour l'évaluation du positionnement de la Société sur le marché en matière de niveaux et conception de la rémunération.



Le groupe de référence de la rémunération aux États-Unis est composé de concurrents directs et d'émetteurs de taille semblable œuvrant dans des secteurs connexes. Conjugué aux données de sondages, ce groupe est utilisé comme source de données pour l'évaluation du niveau de la rémunération des hauts dirigeants travaillant aux États-Unis. En outre, le groupe de référence de la rémunération aux États-Unis permet de comprendre les niveaux de rémunération de concurrents aux États-Unis et offre un contexte important sur les tendances de la conception de la rémunération chez les concurrents les plus proches de la Société.

Le tableau qui suit présente les sociétés faisant partie des deux groupes de référence utilisés par la Société pour comparer la rémunération des hauts dirigeants.

| Groupe de référence de la rémunération au Canada | | Groupe de référence de la rémunération aux États-Unis | |
|--|--|---|--|
| Société | Revenus des DDM (en millions) ⁽¹⁾ | Société | Revenus des DDM (en millions) ⁽¹⁾ |
| Groupe SNC-Lavalin inc. | 8 164 \$ | Thor Industries Inc. | 6 605 \$ US |
| Groupe WSP Global Inc. | 6 702 \$ | Harley Davidson, Inc. | 5 653 \$ US |
| Finning International Inc. | 5 807 \$ | Polaris Industries Inc. | 5 000 \$ US |
| TFI International Inc. | 4 517 \$ | Brunswick Corporation | 4 688 \$ US |
| CCL Industries | 4 462 \$ | The Toro Company | 2 485 \$ US |
| Cascades, inc. | 4 136 \$ | Arctic Cat Inc. ⁽²⁾ | 633 \$ US |
| Martinrea International Inc. | 3 878 \$ | | |
| Les Aliments Maple Leaf inc. | 3 417 \$ | | |
| New Flyer Industries Inc. | 2 320 \$ US | | |
| CAE Inc. | 2 752 \$ | | |
| Maxar Technologies Ltd. (auparavant McDonald, Dettwiler and Associates Ltd.) | 1 997 \$ | | |
| | BRP | | BRP |
| | 4 369 \$ | | 4 369 \$ |
| | 25 ^e centile | 25 ^e centile | 3 036 \$ US |
| | Médiane | Médiane | 4 844 \$ US |
| | 75 ^e centile | 75 ^e centile | 5 490 \$ US |

(1) Les données utilisées au moment de l'examen de la rémunération de l'exercice 2018 proviennent de sources publiques au mois d'août 2017. Par comparaison, à la clôture de l'exercice 2018, BRP avait des revenus de 4 487M\$.

(2) Acquis par Textron Inc. en 2017.

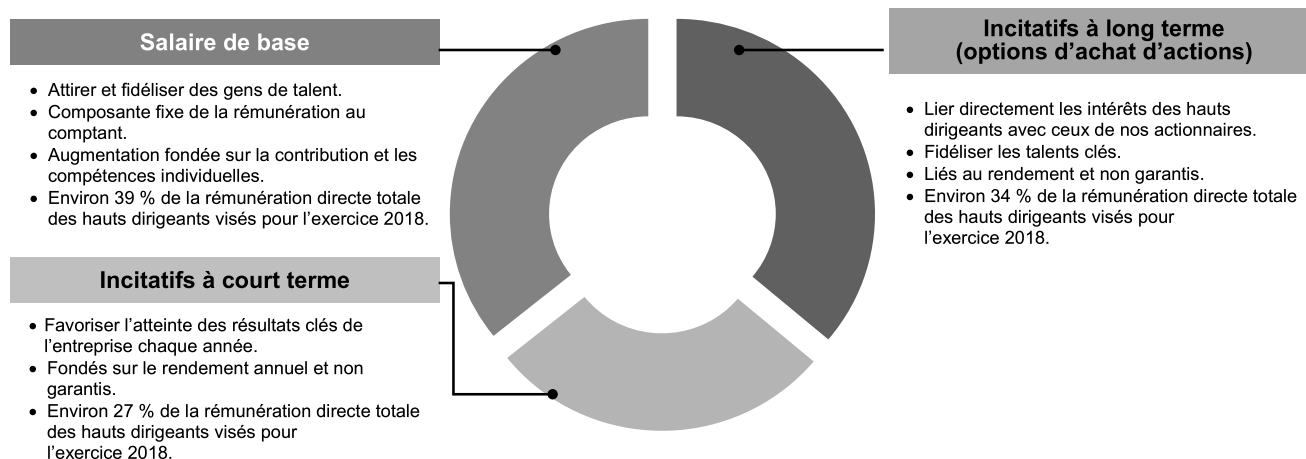


Philosophie de rémunération et éléments constitutifs de la rémunération

La Société vise une rémunération totale à la médiane du marché à concurrence du 75^e centile pour les dirigeants ayant obtenu le meilleur rendement.

Le régime de rémunération des hauts dirigeants de la Société se compose essentiellement des six éléments indiqués dans le graphique suivant : le salaire de base, les incitatifs à court terme, les incitatifs à long terme fondés sur des titres de capitaux propres, les avantages sociaux, les prestations de retraite et les avantages indirects.

RÉMUNÉRATION DIRECTE TOTALE

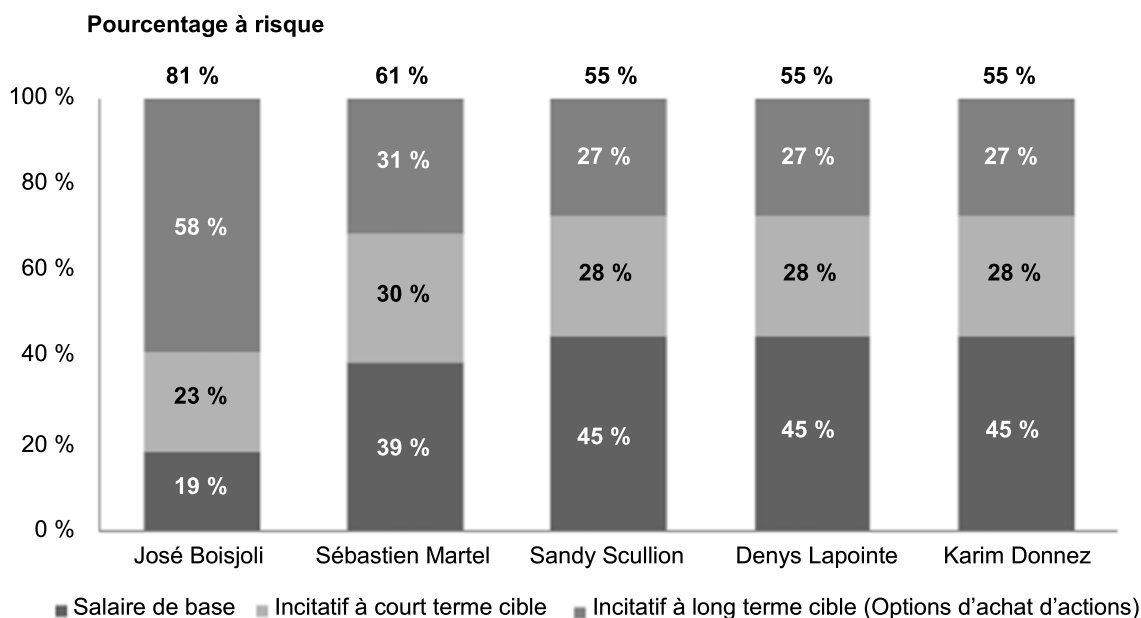


AUTRES ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION

| Avantages sociaux | Prestations de retraite | Avantages indirects |
|---|--|--|
| <ul style="list-style-type: none">• Investissement dans la santé et le bien-être des hauts dirigeants.• Offrir un filet de sécurité pour protéger contre la charge financière pouvant découler de la maladie, de l'invalidité ou du décès. | <ul style="list-style-type: none">• Offrir une sécurité du revenu à la retraite.• Fidéliser les gens de talent. | <ul style="list-style-type: none">• Faciliter l'exercice des activités et la promotion des produits de BRP à peu de frais pour la Société. |



Le diagramme suivant indique (i) la pondération relative attribuée à chaque élément de la rémunération directe totale cible, soit le salaire de base et les incitatifs à court et à long terme cibles, de chacun des hauts dirigeants visés au cours de l'exercice 2018 et (ii) le pourcentage de la rémunération directe totale cible à risque (non garanti) de chacun des hauts dirigeants visés pour l'exercice 2018 (partie supérieure du diagramme) :



Salaire de base

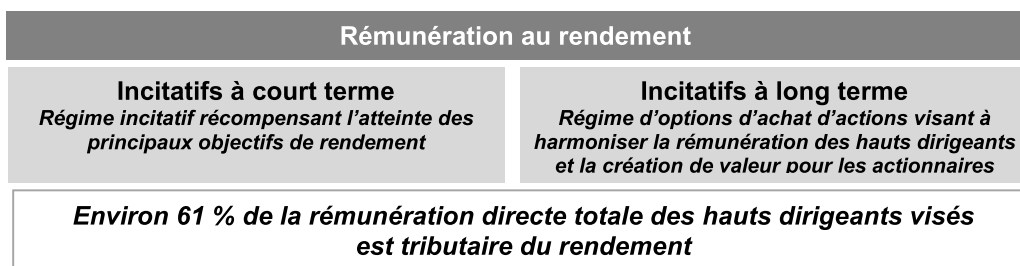
Le salaire de base de chaque haut dirigeant de la Société est représentatif de la capacité de chacun de contribuer au succès de la Société en fonction de ses compétences, de son expérience et de son savoir-faire. Le salaire de base n'est pas tributaire du résultat opérationnel à court terme, de sorte à assurer la continuité de l'emploi et le perfectionnement des compétences de chacun.

La rémunération payable à un haut dirigeant est établie en fonction de l'étendue de ses responsabilités et de son expérience pertinente, en tenant compte de la rémunération offerte par la concurrence pour des postes semblables au sein du groupe de référence de la Société et de la demande globale sur le marché pour ce haut dirigeant. Les salaires de base ciblent la médiane du marché de référence, ceux des hauts dirigeants ayant connu le meilleur rendement étant établis au-dessus de la médiane du marché de référence.

Le comité RHNG examine les salaires de base tous les ans. Le chef de la direction attribue des notes individuelles à tous les hauts dirigeants, sauf lui-même, qui sont passées en revue avec la vice-présidente principale, Ressources humaines mondiales et Santé, sécurité et sûreté, et les recommandations sont ensuite transmises au comité RHNG. Ce dernier évalue si des rajustements s'imposent en fonction de l'évolution des marchés, du rendement individuel, des résultats de l'entreprise, d'un changement de fonctions ou de responsabilités ou d'autres facteurs pertinents.



Régimes incitatifs à l'appui d'une philosophie de rémunération au rendement



La Société finance deux régimes incitatifs destinés à ses hauts dirigeants et à d'autres employés clés. Chacun de ces régimes favorise la réalisation de la stratégie commerciale, conduit au rendement souhaité et encourage le dépassement de soi. Les grandes lignes des deux régimes sont présentées ci-dessous. La façon dont chacun d'eux contribue à l'application du principe de la rémunération au rendement est illustrée.

Régime incitatif à court terme

- Les objectifs du régime incitatif à court terme sont les suivants :
 - partager le succès de la Société;
 - récompenser le rendement et les résultats collectifs;
 - motiver les employés à afficher une excellente performance;
 - aligner la contribution individuelle aux objectifs de la Société;
 - encourager les employés à mener à bien le plan stratégique de la Société.
- Le régime récompense l'atteinte d'indicateurs financiers et d'autres indicateurs de rendement clés.

Régime incitatif à long terme (options d'achat d'actions)

- Les objectifs du régime incitatif à long terme sont les suivants :
 - aligner les intérêts des employés à ceux des actionnaires;
 - promouvoir la croissance à long terme de la Société;
 - partager la création d'une valeur économique;
 - partager les risques;
 - fidéliser les employés clés;
 - offrir une éventuelle récompense aux contributeurs de haut niveau et aux personnes à potentiel élevé.
- Les options d'achat d'actions ont été choisies comme mécanisme d'incitatif à long terme privilégié pour assurer une livraison de valeur aux actionnaires.
- Le montant de chaque attribution annuelle dépend du rendement individuel.
- Les droits aux options d'achat d'actions sont acquis par tranches sur une période de quatre ans pour favoriser la fidélité.
- Les options d'achat d'actions incitent fortement à récompenser l'appréciation à long terme de la valeur pour les actionnaires.



Régime incitatif à court terme

Chaque haut dirigeant se voit attribuer une prime cible individuelle et une prime maximale pour un exercice, exprimées en pourcentage de son salaire de base, qui supposent que toutes les mesures de rendement utilisées dans le régime incitatif à court terme (le « RICT ») ont respectivement atteint le degré cible et le degré maximal. Les cibles correspondent à la médiane du marché de référence et la prime maximale est de deux fois la prime cible prédéterminée en cas de résultats exceptionnels. Le tableau suivant illustre la prime cible et la prime maximale en pourcentage du salaire de base de chaque haut dirigeant visé pour l'exercice 2018 :

| Titre | Prime cible en pourcentage du salaire de base | Prime maximale en pourcentage du salaire de base |
|--|---|--|
| José Boisjoli Président et chef de la direction | 125 % | 250 % |
| Sébastien Martel Chef de la direction financière | 75 % | 150 % |
| Sandy Scullion Vice-président principal et directeur général, Commercialisation et services mondiaux | 60 % | 120 % |
| Denys Lapointe Vice-président principal, Design, Innovation et Image de marque | 60 % | 120 % |
| Karim Donnez Vice-président principal, Stratégie, Développement des affaires et Transformation | 60 % | 120 % |

Le RICT de la Société relève du comité RHNG, qui peut, à sa discrétion, établir, modifier ou abroger les règles qui sont incompatibles avec la politique de rémunération des hauts dirigeants de la Société. La grille de paiement, qui indique les seuils de rendement et les coefficients multiplicateurs selon le niveau de réalisation, est aussi revue chaque année par le comité RHNG pour que soient validées les cibles en fonction du rendement passé et des perspectives futures. Le comité RHNG dispose d'un vaste pouvoir discrétionnaire dans l'administration du RICT et dans l'établissement des attributions à verser aux termes de celui-ci.

Au cours de l'exercice 2017, le comité RHNG a introduit des mesures de rendement pour chaque division dans le cadre du RICT de la Société. Pour l'exercice 2018, le comité RHNG a revu le RICT dans le but de le simplifier et d'ancrer encore plus la culture de rendement et de responsabilité dans ses divisions et de maintenir une correspondance étroite avec la création de valeur pour les actionnaires. Le RICT pour l'exercice 2018 demeure un régime de type additif comportant des mesures de rendement spécifiques pour trois divisions et utilisant le bénéfice dilué par action normalisé comme paramètre commun à tous les employés. Essentiellement, dans le cadre du RICT pour l'exercice 2018 :

- La division Ingénierie de produits et Opérations manufacturières et la division Commercialisation et services mondiaux ont été regroupées (division Véhicules récréatifs) afin de mieux refléter leurs liens opérationnels étroits et leur rendement.
- La division Systèmes de propulsion marins a été renommée la division Evinrude.
- Une division Spyder a été ajoutée au RICT pour favoriser la croissance de cette gamme de produits et a été mesurée en fonction du bénéfice dilué par action normalisé de la Société et des ventes au détail mondiales (Spyder). Les ventes au détail mondiales (Spyder) désignent le nombre de véhicules Spyder vendus, ajusté en fonction des programmes de marketing et de ventes.



- La rentabilité est demeurée la principale mesure de rendement utilisée pour atteindre l'objectif de croissance de BRP :
 - Le bénéfice dilué par action normalisé de la Société est demeuré la mesure de rendement commune applicable à tous les employés. En outre, le bénéfice dilué par action normalisé devait être supérieur à un seuil minimal pour que des paiements soient effectués aux termes du RICT, sans égard au rendement de la Société quant aux autres mesures de rendement prévues par le RICT. La Société estime que le bénéfice dilué par action normalisé est une mesure significative pour évaluer la correspondance des intérêts des actionnaires car il indique les tendances des activités de base de cette dernière qui, autrement, ne ressortiraient pas en éliminant les éléments qui ont moins d'incidence sur la performance opérationnelle de la Société. Le bénéfice net normalisé et le bénéfice dilué par action normalisé de la Société sont présentés plus en détail dans le rapport de gestion de la Société pour le trimestre et l'exercice clos le 31 janvier 2018.
 - Dans chaque division, le BAII normalisé a remplacé le BAIIA normalisé comme mesure de rendement utilisée à l'exercice 2017. Le BAII normalisé tient compte des coûts liés aux investissements antérieurs et actuels, qui sont importants pour BRP.
- Les fonctions corporatives ont été mesurées en fonction du bénéfice dilué par action normalisé de la Société et des résultats de chaque division. Comme il est important que les employés des fonctions corporatives appuient chaque division, les résultats des divisions ont été pris en compte dans le cadre de la détermination des paiements aux termes du RICT pour les fonctions corporatives.
- Il a été établi que le fonds de roulement net constituait une mesure de rendement spéciale supérieure au RICT normal, pouvant offrir un paiement supplémentaire maximal de 15 % de la cible individuelle aux termes du RICT. Cette mesure a été mise en place afin de mettre davantage l'accent sur la gestion des liquidités par la Société au moyen des trois piliers importants que sont les stocks, les débiteurs et les créances. La Société est d'avis que l'amélioration de la gestion du fonds de roulement net entraînera en fin de compte l'amélioration de sa situation de trésorerie et son rendement du capital investi.

Le tableau qui suit présente les mesures de rendement utilisées dans le cadre du RICT pour l'exercice 2018 et leur pondération relative :

| Véhicules récréatifs | Evinrude ⁽¹⁾ | Spyder | Fonctions corporatives |
|--|--------------------------------|--|--|
| 50 % Bénéfice dilué par action normalisé de la Société | | | |
| 50 % BAII normalisé - véhicules récréatifs | 50 % BAII normalisé - Evinrude | 50 % Ventes au détail mondiales (Spyder) | 30 % BAII normalisé - véhicules récréatifs 10 % BAII normalisé - Evinrude 10 % Ventes au détail mondiales (Spyder) |
| + 15 % additionnel fonds de roulement net | | | |

⁽¹⁾ Auparavant appelée la division Systèmes de propulsion marins.



Le tableau suivant présente la définition et le seuil applicables à chaque mesure de rendement :

| Mesure de rendement | Définition | Seuils |
|-------------------------------------|---|--|
| Bénéfice dilué par action normalisé | Mesure financière non conforme aux IFRS calculée en divisant le résultat net normalisé par le nombre moyen pondéré d'actions, après dilution. Le résultat net normalisé s'entend du résultat net avant les éléments normalisés ajustés pour tenir compte de l'incidence fiscale sur ces éléments. | Seuil égal au niveau du bénéfice dilué par action normalisé de l'année précédente |
| BAll normalisé | Mesure financière non conforme aux IFRS qui s'entend du résultat net avant les frais financiers, les produits financiers, la charge (l'économie) d'impôt et les éléments normalisés de chaque division | Seuil égal au niveau du BAll normalisé de l'année précédente |
| Ventes au détail mondiales (Spyder) | Nombre de véhicules Spyder vendus, incluant un ajustement en fonction des programmes de marketing et de ventes | Seuil raisonnable par rapport aux résultats attendus |
| Fonds de roulement net | (Fonds de roulement net moyen annuel calculé en fin de mois / revenus totaux) X 365 jours, résultats consolidés | Seuil égal au fonds de roulement net de l'année précédente, ajusté en fonction de la composition des ventes régionales de la Société |

La prime réelle représente un pourcentage du salaire de base et est déterminée en fonction de l'atteinte des objectifs seuils, cibles ou maximaux liés à la prime, calculés selon le mode linéaire, pour chaque mesure de rendement applicable. Le tableau qui suit présente le degré d'atteinte des objectifs pour l'exercice 2018 approuvés par le comité RHNG pour chaque division et les fonctions corporatives :

| Véhicules récréatifs | Evinrude ⁽¹⁾ | Spyder | Fonctions corporatives |
|----------------------|-------------------------|--------|------------------------|
| 186,1 % | 15,0 % | 86,1 % | 146,1 % |

⁽¹⁾ Auparavant appelée la division Systèmes de propulsion marins.

Pour l'exercice 2018, 142 % de l'objectif du bénéfice dilué par action normalisé a été atteint. Entre 0 % et 200 % de l'objectif du BAll normalisé a été atteint, selon la division, et 100 % de l'objectif du fonds de roulement net a été atteint. Le comité RHNG estime qu'il serait extrêmement préjudiciable aux intérêts de la Société de divulguer publiquement le niveau des résultats fixés pour les niveaux du seuil, de la cible et du maximum en ce qui concerne les mesures de rendement que sont le BAll normalisé, le fonds de roulement net et les ventes au détail mondiales (Spyder). Les niveaux des mesures de rendement pourraient être utilisés par des concurrents pour en inférer les priorités stratégiques confidentielles de la Société et de ses activités. Les cibles ont été fixées pour qu'elles représentent un défi; elles ne sont donc pas impossibles ni faciles à atteindre.

Pour l'exercice 2018, les hauts dirigeants visés de la Société (soit MM. Boisjoli, Martel, Lapointe et Donnez) ont été évalués selon les résultats des fonctions corporatives, qui présentent le rendement financier global de la Société d'après le bénéfice dilué par action normalisé et le rendement de chacune des divisions. M. Scullion a été évalué selon les résultats de la division Véhicules récréatifs.



Régime incitatif à court terme pour l'exercice clos le 31 janvier 2019

Le comité RHNG dispose d'un vaste pouvoir discrétionnaire dans l'administration du RICT et dans l'établissement des attributions à verser aux termes de celui-ci, incluant l'ajustement des mesures de rendement utilisées.

Pour l'exercice 2019, le comité RHNG a cerné quelques occasions d'harmoniser davantage le RICT avec le rendement de la Société tout en maintenant l'approche par division suivie à l'exercice 2017 et à l'exercice 2018.

La pondération de la mesure de rendement fondée sur le BAII normalisé pour la division Evinrude passera de 50 % à 75 % afin d'harmoniser davantage les paiements aux employés avec le rendement réel de la division Evinrude. En outre, la mesure de rendement fondée sur les ventes au détail mondiales (Spyder) sera ajoutée pour le Groupe sports motorisés (appelé la division Véhicules récréatifs à l'exercice 2018) afin de promouvoir les synergies et la correspondance entre les deux divisions, compte tenu du rôle crucial joué par le Groupe sports motorisés au chapitre du nombre de véhicules Spyder vendus. Dans le cas de la division Spyder, la mesure de rendement fondée sur les ventes au détail mondiales (Spyder) sera remplacée par la mesure de rendement fondée sur les indicateurs de rendement clés (Spyder). Cette mesure de rendement comprendra les ventes au détail mondiales (Spyder) et d'autres indicateurs de rendement clés qui appuieront la stratégie commerciale de la Société pour Spyder. Aucune modification ne sera apportée aux mesures de rendement des fonctions corporatives.

Régimes incitatifs à long terme

La Société estime que les attributions fondées sur des actions sont un élément important du régime de rémunération des hauts dirigeants, qui devrait représenter une part significative de leur rémunération.

Deux régimes incitatifs à long terme distincts coexistent actuellement :

- Le nouveau régime incitatif à long terme (le « **RILT** » ou le « **régime d'options d'achat d'actions** »), établi en mai 2013 à l'occasion du PAPE de la Société. En vertu de ce régime, des options d'achat d'actions peuvent être attribuées aux dirigeants, aux employés et, dans certaines circonstances limitées, aux conseillers de la Société. Le RILT est plus amplement décrit à la rubrique « Régime d'options d'achat d'actions » ci-après.
- Le régime incitatif à long terme antérieur (le « **RILT antérieur** »), établi en 2003. En vertu du RILT antérieur, des options d'achat d'actions de la Société ont été attribuées à certains employés et dirigeants. Le RILT antérieur et les options attribuées en vertu du régime ont été conservés après le PAPE de la Société en mai 2013. Aucune autre option n'a toutefois été ni ne sera attribuée en vertu du RILT antérieur. Le RILT antérieur est plus amplement décrit à la rubrique « RILT antérieur » ci-après.

Prestations de retraite

Les prestations de retraite que la Société offre aux hauts dirigeants visés sont décrites ci-après à la rubrique « Prestations en vertu d'un régime de retraite ». Les prestations de retraite leur sont offertes afin de leur assurer une sécurité financière au moment de leur retraite.

Avantages sociaux

La Société offre à ses hauts dirigeants, dont les hauts dirigeants visés, un régime d'assurance soins médicaux et dentaires, une assurance vie, décès et mutilation par accident et une assurance invalidité de courte et de longue durée.



Avantages indirects

Les avantages indirects comprennent les véhicules loués, la disponibilité de produits de la Société, des services de conseillers financiers et une évaluation médicale annuelle. Certains hauts dirigeants visés reçoivent aussi des avantages indirects additionnels en lien avec des affectations à l'étranger.

Lignes directrices en matière d'actionariat

La Société a adopté des lignes directrices en matière d'actionariat qui prévoient que certains hauts dirigeants, y compris les hauts dirigeants visés, sont tenus de détenir un nombre minimal d'actions à droit de vote subalterne fondé sur leur rémunération et leur poste respectifs. Ces lignes directrices ont pour but d'arrimer les intérêts des dirigeants à ceux des actionnaires et rendent les hauts dirigeants intéressés à la santé financière de la Société étant donné qu'ils détiennent personnellement des titres de capitaux propres.

Le comité RHNG vérifie régulièrement l'actionariat des hauts dirigeants pour s'assurer du respect des cibles. Selon les lignes directrices en matière d'actionariat, les cibles sont fondées sur la valeur marchande ou, s'il est plus élevé, sur le prix de base des actions à droit de vote subalterne dont les hauts dirigeants sont propriétaires, et aucun délai n'est fixé pour l'atteinte des cibles. Les options, que le droit de les exercer soit acquis ou non, ne sont pas prises en compte dans l'évaluation du respect des lignes directrices en matière d'actionariat. Les participants doivent toutefois conserver en actions à droit de vote subalterne les gains après impôt jusqu'à ce que leur cible d'actionariat soit atteinte.

Le tableau qui suit présente les exigences d'actionariat minimales applicables à chaque haut dirigeant visé à la fin de l'exercice 2018, sous forme de multiple du salaire de base, ainsi que le nombre total d'actions à droit de vote subalterne que chacun d'entre eux détenait.

| Hauts dirigeants visés | Lignes directrices en matière d'actionariat | | Actions à droit de vote subalterne détenues | Cible d'actionariat atteinte (oui ou non) |
|---|---|-----------|---|---|
| | Multiple du salaire de base | (\$) | Valeur marchande ⁽¹⁾ (\$) | |
| José Boisjoli Président et chef de la direction | 4x | 4 136 020 | 53 796 279 | Oui |
| Sébastien Martel Chef de la direction financière | 2x | 944 572 | 2 795 005 | Oui |
| Sandy Scullion Vice-président principal et directeur général, Commercialisation et services mondiaux | 1,5x | 556 875 | 1 772 591 | Oui |
| Denys Lapointe Vice-président principal, Design, Innovation et Image de marque | 1,5x | 539 437 | 7 332 310 | Oui |
| Karim Donnez Vice-président principal, Stratégie, Développement des affaires et Transformation | 1,5x | 461 100 | - | Non ⁽²⁾ |

(1) Selon le cours de clôture des actions à droit de vote subalterne à la TSX (53,14 \$) le 20 avril 2018.

(2) M. Donnez est entré au service de la Société le 1^{er} juillet 2015 et n'a pas encore respecté les exigences d'actionariat minimales applicables aux termes des lignes directrices en matière d'actionariat.



Interdiction de couverture

Selon la politique sur les opérations d'initiés de la Société, il est interdit aux hauts dirigeants visés et aux administrateurs de souscrire des instruments financiers conçus pour couvrir ou compenser une baisse de la valeur marchande des actions versées à titre de rémunération ou sous-jacentes à leur rémunération fondée sur des titres de capitaux propres, ou qu'ils détiennent par ailleurs directement ou indirectement à tout autre titre.

Politique de recouvrement de la rémunération

Une politique de recouvrement de la rémunération (la « **politique de recouvrement de la rémunération** ») a été recommandée par le comité RHNG et adoptée par le conseil d'administration avec prise d'effet le 22 janvier 2015. Cette politique permet au conseil d'administration d'exiger, à son gré, le remboursement de la totalité ou d'une partie de la rémunération incitative, soit les paiements faits aux termes du RICT et du RILT, touchée par les hauts dirigeants, actuels ou anciens, pendant les 12 mois précédant un événement déclencheur aux conditions suivantes :

- la rémunération incitative touchée par le haut dirigeant a été calculée en fonction de l'atteinte de résultats financiers qui ont par la suite fait l'objet d'une correction ou d'un retraitement important, en totalité ou en partie;
- le haut dirigeant a commis une faute lourde ou délibérée ou une fraude ayant entraîné l'obligation de retraiter les états financiers;
- le montant de la rémunération incitative qui aurait été attribuée au haut dirigeant ou le montant du profit qu'il a réalisé aurait été inférieur au montant réellement attribué ou reçu si les résultats financiers avaient été correctement déclarés.

Aux termes de la politique de recouvrement de la rémunération de la Société, les hauts dirigeants sont le chef de la direction et les dirigeants permanents à temps plein qui relèvent directement de lui. Cette politique ne s'applique qu'aux événements qui surviennent après son adoption par le conseil d'administration.

Gestion des risques liés à la rémunération

La structure actuelle de rémunération de la Société a pour but de faire en sorte que les régimes de rémunération et d'intéressement ne favorisent pas les comportements indésirables ni la prise de risques inutiles par application des principes suivants :

- bon équilibre entre salaire de base, RICT et RILT;
- RICT qui applique une pondération importante aux critères de rentabilité à tous les employés de l'entreprise, y compris les hauts dirigeants;
- RICT avec un seuil de rentabilité de la Société minimal qui empêche tout versement au titre du RICT à moins que ce seuil minimal soit atteint;
- plafonnement des versements au titre du RICT (deux fois la cible);
- recours à des mesures de rendement qui concordent avec la stratégie d'entreprise de la Société et la création d'une valeur à long terme pour les actionnaires; absence de mesure liée à une croissance vigoureuse des revenus qui inciterait les hauts dirigeants à prendre des risques excessifs, nuisibles à la rentabilité à long terme de la Société;
- lignes directrices en matière d'actionariat obligeant les hauts dirigeants visés et autres hauts dirigeants à détenir une participation significative dans la Société;
- interdiction de la couverture de la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres;

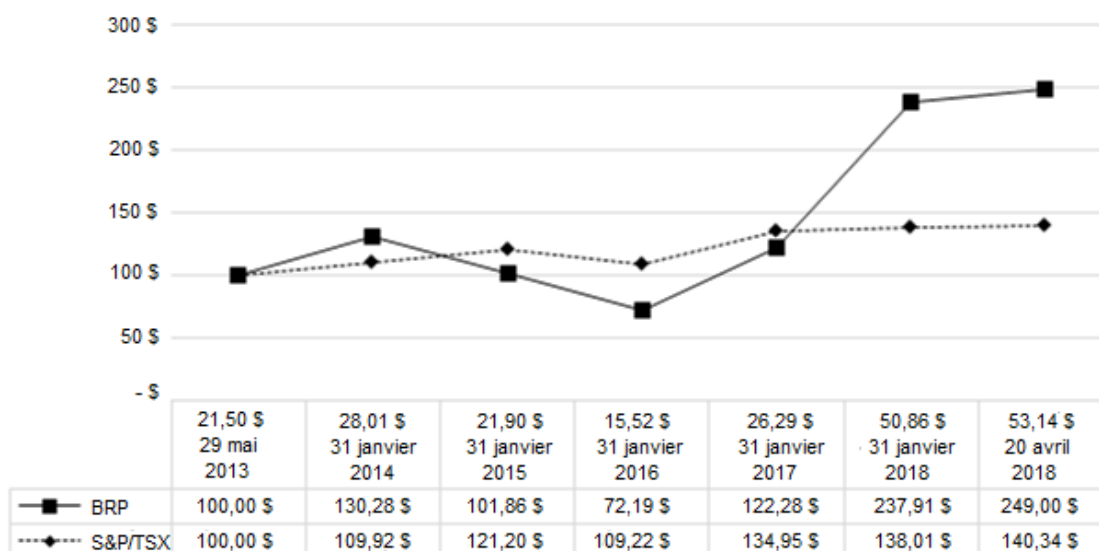


- politique de recouvrement de la rémunération qui permet au conseil d'administration d'exiger la récupération des primes versées aux termes du RICT et du RILT dans certaines circonstances;
- politiques et pratiques généralement appliquées avec constance à l'ensemble des hauts dirigeants.

Après avoir examiné les politiques et pratiques globales applicables à tous les employés, y compris les hauts dirigeants visés, le comité RHNG n'a pas repéré de risques découlant des politiques et pratiques de rémunération de BRP qui seraient raisonnablement susceptibles d'avoir un effet défavorable important sur BRP.

Résultats

Le graphique suivant illustre le rendement cumulatif d'un placement de 100 \$ dans les actions à droit de vote subalterne réalisé le 29 mai 2013, date à laquelle les actions à droit de vote subalterne ont été inscrites à la TSX, comparativement au rendement cumulatif de l'indice composé S&P/TSX pour la même période. La Société a déclaré trois dividendes trimestriels de 0,08 \$ l'action pour les porteurs de ses actions à droit de vote multiple et de ses actions à droit de vote subalterne au cours de l'exercice 2018 et a annoncé le 20 mars 2018 le versement d'un dividende trimestriel de 0,09 \$ l'action pour les porteurs de ses actions à droit de vote multiple et de ses actions à droit de vote subalterne. Pour l'exercice 2018, le graphique suivant suppose le réinvestissement des dividendes. Avant l'exercice 2018, aucun dividende n'a été versé par la Société.



L'exercice 2018 constituait le quatrième exercice complet de la Société en tant que société ouverte. Au cours de la période comprise entre la clôture du PAPE, le 29 mai 2013, et le 31 janvier 2018, le rendement cumulatif pour les actionnaires d'un placement dans les actions à droit de vote subalterne a été supérieur à celui d'un placement dans l'indice composé S&P/TSX. Comme le démontre le graphique qui précède, depuis le PAPE de la Société, le rendement des actions à droit de vote subalterne a été inférieur à celui de l'indice composé S&P/TSX pendant quelques exercices, mais il a fortement progressé et a surpassé celui de l'indice composé S&P/TSX à l'exercice 2018, faisant en sorte que le rendement cumulatif pour les actionnaires depuis le PAPE de la Société est supérieur à celui de l'indice composé S&P/TSX.



Le tableau qui suit présente une comparaison de la variation du rendement total pour les actionnaires de la Société et de la rémunération directe totale des hauts dirigeants visés :

| | Exercice 2018 | Exercice 2017 | Exercice 2016 |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|
| Rendement total pour les actionnaires (DOO) (%) | 94,6 % | 69,4 % | (29,1) % |
| Rémunération directe totale des hauts dirigeants visés ⁽¹⁾ (M\$) | 11,4 | 7,0 | 7,1 |
| Augmentation de la rémunération directe totale des hauts dirigeants visés ⁽¹⁾ (%) | 62,9 % | (0,0) % | (27,6) % |

(1) « Rémunération directe totale » fait référence à la « Rémunération totale » reçue par les hauts dirigeants visés tel que divulgué dans le « Tableau sommaire de la rémunération » mais exclut les montants présentés sous les colonnes « Valeur du régime de retraite » et « Autre rémunération ».

À l'exercice 2018, la hausse de la rémunération directe totale s'explique par des paiements plus élevés aux termes du RICT reflétant le rendement exceptionnel de la Société et un nombre plus élevé d'options d'achat d'actions attribuées aux hauts dirigeants visés à l'exercice 2018.



Tableau sommaire de la rémunération

Le tableau qui suit indique la rémunération que la Société a versée aux hauts dirigeants visés au cours des exercices 2018, 2017 et 2016.

| Nom et poste principal | Exercice | Salaire de base (\$) | Attributions fondées sur des actions (\$) | Attributions fondées sur des options ⁽¹⁾ (\$) | Rémunération en vertu d'un régime incitatif non fondé sur des titres de capitaux propres | | Autre rémunération ⁽⁴⁾ (\$) | Rémunération totale (\$) |
|---|---------------------|----------------------|---|--|--|--|--|--------------------------|
| | | | | | Régimes incitatifs annuels ⁽²⁾ (\$) | Valeur du régime de retraite ⁽³⁾ (\$) | | |
| José Boisjoli | 2018 | 1 034 005 | – | 4 165 410 | 1 888 403 | 743 000 | 2 000 | 7 832 818 |
| Président et chef de la direction | 2017 | 1 005 842 | – | 1 762 109 | 1 118 999 | 746 000 | 3 333 | 4 636 283 |
| | 2016 | 981 309 | – | 2 050 509 | 631 767 | 702 000 | 65 583 | 4 431 168 |
| Sébastien Martel | 2018 | 472 286 | – | 483 299 | 517 531 | 175 000 | 2 000 | 1 650 116 |
| Chef de la direction financière | 2017 | 450 225 | – | 200 449 | 300 525 | 138 000 | – | 1 089 200 |
| | 2016 | 400 000 | – | 637 113 | 157 900 | 420 000 | 16 033 | 1 631 047 |
| Sandy Scullion | 2018 | 371 250 | – | 228 321 | 414 538 | 383 000 | 2 000 | 1 399 109 |
| Vice-président principal et directeur général, Commercialisation et services mondiaux | 2017 | 286 145 | – | 178 533 | 128 339 | 1 458 000 | 380 050 | 2 431 067 |
| | 2016 | 243 062 | – | 97 035 | 56 342 | 77 000 | 417 015 | 890 454 |
| Denys Lapointe | 2018 | 359 625 | – | 220 208 | 315 247 | 395 000 | 2 000 | 1 292 080 |
| Vice-président principal, Design, Innovation et Image de marque | 2017 | 350 000 | – | 116 579 | 227 010 | 374 000 | 3 333 | 1 070 923 |
| | 2016 | 313 251 | – | 186 410 | 96 795 | 131 000 | 8 074 | 735 529 |
| Karim Donnez | 2018 | 307 400 | – | 377 831 | 269 467 | 88 000 | 2 000 | 1 044 697 |
| Vice-président principal, Stratégie, Développement des affaires et Transformation | 2017 | 276 198 | – | 96 451 | 133 201 | 94 000 | 33 656 | 633 505 |
| | 2016 ⁽⁵⁾ | 139 583 | – | 70 447 | 32 355 | 43 000 | 22 771 | 308 156 |

- (1) Options attribuées aux hauts dirigeants visés en vertu du régime d'options d'achat d'actions. Au cours de l'exercice 2018, MM. Boisjoli, Martel, Scullion, Lapointe et Donnez se sont fait attribuer respectivement 359 400, 41 700, 19 700, 19 000 et 32 600 options d'achat d'actions. Les valeurs indiquées dans le tableau représentent la juste valeur estimative des options à la date de leur attribution. Il ne s'agit pas d'une somme au comptant reçue par les titulaires d'options. La valeur réelle réalisée au moment de l'acquisition des droits sur ces options et de l'exercice de ces options pourrait être inférieure ou supérieure à la juste valeur indiquée dans le tableau ci-dessus, soit la juste valeur à la date à laquelle les options ont été consenties. Le modèle de Black-Scholes a été utilisé pour calculer la juste valeur des attributions fondées sur des options à la date à laquelle elles ont été consenties. Le modèle de Black-Scholes est utilisé pour l'estimation de la juste valeur des attributions fondées sur des options à la date à laquelle elles ont été consenties étant donné que c'est le modèle le plus couramment utilisé pour fixer le prix des attributions fondées sur des actions et qu'il est censé donner une estimation raisonnable de la juste valeur. La juste valeur de ces attributions à la date à laquelle elles ont été consenties était de 11,5899 \$ par option, identique à la juste valeur sur le plan comptable. Voir « Analyse de la rémunération des membres de la haute direction - Philosophie de rémunération et éléments constitutifs de la rémunération » et « Analyse de la rémunération des membres de la haute direction - Régime d'options d'achat d'actions ».
- (2) Sommes gagnées en vertu du RICT. Dans le présent tableau, les attributions sont réputées gagnées au cours de l'exercice pendant lequel les objectifs de rendement sont atteints, même si les versements ne sont pas effectués au cours de cet exercice. Voir « Analyse de la rémunération des membres de la haute direction – Philosophie de rémunération et éléments constitutifs de la rémunération - Régime incitatif à court terme pour l'exercice clos le 31 janvier 2019 ».
- (3) Les sommes indiquées dans cette colonne correspondent à celles de la colonne « Variation attribuable à des éléments rémunérateurs » du tableau du régime à prestations définies et à celles de la colonne « Montant rémunérateur » du tableau du régime à cotisations définies. Voir « Analyse de la rémunération des membres de la haute direction – Prestations de retraite ».
- (4) Sont exclus de la colonne « Autre rémunération » les avantages indirects et les autres avantages personnels qui, au total, ne dépassent pas 50 000 \$ ou 10 % du salaire total du haut dirigeant visé. Pour tous les hauts dirigeants visés, les sommes indiquées dans la colonne « Autre rémunération » comprennent les avantages postérieurs à l'emploi (assurance vie et médicale). Pour M. Scullion, les sommes indiquées pour les exercices 2017 et 2016 comprennent des versements qui lui ont été faits dans le cadre de son affectation à l'étranger, notamment une prime d'affectation à l'étranger et des indemnités de logement et de déplacement, un ajustement des coûts liés au départ de même qu'une majoration pour les impôts et taxes y afférents.
- (5) M. Donnez est entré au service de la Société le 1^{er} juillet 2015.



Attributions en vertu d'un régime incitatif

Tableau des attributions fondées sur des actions et des options en circulation

Le tableau ci-dessous présente le nombre d'options d'achat d'actions à droit de vote subalterne détenues par chaque haut dirigeant à la fin de l'exercice 2018, soit le 31 janvier 2018. À la même date, la Société n'avait aucune attribution fondée sur des actions en circulation.

| Nom et poste principal | Date d'attribution | Attributions fondées sur des options | | | Attributions fondées sur des actions | | | |
|--|--------------------|--|----------------------------------|-------------------------------|---|--|--|--|
| | | Titres sous-jacents aux options non exercées (n ^{bre}) | Prix d'exercice des options (\$) | Date d'expiration des options | Valeur des options dans le cours non exercées ⁽¹⁾ (\$) | Actions ou unités d'actions dont les droits n'ont pas été acquis (n ^{bre}) | Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des actions dont les droits n'ont pas été acquis (\$) | Valeur marchande ou de paiement des attributions fondées sur des actions dont les droits ont été acquis (non payées ou distribuées) (\$) |
| José Boisjoli Président et chef de la direction | 26 juin 2017 | 359 400 | 39,4493 | 26 juin 2027 | 4 101 006 | - | - | - |
| | 11 juillet 2016 | 210 100 | 20,3273 | 11 juillet 2026 | 6 414 920 | - | - | - |
| | 9 juin 2015 | 160 600 | 27,9623 | 9 juin 2025 | 3 677 371 | - | - | - |
| | 2 juillet 2014 | 229 600 | 26,3000 | 2 juillet 2024 | 5 638 976 | - | - | - |
| | 29 mai 2013 | 271 500 | 21,5000 | 29 mai 2023 | 7 971 240 | - | - | - |
| Sébastien Martel Chef de la direction financière | 26 juin 2017 | 41 700 | 39,4493 | 26 juin 2027 | 475 826 | - | - | - |
| | 11 juillet 2016 | 23 900 | 20,3273 | 11 juillet 2026 | 729 732 | - | - | - |
| | 9 juin 2015 | 49 900 | 27,9623 | 9 juin 2025 | 1 142 595 | - | - | - |
| | 2 juillet 2014 | 43 900 | 26,3000 | 2 juillet 2024 | 1 078 184 | - | - | - |
| | 29 mai 2013 | 18 000 | 21,5000 | 29 mai 2023 | 528 480 | - | - | - |
| Sandy Scullion Vice-président principal et directeur général, Commercialisation et services mondiaux | 26 juin 2017 | 19 700 | 39,4493 | 26 juin 2027 | 224 791 | - | - | - |
| | 7 sept. 2016 | 3 900 | 25,7919 | 7 sept. 2026 | 97 766 | - | - | - |
| | 11 juillet 2016 | 16 800 | 20,3273 | 11 juillet 2026 | 512 949 | - | - | - |
| | 9 juin 2015 | 7 600 | 27,9623 | 9 juin 2025 | 174 023 | - | - | - |
| | 2 juillet 2014 | 4 700 | 26,3000 | 2 juillet 2024 | 115 432 | - | - | - |
| 29 mai 2013 | 11 000 | 21,5000 | 29 mai 2023 | 322 960 | - | - | - | |
| Denys Lapointe Vice-président principal, Design, Innovation et Image de marque | 26 juin 2017 | 19 000 | 39,4493 | 26 juin 2027 | 216 803 | - | - | - |
| | 11 juillet 2016 | 13 900 | 20,3273 | 11 juillet 2026 | 424 405 | - | - | - |
| | 9 juin 2015 | 14 600 | 27,9623 | 9 juin 2025 | 334 306 | - | - | - |
| | 2 juillet 2014 | 16 100 | 26,3000 | 2 juillet 2024 | 395 416 | - | - | - |
| | 29 mai 2013 | 22 000 | 21,5000 | 29 mai 2023 | 645 920 | - | - | - |
| Karim Donnez Vice-président principal, Stratégie, Développement des affaires et Transformation | 26 juin 2017 | 32 600 | 39,4493 | 26 juin 2027 | 371 989 | - | - | - |
| | 11 juillet 2016 | 11 500 | 20,3273 | 11 juillet 2026 | 351 126 | - | - | - |
| | 9 sept. 2015 | 6 200 | 26,6756 | 9 sept. 2025 | 149 943 | - | - | - |

(1) Selon le cours de clôture des actions à droit de vote subalterne à la TSX (50,86 \$) le 31 janvier 2018, soit le dernier jour de bourse précédant la fin de l'exercice 2018.



Attributions en vertu d'un régime incitatif – valeur à l'acquisition des droits ou valeur gagnée au cours de l'exercice

Le tableau qui suit indique, pour chaque haut dirigeant visé, la valeur à l'acquisition des droits des attributions fondées sur des options et des attributions fondées sur des actions, ou la valeur de la rémunération gagnée en vertu d'un régime incitatif non fondé sur des capitaux propres au cours de l'exercice 2018.

| Nom | Attributions fondées sur des options – Valeur à l'acquisition des droits au cours de l'exercice ⁽¹⁾ (\$) | Attributions fondées sur des actions – Valeur à l'acquisition des droits au cours de l'exercice (\$) | Rémunération en vertu d'un régime incitatif non fondé sur des titres de capitaux propres – Valeur gagnée au cours de l'exercice ⁽²⁾ (\$) |
|---|--|---|--|
| José Boisjoli Président et chef de la direction | 2 802 762 | – | 1 888 403 |
| Sébastien Martel Chef de la direction financière | 424 530 | – | 517 531 |
| Sandy Scullion Vice-président principal et directeur général, Commercialisation et services mondiaux | 156 641 | – | 414 538 |
| Denys Lapointe Vice-président principal, Design, Innovation et Image de marque | 142 910 | – | 315 247 |
| Karim Donnez Vice-président principal, Stratégie, Développement des affaires et Transformation | 75 020 | – | 269 467 |

(1) Différence entre le cours des actions à droit de vote subalterne à la date où les droits sont acquis et le prix d'exercice des options dont les droits sont acquis.

(2) Les valeurs présentées sont égales aux montants figurant dans la colonne « Rémunération en vertu d'un régime incitatif non fondé sur des titres de capitaux propres – Régimes incitatifs annuels » du tableau sommaire de la rémunération.

Options d'achat d'actions exercées au cours de l'exercice 2018

Le tableau qui suit indique la valeur au comptant réalisée par les hauts dirigeants visés ayant exercé des options au cours de l'exercice 2018.

| Nom | Nombre d'actions acquises lors de l'exercice | Date d'octroi | Prix d'exercice | Date d'exercice | Cours des actions à la date d'exercice | Valeur réalisée lors de l'exercice ⁽¹⁾ |
|---|--|---------------------------|-----------------|-----------------|--|---|
| Sandy Scullion Vice-président principal et directeur général, Commercialisation et services mondiaux | 5 577 | 1 ^{er} fév. 2009 | 0,1500 \$ | 9 juin 2017 | 39,47 \$ | 219 288 |
| | 7 170 | 1 ^{er} nov. 2010 | 0,1500 \$ | 9 juin 2017 | 39,47 \$ | 281 924 |

(1) La valeur réalisée lors de l'exercice a été établie en multipliant le nombre d'options d'achat d'actions exercées par la différence entre le cours des actions à droit de vote subalterne à la TSX au moment de l'exercice et le prix d'exercice des options d'achat d'actions.

Titres autorisés aux fins d'émission aux termes des régimes de rémunération en actions

Le tableau qui suit présente, au 31 janvier 2018, les régimes de rémunération fondés sur des actions ou les ententes individuelles de rémunération en vertu desquels des titres de capitaux propres de la Société peuvent être émis.



| Catégorie de régime | Nombre de titres devant être émis lors de l'exercice des options en circulation | Prix d'exercice moyen pondéré des options en circulation | Nombre de titres restant à émettre en vertu de régimes de rémunération fondée sur des titres de capitaux propres (à l'exclusion des titres indiqués dans la première colonne) |
|--|---|--|---|
| Régimes de rémunération fondés sur des titres de capitaux propres approuvés par les porteurs de titres : | | | |
| Régime d'options d'achat d'actions... | 3 334 525 | 29,05 \$ | 2 002 053 |
| RILT antérieur | 65 209 | 1,43 \$ | - |
| Régimes de rémunération fondés sur des titres de capitaux propres non approuvés par les porteurs de titres . | - | - | - |
| Total | 3 399 734 | 28,52 \$ | 2 002 053 |

Voir « Analyse de la rémunération des membres de la haute direction – Philosophie et objectifs de la rémunération des hauts dirigeants – Régimes incitatifs à long terme », « Analyse de la rémunération des membres de la haute direction – Régime d'options d'achat d'actions » et « Analyse de la rémunération des membres de la haute direction – RILT antérieur » pour obtenir la description du régime d'options d'achat d'actions et du RILT antérieur. Voir « Rémunération des administrateurs » pour obtenir la description du régime d'UAD.

Le tableau qui suit présente le nombre d'options d'achat d'actions octroyées chaque année (les taux d'épuisement) aux termes du régime d'options d'achat d'actions pour l'exercice 2018, l'exercice 2017 et l'exercice 2016, exprimé en pourcentage du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour les exercices visés.

| Exercice | Nombre d'options d'achat d'actions octroyées | Nombre moyen pondéré d'actions | Taux d'épuisement des options d'achat d'actions ⁽¹⁾ |
|------------|--|--------------------------------|--|
| 2018 | 1 106 900 | 106 961 014 | 1,03 % |
| 2017 | 828 400 | 112 946 239 | 0,73 % |
| 2016 | 643 300 | 117 013 234 | 0,55 % |

(1) Le taux d'épuisement est calculé en divisant le nombre d'options d'achat d'actions octroyées au cours de l'exercice visé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour l'exercice visé. Comme le régime d'UAD établi à l'intention des administrateurs de la Société est non dilutif, le taux d'épuisement des UAD en circulation a été nul au cours des trois derniers exercices dont il est question dans le tableau ci-dessus.

Régime d'options d'achat d'actions

Aux termes du régime d'options d'achat d'actions de la Société, des options peuvent être attribuées aux dirigeants, aux employés et, dans certaines circonstances limitées, aux conseillers de la Société. Aux termes du régime d'options d'achat d'actions, les options d'achat d'actions sont généralement attribuées tous les ans conformément à la politique de rémunération de la Société et selon des cibles préétablies rajustées en fonction du rendement individuel. Les premières options ont été attribuées en vertu du nouveau régime le 29 mai 2013 au moment de la clôture du PAPE de la Société.

Un maximum de 5 814 828 actions à droit de vote subalterne peuvent être émises aux participants aux termes du régime d'options d'achat d'actions, soit environ 5 % des actions émises et en circulation de la Société après la clôture du PAPE de la Société qui a eu lieu le 29 mai 2013. Si la modification de la réserve du régime d'options est approuvée à l'assemblée, le nombre maximal d'actions



à droit de vote subalterne pouvant être émises aux termes du régime d'options d'achat d'actions sera augmenté de 5 000 000 d'actions à droit de vote subalterne, passant de 5 814 828 à 10 814 828 actions à droit de vote subalterne (ou 10,81 % du nombre total d'actions émises et en circulation au 20 avril 2018).

Au cours de l'exercice 2018, un total de 1 106 900 options d'achat d'actions ont été attribuées aux termes du régime d'options d'achat d'actions à 166 participants admissibles. En date du 31 janvier 2018, 3 334 525 options d'achat d'actions étaient émises et en circulation aux termes du régime d'options d'achat d'actions, soit 3,29 % des actions émises et en circulation. À la même date, 2 002 053 actions à droit de vote subalterne demeuraient disponibles pour émission future aux termes du régime d'options d'achat d'actions, soit 1,98 % des actions émises et en circulation.

Le 20 mars 2018, 50 000 autres options d'achat d'actions ont été attribuées aux termes du régime d'options d'achat d'actions à un participant admissible.

Le 20 avril 2018, 3 346 875 options d'achat d'actions étaient émises et en circulation aux termes du régime d'options d'achat d'actions, soit 3,35 % des actions émises et en circulation. À la même date, 1 900 625 options d'achat d'actions demeuraient disponibles pour émission future aux termes du régime d'options d'achat d'actions, soit 1,90 % des actions émises et en circulation.

Les options d'achat d'actions attribuées au cours de l'exercice 2018 en vertu du régime d'options d'achat d'actions comportent les caractéristiques suivantes : (i) le droit d'exercer les options s'acquiert progressivement, par tranches de 25 % aux premier, deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution; et (ii) les options ont une échéance de dix ans, après quoi elles expirent. En ce qui concerne la date d'expiration des options d'achat d'actions, le régime d'options d'achat d'actions prévoit que si la date d'expiration tombe une date à laquelle le participant se voit interdire d'exercer ses options d'achat d'actions en raison d'une période d'interdiction ou d'une autre restriction des opérations imposée par la Société ou pendant les neuf (9) jours ouvrables suivant cette date, la date d'expiration de ces options est automatiquement reportée au 10^e jour ouvrable suivant la date de levée de la période d'interdiction pertinente ou de l'autre restriction des opérations imposée par la Société.

Les options d'achat d'actions incitent à la recherche d'une plus-value des actions à droit de vote subalterne de la Société à l'avantage des dirigeants et des actionnaires, tandis que l'expiration des options à l'issue de dix ans et l'acquisition progressive du droit d'exercer les options sur quatre ans contribuent à fidéliser les hauts dirigeants.

Si des options attribuées en vertu du régime d'options d'achat d'actions deviennent caduques pour quelque raison que ce soit avant leur exercice intégral ou sont annulées, les actions à droit de vote subalterne visées par ces options seront réintégrées à la réserve du régime d'options et pourront de nouveau être attribuées en vertu du régime d'options d'achat d'actions, sans augmentation du nombre d'actions dans la réserve.

Aux termes du régime d'option d'achat d'actions actuellement en vigueur, les restrictions supplémentaires suivantes s'appliquent aux attributions faites en vertu du régime d'options d'achat d'actions : (i) le nombre maximal d'actions à droit de vote subalterne pouvant être émises aux initiés, aux personnes qui ont un lien avec eux ou aux membres de leurs groupes, en vertu du régime d'options d'achat d'actions, du RILT antérieur et de tout autre mécanisme de rémunération fondé sur des actions de la Société, ne peut dépasser 5 % des actions émises et en circulation; (ii) le nombre maximal d'actions à droit de vote subalterne émises aux initiés, aux personnes qui ont un lien avec eux ou aux membres de leurs groupes, au cours d'une période d'un an, en vertu du régime d'options d'achat d'actions, du RILT antérieur et de tout autre mécanisme de rémunération fondé sur des actions de la Société ne peut dépasser 5 % des actions émises et en circulation; (iii) le nombre total d'actions à droit de vote subalterne pouvant être émises à un même participant en vertu du régime d'options d'achat d'actions, du RILT antérieur et de tout autre mécanisme de rémunération fondé sur des actions de la Société ne peut dépasser 5 % des actions émises et en circulation. Si la modification du plafond de la participation des initiés est approuvée à l'assemblée, les restrictions énoncées aux sous-paragraphes (i) et (ii) ci-dessus



seront augmentées et portées à 10 % des actions émises et en circulation (voir « Questions soumises à l'assemblée – Élection des administrateurs »).

Le prix d'exercice des options attribuées aux termes du régime d'options d'achat d'actions est fixé et approuvé par le comité RHNG au moment de l'attribution; il ne peut pas être inférieur à la valeur marchande des actions à droit de vote subalterne au moment de l'attribution. Pour les besoins du régime d'options d'achat d'actions, la « valeur marchande » des actions à droit de vote subalterne correspond à ce qui suit : (i) le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions à droit de vote subalterne à la TSX pour les cinq (5) derniers jours au cours desquels les actions à droit de vote subalterne ont été négociées si le calcul a lieu en dehors d'une période d'interdiction (soit une période pendant laquelle la Société interdit à ses employés désignés d'effectuer des opérations sur ses titres), et (ii) si le calcul a lieu au cours d'une période d'interdiction, le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions à droit de vote subalterne à la TSX pour les cinq (5) jours de bourse suivant le dernier jour de la période d'interdiction au cours desquels les actions à droit de vote subalterne ont été négociées.

Le régime d'options d'achat d'actions prévoit également que le conseil d'administration fera les substitutions ou les rajustements qui s'imposent, au besoin, sous réserve des approbations nécessaires de la TSX, en cas de reclassement, restructuration ou autre modification des actions ou en cas de regroupement, distribution ou fusion, afin de préserver les droits économiques que les options confèrent à leurs titulaires. Le conseil pourra ainsi rajuster le prix d'exercice ou le nombre d'actions à droit de vote subalterne auxquelles le porteur a droit à l'exercice d'une option, permettre l'exercice anticipé des options en circulation qui ne sont pas encore susceptibles d'exercice ou rajuster le nombre ou la nature des actions réservées aux fins d'émission aux termes du régime d'options d'achat d'actions.

Le conseil d'administration peut abréger le délai d'attente avant lequel les options d'achat d'actions en circulation ne peuvent pas être exercées, malgré le calendrier déjà fixé et indépendamment des conséquences fiscales défavorables entraînées par l'abrégement, le cas échéant.

En cas de « changement de contrôle », le conseil d'administration peut adopter les dispositions qu'il considère appropriées dans les circonstances pour protéger les droits des participants, notamment modifier le calendrier d'acquisition des droits aux options d'achat d'actions ou la date d'expiration d'une option d'achat d'action ou encore prévoir des attributions de remplacement. En outre, s'il se produit un changement de contrôle, toutes les options d'achat d'actions alors en circulation dont les droits ne sont pas acquis pourront être remplacées par des options d'achat d'actions de l'entité issue du changement de contrôle qui seront assorties des mêmes conditions que les options d'achat d'actions initiales à moins que le conseil d'administration, à son gré, juge que le remplacement des options d'achat d'actions est impossible ou peu pratique, auquel cas l'acquisition des droits à ces options d'achat d'actions (et, le cas échéant, la période au cours de laquelle ces options peuvent être exercées) sera devancée, au gré du conseil d'administration, et les options d'achat d'actions seront annulées si elles ne sont pas exercées (le cas échéant) dans le délai imparti. Pour les besoins du régime d'options d'achat d'actions, un « changement de contrôle » désigne l'acquisition par une personne ou un groupe de personnes agissant conjointement ou de concert (sauf les porteurs d'actions à droit de vote multiple et les membres de leurs groupes) de titres de la Société qui leur confèrent le droit d'élire la majorité des administrateurs de la Société.

Le tableau qui suit décrit l'incidence de certains faits sur les droits des porteurs aux termes du régime d'options d'achat d'actions, y compris la démission, le congédiement pour un motif valable, le congédiement sans motif valable, le congédiement sans motif valable dans les 12 mois suivant un changement de contrôle, ou le départ à la retraite, le décès ou l'invalidité.



| Situation | Effet |
|---|---|
| Congédiement pour un motif valable ou démission.... | Caducité immédiate de toutes les options à la date du congédiement pour un motif valable ou de la démission, que le droit de les exercer soit acquis ou non |
| Congédiement sans motif valable | Délai de 60 jours suivant le congédiement pour exercer les options susceptibles d'exercice/Caducité immédiate de toutes les autres options à la date du congédiement |
| Congédiement sans motif valable dans l'année suivant un changement de contrôle ⁽¹⁾ | Acquisition immédiate du droit d'exercer toutes les options non encore susceptibles d'exercice/Délai de 180 jours après le congédiement pour exercer les options |
| Départ à la retraite..... | Caducité immédiate de toutes les options non susceptibles d'exercice à la date du départ à la retraite/Délai de 12 mois après le départ à la retraite pour exercer les options susceptibles d'exercice |
| Décès et invalidité | Caducité immédiate de toutes les options non susceptibles d'exercice à la date du décès ou de l'invalidité/Délai de 12 mois après le décès ou l'invalidité pour exercer les options susceptibles d'exercice |

(1) Pour les besoins du régime d'options d'achat d'actions, un « changement de contrôle » désigne l'acquisition par une personne ou un groupe de personnes agissant conjointement ou de concert (sauf les porteurs d'actions à droit de vote multiple et les membres de leurs groupes) de titres de la Société qui leur confèrent le droit d'élire la majorité des administrateurs de la Société.

Le conseil d'administration peut modifier le régime d'options d'achat d'actions ou une option d'achat d'actions sans le consentement des titulaires d'options si cette modification respecte les conditions suivantes : (i) elle ne réduit pas les droits conférés par les options déjà attribuées, sauf dans les limites permises par les conditions du régime d'options d'achat d'actions; (ii) elle est conforme aux lois applicables et assujettie à l'approbation des autorités de réglementation, notamment, au besoin, à l'approbation de la TSX; (iii) elle est assujettie à l'approbation des actionnaires, lorsque la loi, les règles de la TSX ou le régime d'options d'achat d'actions le requièrent, étant entendu que le conseil d'administration peut apporter les modifications suivantes, entre autres, sans l'approbation des actionnaires (en supposant que les modifications du régime d'options d'achat d'actions soient approuvées) :

- les modifications de nature administrative;
- un changement aux dispositions d'une option régissant le droit de l'exercer et l'incidence de la cessation d'emploi d'un participant;
- l'ajout ou la modification d'une modalité d'exercice sans décaissement donnant lieu à un paiement en argent ou en titres, que la modification prévoie ou non la déduction de tous les titres sous-jacents de la réserve du régime d'options;
- l'ajout d'une forme d'aide financière et la modification d'une disposition d'aide financière déjà adoptée;
- un changement visant à devancer la date à laquelle les options d'achat d'actions peuvent être exercées aux termes du régime d'options d'achat d'actions;
- un changement quant à l'admissibilité des participants au régime d'options d'achat d'actions, sauf un changement qui rendrait admissibles au régime les membres du conseil d'administration qui ne sont pas des employés de la Société.



Il demeure entendu que le conseil d'administration doit obtenir l'approbation des actionnaires pour apporter les modifications suivantes (en supposant que les modifications du régime d'options d'achat d'actions soient approuvées) :

- l'augmentation du nombre maximal d'actions à droit de vote subalterne pouvant être nouvellement émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions, sauf si le rajustement est lié à un dividende en actions, un fractionnement, un reclassement, une réorganisation, un regroupement, une distribution (sauf un dividende dans le cours normal) ou une fusion;
- la diminution du prix d'exercice d'une option d'achat d'actions après son attribution ou l'annulation d'une option et son remplacement par une nouvelle option d'achat d'actions ayant un prix d'exercice inférieur, sauf si le rajustement est lié à un dividende en actions, un fractionnement, un reclassement, une réorganisation, un regroupement, une distribution (sauf un dividende dans le cours normal) ou une fusion;
- le report de la date d'expiration d'une option d'achat d'actions, sauf s'il est dû à une période d'interdiction;
- la modification des dispositions du régime d'options d'achat d'actions régissant la cession ou le transfert d'options d'achat d'actions;
- une modification visant la suppression ou l'augmentation des pourcentages limites concernant : (i) le nombre maximal d'actions à droit de vote subalterne pouvant être émises aux initiés, aux personnes qui ont un lien avec eux ou aux membres de leurs groupes; (ii) le nombre maximal d'actions à droit de vote subalterne émises aux initiés, aux personnes qui ont un lien avec eux ou aux membres de leurs groupes au cours d'une période d'un an; ou (iii) le nombre total d'actions à droit de vote subalterne pouvant être émises à un même participant, sauf si le rajustement est lié à un dividende en actions, un fractionnement, un reclassement, une réorganisation, un regroupement, une distribution (sauf un dividende dans le cours normal) ou une fusion;
- une modification des dispositions modificatrices du régime d'options d'achat d'actions.

Le titulaire d'options d'achat d'actions attribuées en vertu du régime d'options d'achat d'actions ne peut pas céder ses options, sauf, avec l'accord préalable de la Société : (i) aux membres de sa famille ou à une fiducie d'épargne-retraite dans le cadre d'une planification fiscale faite de bonne foi; (ii) à un régime enregistré d'épargne-retraite ou à un fonds enregistré de revenu de retraite dont il est le rentier.

Actuellement, la Société ne fournit aucune aide financière aux participants au régime d'options d'achat d'actions.

RILT antérieur

Le RILT antérieur a été établi en 2003 au moment de l'acquisition par la Société de la division des produits récréatifs de Bombardier Inc. En vertu du RILT antérieur, des options d'achat d'actions de la Société ont été attribuées à certains employés et dirigeants de la Société.

Les options d'achat d'actions attribuées en vertu du RILT antérieur ont un prix d'exercice correspondant à la juste valeur marchande des actions sous-jacentes au moment de l'attribution. Le prix d'exercice a été ultérieurement rajusté conformément aux conditions du RILT antérieur afin de tenir compte des versements de dividendes ou distributions de capital réalisés par la Société avant son PAPE. Le prix d'exercice des actions ainsi que la catégorie et le nombre d'actions sous-jacentes à chaque option ont également été rajustés au moment du PAPE de la Société afin de tenir compte de l'échange et du regroupement d'actions mis en œuvre immédiatement avant la clôture du PAPE pour créer une catégorie d'actions à droit de vote multiple et une catégorie d'actions à droit de vote subalterne.

Depuis le PAPE de la Société, aucune option d'achat d'actions n'a été attribuée en vertu du RILT antérieur et il n'y en aura pas à l'avenir. Un total de 65 209 options d'achat d'actions étaient en circulation aux termes du RILT antérieur au 31 janvier 2018, tandis que les actions à droit de vote subalterne



pouvant être émises à l'exercice des options d'achat d'actions représentaient au total à cette date 0,06 % des actions émises et en circulation. En date du 31 janvier 2018, un total de 3 399 734 options d'achat d'actions étaient en circulation aux termes du régime d'options d'achat d'actions et du RILT antérieur et les actions à droit de vote subalterne pouvant être émises à l'exercice de ces options représentaient au total à cette date 3,35 % des actions émises et en circulation.

Le RILT antérieur prévoit que le conseil d'administration peut apporter les rajustements qui s'imposent, au besoin, en cas de reclassement, restructuration ou autre modification des actions ou en cas de regroupement, distribution ou fusion, afin de préserver les droits économiques que les options confèrent à leurs titulaires. Le conseil peut ainsi rajuster le prix d'exercice ou le nombre d'actions à droit de vote subalterne auxquelles le titulaire a droit à l'exercice d'une option, ou permettre l'exercice anticipé des options en circulation qui ne sont pas encore susceptibles d'exercice.

Le RILT antérieur comprend les conditions que la TSX exige d'un régime d'options d'achat d'actions, entre autres les stipulations et restrictions applicables à la modification du régime et aux options ainsi que les restrictions relatives à la participation des initiés ou à la participation individuelle résumées précédemment à la rubrique « Régime d'options d'achat d'actions ».

Prestations en vertu d'un régime de retraite

Régimes à prestations définies

Les hauts dirigeants canadiens de la Société, y compris les hauts dirigeants visés, participent à deux régimes de retraite à prestations définies, soit un régime de base et un régime complémentaire. Les hauts dirigeants ne sont pas tenus de verser des cotisations aux régimes de retraite à prestations définies. Toutefois, ces hauts dirigeants visés peuvent verser des cotisations facultatives qui leur permettront de bénéficier de prestations supplémentaires à leur retraite ou à leur cessation d'emploi, sous réserve de la législation applicable.

Les prestations payables en vertu du régime de base correspondent à 2 % du salaire de base moyen des trois années de service continu pendant lesquelles le salaire du haut dirigeant est le plus élevé (à concurrence du revenu maximum, soit 145 722 \$ pour 2017), multiplié par le nombre d'années de service décomptées.

Le régime complémentaire prévoit, selon le niveau hiérarchique du dirigeant, des prestations supplémentaires égales, selon le cas :

- à 2 % du salaire de base moyen, à concurrence de 145 722 \$, plus 1,75 % de l'excédent du salaire de base moyen sur ce montant;
- à 2,25 % du salaire de base moyen;
- à 2,50 % du salaire de base moyen;

multiplié par le nombre d'années de service décomptées (à concurrence de 40), déduction faite de la rente payable en vertu du régime de base.

Les primes et les autres formes de rémunération ne sont pas prises en considération dans le calcul des prestations de retraite. Les prestations sont réduites de 0,33 % pour chaque mois compris entre la date de retraite anticipée et, selon la première éventualité, le 60^e anniversaire de naissance du participant ou la date à laquelle la somme de son âge et de ses années de service est égale à 85. Aucune prestation n'est payable en vertu du régime complémentaire si le participant ne compte pas cinq années de service révolues. Au décès du participant, le conjoint a droit à une prestation égale à 60 % de la prestation à laquelle le participant avait droit. Si le participant n'a pas de conjoint au moment de sa retraite, les prestations seront versées, après son décès, au bénéficiaire qu'il aura désigné, jusqu'au paiement total de 120 versements mensuels au participant et/ou au bénéficiaire désigné.



Toutes les prestations de retraite payables en vertu de ces régimes s'ajoutent aux prestations des régimes d'État.

Aux termes du régime complémentaire, MM. Martel, Scullion, Donnez et Lapointe ont eu droit, pour l'exercice 2018, à un taux d'accumulation des prestations de retraite de 2,25 % et M. José Boisjoli, à un taux de 2,50 %.

| Nom | Années décomptées ⁽¹⁾ (n ^{bre}) | Prestations annuelles payables | | Valeur actuelle d'ouverture de l'obligation au titre des prestations définies ⁽²⁾ (\$) | Variation de l'obligation au titre des prestations pendant l'exercice | | Valeur actuelle de clôture de l'obligation au titre des prestations définies ⁽⁵⁾ (\$) |
|--|---|--------------------------------|------------------|--|---|---|---|
| | | À la fin de l'exercice (\$) | À 65 ans (\$) | | Variation attribuable à des éléments rémunérateurs ⁽³⁾ (\$) | Variation attribuable à des éléments non rémunérateurs ⁽⁴⁾ (\$) | |
| José Boisjoli Président et chef de la direction | 28,92 | 728 000 | 857 100 | 12 124 000 | 743 000 | 396 000 | 13 263 000 |
| Sébastien Martel Chef de la direction financière | 13,83 | 129 400 | 340 900 | 1 852 000 | 175 000 | 295 000 | 2 322 000 |
| Sandy Scullion Vice-président principal et directeur général, Commercialisation et services mondiaux | 23,58 | 141 100 | 299 700 | 2 574 000 | 383 000 | 344 000 | 3 301 000 |
| Denys Lapointe Vice-président principal, Design, Innovation et Image de marque | 32,67 | 249 900 | 322 900 | 4 278 000 | 395 000 | 174 000 | 4 847 000 |
| Karim Donnez⁽⁶⁾ Vice-président principal, Stratégie, Développement des affaires et Transformation | 2,58 | 16 300 | 183 400 | 139 000 | 88 000 | 44 000 | 271 000 |

(1) Au 31 janvier 2018.

(2) Aux fins du calcul, les hypothèses utilisées sont les mêmes que celles utilisées pour la préparation des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice 2017.

(3) La variation attribuable à des éléments rémunérateurs comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice ainsi que la variation de l'obligation au titre des prestations accumulées attribuable à l'effet des différences entre les gains réels de l'exercice et ceux estimés dans les calculs de l'exercice précédent.

(4) La variation attribuable à des éléments non rémunérateurs représente la variation de l'obligation au titre des prestations accumulées pendant l'exercice attribuable à des éléments qui ne sont pas liés au revenu, comme les variations dans les hypothèses et les intérêts sur l'obligation accumulée. Les hypothèses clés incluent un taux d'actualisation de 4,05 % par an pour calculer l'obligation au titre des prestations accumulées au début de l'exercice et de 4,30 % par an pour calculer le coût des services rendus pendant l'exercice, et un taux d'actualisation de 3,70 % pour calculer l'obligation au titre des prestations accumulées à la fin de l'exercice. Les tables de mortalité CPM 2014 du secteur privé (échelle B) sont utilisées pour calculer l'obligation au titre des prestations accumulées au début de l'exercice, le coût des services rendus pendant l'exercice et l'obligation au titre des prestations à la fin de l'exercice.

(5) Aux fins du calcul, les hypothèses utilisées sont les mêmes que celles utilisées pour la préparation des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice 2018.

(6) Bien que M. Donnez ne compte pas cinq années de service révolues et ne puisse donc pas actuellement recevoir de paiements aux termes du régime complémentaire, les montants indiqués dans le tableau ci-dessus supposent que des prestations sont payables aux termes du régime complémentaire.



Régimes à cotisations définies

| Nom | Valeur accumulée au début de l'exercice (\$) | Montant rémunérateur (\$) | Valeur accumulée à la fin de l'exercice⁽¹⁾ (\$) |
|--|---|----------------------------------|---|
| Sébastien Martel ⁽²⁾ Chef de la direction financière | 62 000 | 0 | 67 100 |
| Sandy Scullion ⁽³⁾ Vice-président principal et directeur général, Commercialisation et services mondiaux | 173 000 | 0 | 182 500 |
| Denys Lapointe ⁽⁴⁾ Vice-président principal, Design, Innovation et Image de marque | 8 900 | 0 | 9 500 |

(1) Au 31 janvier 2018.

(2) Valeur accumulée pendant la participation de M. Martel au régime de retraite des employés, du 1^{er} janvier 2005 au 1^{er} juin 2007.

(3) Valeur accumulée pendant la participation de M. Scullion au régime de retraite des employés, du 1^{er} janvier 1995 au 1^{er} juin 2005.

(4) Valeur accumulée pendant la participation de M. Lapointe au régime de retraite des employés, du 1^{er} juin 1986 au 1^{er} février 1995.

Prestations en cas de congédiement et de changement de contrôle

La Société a conclu des contrats de travail avec chacun des hauts dirigeants visés. Ces contrats prévoient notamment le maintien en poste des hauts dirigeants concernés pour une durée indéterminée conformément aux lois applicables, ainsi que leur salaire de base, leur droit à une prime, leurs vacances, leur couverture d'assurance, leurs prestations de retraite, leurs avantages indirects et leurs autres conditions de travail.



Le tableau suivant indique les prestations auxquelles les hauts dirigeants visés ont droit en cas de congédiement sans motif valable dans les 12 mois suivant un changement de contrôle (défini dans la première note figurant sous le tableau).

| | Chef de la direction | Chef de la direction financière, vice-présidents et directeurs généraux et vice-présidents principaux |
|--|---|---|
| Déclencheurs (double déclencheur). | Congédiement sans motif valable dans les 12 mois suivant un changement de contrôle ⁽¹⁾ | Congédiement sans motif valable dans les 12 mois suivant un changement de contrôle ⁽¹⁾ |
| Calcul de l'indemnité | 24 mois de salaire de base + prime cible | 18 mois de salaire de base + prime cible |
| Mode de paiement de l'indemnité | Somme forfaitaire | Somme forfaitaire |
| Maintien des avantages sociaux (soins de santé, à l'exclusion de l'invalidité)⁽²⁾⁽³⁾ | 24 mois | 18 mois |
| Acquisition des droits aux options d'achat d'actions | Acquisition immédiate du droit d'exercer toutes les options d'achat d'actions non encore susceptibles d'exercice Délai de 180 jours suivant le congédiement pour exercer les options d'achat d'actions | Acquisition immédiate du droit d'exercer toutes les options d'achat d'actions non encore susceptibles d'exercice Délai de 180 jours suivant le congédiement pour exercer les options d'achat d'actions |

(1) Pour l'application des contrats de travail, le terme « changement de contrôle » a le sens qui lui est attribué dans le régime d'options d'achat d'actions, soit l'acquisition par une personne ou un groupe de personnes agissant conjointement ou de concert (sauf les porteurs d'actions à droit de vote multiple et les membres de leurs groupes) de titres de la Société qui leur confèrent le droit d'élire la majorité de ses administrateurs.

(2) Le remboursement des frais automobile, l'allocation pour les produits de la Société, les services financiers et les services médicaux annuels cessent 12 mois après le congédiement.

(3) L'assurance des soins de santé cesse plus tôt si un nouvel emploi est trouvé avant la fin de la période d'indemnité.

Le tableau suivant indique les indemnités auxquelles les hauts dirigeants visés ont droit en cas de congédiement sans motif valable :

| | Chef de la direction | Chef de la direction financière, vice-présidents et directeurs généraux et vice-présidents principaux |
|---|---|---|
| Événement déclencheur | Congédiement sans motif valable | Congédiement sans motif valable |
| Calcul de l'indemnité | 24 mois de salaire de base + prime cible | 12 mois de salaire de base + prime cible |
| Mode de paiement de l'indemnité | Mensualités | Mensualités |
| Maintien des avantages sociaux (soins de santé et prestations de retraite, à l'exclusion de l'invalidité)⁽¹⁾⁽²⁾ | 24 mois | 12 mois |
| Régime de retraite – Nombre d'années de service décomptées | 24 mois | 12 mois |
| Droit d'exercer les options d'achat d'actions | Caducité de toutes les options d'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis Délai de 60 jours suivant le congédiement pour exercer les options d'achat d'actions dont les droits sont acquis | Caducité de toutes les options d'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis Délai de 60 jours suivant le congédiement pour exercer les options d'achat d'actions dont les droits sont acquis |

(1) Le remboursement des frais automobile, l'allocation pour les produits de la Société, les services financiers et les services médicaux annuels cessent 12 mois après le congédiement.

(2) L'assurance des soins de santé cesse plus tôt si un nouvel emploi est trouvé avant la fin de la période d'indemnité.



Le tableau suivant présente les estimations des sommes payables à chacun des hauts dirigeants visés qui étaient au service de la Société à la fin de l'exercice 2018 en cas de congédiement sans motif valable ou de congédiement sans motif valable dans les 12 mois suivant un changement de contrôle :

| Nom du haut dirigeant visé | Congédiement sans motif valable (\$) | Congédiement sans motif valable dans les 12 mois suivant un changement de contrôle (\$) |
|--|--|---|
| José Boisjoli Président et chef de la direction | 21 259 062 | 32 508 087 |
| Sébastien Martel Chef de la direction financière | 3 121 609 | 5 239 358 |
| Sandy Scullion Vice-président principal et directeur général, Commercialisation et services mondiaux | 1 410 850 | 2 373 920 |
| Denys Lapointe Vice-président principal, Design, Innovation et Image de marque | 1 978 855 | 2 926 215 |
| Karim Donnez Vice-président principal, Stratégie, Développement des affaires et Transformation | 779 527 | 1 638 244 |

Le haut dirigeant visé n'a droit à aucun paiement aux termes du RICT si la date d'effet de son congédiement pour un motif valable ou de sa démission tombe avant la fin de l'exercice auquel se rapporte le calcul du paiement aux termes du RICT. En outre, à la date d'effet du congédiement pour un motif valable ou de la démission du haut dirigeant visé, la totalité de ces options du haut dirigeant visé dont les droits sont acquis ou non acquis sont annulées et tous ses autres avantages prennent fin.

La Société a également conclu des ententes de non-concurrence, de non-sollicitation et de non-divulgaration avec chacun des hauts dirigeants visés. Ces ententes prévoient des engagements en faveur de la Société, notamment un engagement de confidentialité perpétuel et un engagement de non-concurrence d'une durée de deux ans suivant la fin de l'emploi du haut dirigeant visé. Les hauts dirigeants visés sont aussi assujettis à des engagements de non-sollicitation visant les employés et les clients au cours des deux années suivant la fin de leur emploi.



Conseil d'administration

Indépendance et mandat

Le conseil d'administration se compose de 13 administrateurs, dont six sont indépendants. Selon le Règlement 52-110, l'administrateur indépendant est celui qui n'a pas de relation directe ou indirecte dont le conseil d'administration pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'elle nuise à l'indépendance du jugement de l'administrateur. MM. Cary, Hanley, O'Neill et Philip ainsi que M^{mes} Métayer et Samardzich sont indépendants suivant ces critères. M. Boisjoli n'est pas considéré comme indépendant aux termes de ce règlement puisqu'il est président et chef de la direction de la Société. MM. Bekenstein et Robbins ne sont pas considérés comme indépendants en raison de leur relation avec BCI. M. Nomicos n'est pas considéré comme indépendant puisqu'il a reçu des honoraires de consultation de plus de 75 000 \$ au cours de la période de 12 mois précédant la date de la présente circulaire et en raison de sa relation antérieure avec BCI. Voir « Rémunération des administrateurs ». MM. Beaudoin et Laporte ne sont pas considérés comme indépendants puisqu'ils font partie de la direction de Beaudier et M. Bombardier n'est pas considéré comme indépendant puisqu'il fait partie de la direction de 4338618. Voir « Renseignements généraux – Actions à droit de vote en circulation et actionnaires principaux ». Bien que, de l'avis du conseil d'administration, ces administrateurs ne soient pas indépendants au sens du Règlement 52-110, 12 des 13 administrateurs ne sont pas membres de la direction de la Société.

La Société a pris des mesures pour veiller à ce que des structures et des procédures adéquates soient en place, qui permettent au conseil d'administration de fonctionner indépendamment de la direction de la Société. Par exemple, une rencontre à huis clos a lieu à toutes les réunions périodiques du conseil d'administration en l'absence des membres de la direction, y compris le président et chef de la direction. En outre, il est prévu que les administrateurs indépendants peuvent en tout temps convoquer ou demander une séance à huis clos en l'absence de la direction et des administrateurs non indépendants, s'ils le jugent nécessaire afin de favoriser la libre discussion entre les administrateurs indépendants. Aucune séance à huis clos n'a été tenue au cours de l'exercice 2018.

Le comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance est chargé, suivant ses règles, de choisir les candidats à élire comme administrateurs indépendants, y compris les candidats devant remplacer les représentants de la CDPQ, du groupe Beaudier et/ou de Bain, selon le cas, s'ils perdent le droit de désigner un membre du conseil aux termes de la convention de droits de nomination. Voir « Pratiques en matière de gouvernance – Comités du conseil d'administration – Comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance » et « Questions soumises à l'assemblée – Élection des administrateurs ».

Le conseil d'administration n'a pas adopté de limite de mandat, de politique de retraite pour ses administrateurs ni d'autre mécanisme de renouvellement du conseil. Le comité RHNG évalue plutôt chaque année le conseil d'administration et les comités du conseil d'administration pour repérer les secteurs à améliorer et mettre en œuvre des changements visant à améliorer constamment le rendement du conseil d'administration et de ses comités.

Postes d'administrateurs d'autres émetteurs assujettis

Certains membres du conseil d'administration de la Société sont également administrateurs d'autres sociétés ouvertes. Voir « Questions soumises à l'assemblée – Élection des administrateurs – Information sur les candidats à un poste d'administrateur ». Le conseil d'administration n'a pas adopté de politique sur les liens entre les administrateurs mais se tient au courant des postes occupés par ses membres au sein de conseils d'administration d'autres sociétés ouvertes. En date du 20 avril 2018, les administrateurs de la Société qui siégeaient avec un autre administrateur de la Société au conseil



d'administration d'une autre société étaient MM. Beaudoin et Bombardier qui sont tous deux membres du conseil d'administration de Bombardier Inc., et MM. Bekenstein et Nomicos qui sont tous deux membres du conseil d'administration de Dollarama inc.

Mandat du conseil d'administration

Il incombe au conseil d'administration de surveiller la gestion des activités commerciales et des affaires internes de la Société. Ses responsabilités clés sont de guider la direction dans la recherche de l'intérêt de la Société, généralement par l'intermédiaire du chef de la direction, et comprennent ce qui suit : l'adoption d'un processus de planification stratégique, la surveillance des technologies, des dépenses en immobilisations et des projets, la définition des risques et la mise en place des mécanismes nécessaires à leur gestion, l'examen des contrôles internes et de la communication de l'information, l'examen et l'approbation des budgets et des plans d'exploitation annuels, la supervision des questions de responsabilité sociale et d'éthique, l'évaluation de l'intégrité du chef de la direction et des autres hauts dirigeants et la mise en place par eux d'une culture d'intégrité, la planification de la relève, notamment la nomination, la formation et la surveillance de la direction, la surveillance du développement du leadership et de la rémunération de la haute direction, la surveillance du processus de nomination des nouveaux administrateurs (sous réserve des règles du comité RHNG et de la convention de droits de nomination), la surveillance des politiques et pratiques de gouvernance, l'examen et l'attribution des délégations de pouvoirs et des limites d'autorisation accordées à la direction, la surveillance de la communication de l'information financière, la surveillance des systèmes de gestion de l'information et de contrôle interne, la mise en place par la Société d'une politique de communication de l'information conformément à l'*Instruction générale 51-201 Lignes directrices en matière de communication de l'information*, la mise en place de mécanismes permettant de recevoir des commentaires des parties intéressées et l'adoption de politiques d'entreprise clés qui visent à faire en sorte que la Société et ses administrateurs, dirigeants et employés se conforment à l'ensemble des lois, règles et règlements applicables et exercent leurs activités avec honnêteté et intégrité et conformément à l'éthique, compte tenu de la responsabilité sociale de la Société.

Le mandat du conseil d'administration l'autorise, notamment, à déléguer à ses comités l'étude de certaines questions dont il est responsable et à prendre des conseillers externes aux frais de la Société, lorsqu'il estime que des expertises ou des avis supplémentaires sont nécessaires. Le mandat du conseil est joint à la présente circulaire en annexe A.

Description des postes

Président du conseil d'administration et présidents des comités

M. Laurent Beaudoin est le président du conseil d'administration. Le conseil d'administration a adopté une description écrite du poste de président du conseil d'administration qui indique ses principales responsabilités, à savoir l'établissement de l'ordre du jour des réunions, la présidence des réunions et des assemblées des actionnaires, la formation des administrateurs, l'évaluation du conseil d'administration, des comités et des administrateurs, la direction du conseil d'administration, qu'il doit amener à travailler en équipe, la surveillance du travail des comités pour s'assurer que les projets et responsabilités délégués sont menés à terme et qu'il en est fait rapport au conseil d'administration, et la communication avec les actionnaires et les autorités de réglementation.

Le conseil d'administration a adopté aussi une description écrite du poste de président de chacun des comités, qui indique ses responsabilités clés, à savoir l'établissement de l'ordre du jour des réunions des comités, la présidence de ces réunions, la collaboration avec la direction et le comité pour voir, dans toute la mesure du possible, à son fonctionnement efficace et la présentation de rapports au conseil d'administration.



Chef de la direction

Les fonctions essentielles du chef de la direction consistent à gérer les activités commerciales et les affaires internes quotidiennes de la Société et à diriger la mise en œuvre des résolutions et des politiques du conseil d'administration.

Le conseil d'administration a établi la description de poste écrite et le mandat du chef de la direction, qui indiquent ses responsabilités clés, soit diriger la gestion de la Société, porter à l'attention du conseil d'administration, en temps opportun, les questions sur lesquelles il doit se pencher, instaurer dans l'entreprise une culture qui favorise les pratiques éthiques, l'intégrité individuelle et qui engendre un climat de travail positif de nature à attirer, fidéliser et motiver des employés de premier plan, aider la direction à exprimer la volonté de la Société d'assumer sa responsabilité sociale, veiller à la mise en œuvre des plans stratégique et d'exploitation approuvés par le conseil d'administration et établir un budget et un plan d'affaires annuels au soutien du plan stratégique, définir et gérer les risques liés aux activités de la Société, veiller à l'exactitude, à l'exhaustivité et à l'intégrité de l'information publiée par la Société, créer et mettre en application une politique de communication efficace, jouer le rôle de porte-parole de la Société et assurer une bonne communication entre la direction et le conseil d'administration de la Société.

Comités du conseil d'administration

Le conseil d'administration veille à ce que la composition de ses comités respecte les exigences d'indépendance prévues par la loi ainsi que toute autre exigence légale et réglementaire applicable.

Comité d'audit

Le comité d'audit doit être composé d'un minimum de trois administrateurs qui sont tous indépendants et qui respectent les critères de compétences financières établis par les lois applicables, en particulier le Règlement 52-110. Le comité d'audit se compose de MM. Cary, Hanley et O'Neill et de M^{me} Métayer, qui sont tous indépendants et respectent les critères de compétence financière établis par les lois applicables, en particulier le Règlement 52-110. M. Hanley est le président du comité d'audit.

Le conseil a adopté des règles écrites décrivant le mandat du comité d'audit. Ces règles énoncent les objectifs du comité d'audit, soit aider le conseil d'administration à remplir ses obligations de surveillance en ce qui concerne la mise en place des procédures nécessaires à l'examen des documents d'information publique de la Société contenant de l'information financière, voir à la mise en œuvre de mécanismes d'audit interne efficaces, voir à la mise en place d'un cadre de gestion des risques et de contrôles financiers efficaces validés par la direction de la Société, améliorer la communication entre les administrateurs, la direction et les auditeurs internes et externes, superviser le travail et vérifier l'indépendance de l'auditeur externe et faire rapport au conseil sur toute question non réglée.

La rubrique « Renseignements sur le comité d'audit » de la notice annuelle de la Société, affichée sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, donne de plus amples renseignements sur le comité d'audit.

Comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance

Le comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance doit être composé de cinq administrateurs, qui sont en majorité indépendants. Il est actuellement formé de MM. Bekenstein, Hanley, Laporte, O'Neill et Philip. Tous les membres du comité RHNG ont une connaissance pratique des questions de gouvernance, de ressources humaines et de rémunération. M. Bekenstein préside le comité.



Le conseil d'administration a adopté des règles écrites qui énoncent le mandat du comité RHNG. Les règles présentent les objectifs du comité, soit aider le conseil d'administration à remplir ses obligations de surveillance en ce qui concerne l'établissement de politiques clés en matière de ressources humaines et de rémunération (y compris tous les régimes de rémunération incitative et les régimes de rémunération fondés sur des titres de capitaux propres), l'évaluation du rendement du chef de la direction et du chef de la direction financière, l'établissement de la rémunération du chef de la direction, du chef de la direction financière et des autres hauts dirigeants de la Société, la planification de la relève (notamment la nomination, la formation et l'évaluation de la haute direction), la rémunération des administrateurs, la recherche de personnes aptes à devenir membres du conseil d'administration (sous réserve des conditions de la convention de droits de nomination), l'établissement de lignes directrices et de principes en matière de gouvernance pour la Société, l'évaluation de la structure, de la composition, du rendement et de l'efficacité des comités du conseil d'administration, l'évaluation du rendement et de l'efficacité du conseil d'administration et la présentation de rapports au conseil d'administration concernant toute question non réglée.

Afin de favoriser un processus objectif d'établissement de la rémunération, le comité RHNG retient au besoin les services d'un cabinet de services professionnels de calibre mondial et procède à des analyses comparatives approfondies. Voir « Analyse de la rémunération des membres de la haute direction - Services de conseil en rémunération ». En outre, le comité RHNG a l'intention d'évaluer chaque année le rendement et l'efficacité du conseil d'administration et des comités du conseil d'administration afin de mesurer leur contribution.

Les règles du comité RHNG prévoient également que le comité est chargé de choisir des candidats aux postes d'administrateurs, y compris des candidats susceptibles de remplacer les représentants de la CDPQ, du groupe Beaudier et/ou de Bain, selon le cas, s'ils perdent leur droit de désigner des administrateurs aux termes de la convention de droits de nomination. Dans sa recherche de nouveaux candidats au conseil d'administration de la Société, le comité détermine les compétences et habiletés que les membres du conseil d'administration doivent posséder dans l'ensemble, évalue les compétences et habiletés de chaque administrateur en poste et du conseil d'administration dans son ensemble, compte tenu de l'apport individuel de chacun, et tient compte de la personnalité et des autres qualités de chaque administrateur ainsi que de la diversité globale de la composition du conseil d'administration, puisque ce sont des facteurs qui interviennent dans la dynamique du conseil. Les candidats choisis devront faire preuve d'une grande intégrité personnelle et professionnelle, auront démontré leur capacité de jugement et leurs aptitudes exceptionnelles et seront, de l'avis du comité, les mieux en mesure, conjointement avec les autres administrateurs, de servir efficacement les intérêts à long terme des actionnaires.



La grille qui suit présente un sommaire des compétences, des habiletés, de l'expérience et de l'expertise que chaque administrateur possède ainsi que d'autres renseignements susceptibles d'être pertinents pour trouver de nouveaux administrateurs.

| Candidats | Conseil et comités ⁽¹⁾ | | | | Connaissance de certains secteurs | | | | | | Autre | | | | | | | |
|-------------------------|-----------------------------------|----------------|--|---|-----------------------------------|----------|--------------|-----------|-----------|---------------------|----------------------------|---|---|--|--------------|------------|-----|-------------|
| | Conseil | Comité d'audit | Comité d'investissement et des risques | Comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance | Gestion des risques | Finances | Comptabilité | Stratégie | Marketing | Ressources humaines | Chaîne d'approvisionnement | Biens de consommation et biens durables | Matériel et équipement automobile et industriel | Services financiers / Banques / Marchés financiers | Indépendance | Géographie | Âge | Genre (H/F) |
| Laurent Beaudoin | P | | | | | X | X | X | | X | | | X | X | NI | Canada | 79 | H |
| Joshua Bekenstein | X | | | P | | X | X | | X | | | | X | NI | É.-U. | 59 | H | |
| José Boisjoli | X | | X | | X | X | X | X | X | X | X | X | X | NI | Canada | 60 | H | |
| J.R. André Bombardier | X | | | | | X | X | | | | | X | | NI | Canada | 75 | H | |
| William H. Cary | X | X | | | X | X | X | | | | | | X | I | É.-U. | 59 | H | |
| Michael Hanley | X | P | | X | X | X | X | X | X | X | | | X | I | Canada | 52 | H | |
| Louis Laporte | X | | P | X | X | X | X | X | X | | | X | X | NI | Canada | 57 | H | |
| Estelle Métayer | X | X | | | X | X | X | X | | | X | | | I | Canada | 48 | F | |
| Nicholas (Laki) Nomicos | X | | X | | | X | X | | X | X | | X | | NI | É.-U. | 55 | H | |
| Daniel J. O'Neill | X | X | | X | | X | X | X | X | X | X | | | I | Canada | 66 | H | |
| Edward Philip | X | | X | X | | X | X | X | X | | X | | X | I | É.-U. | 53 | H | |
| Joseph Robbins | X | | | | | X | X | | | | | X | X | NI | É.-U. | 38 | H | |
| Barbara Samardzich | X | | X | | X | X | X | X | | X | X | X | | I | É.-U. | 59 | F | |

(1) « P » désigne les présidents.

Dans l'exécution de ses obligations relativement à la sélection de nouveaux candidats au conseil d'administration, le comité RHNG retient à l'occasion les services d'un cabinet de services-conseils externe pour obtenir une expertise supplémentaire et encourager un processus de sélection objectif.

Enfin, le comité RHNG est également responsable de la supervision du processus de planification de la relève des hauts dirigeants et des autres membres clés de la haute direction, plus particulièrement en ce qui concerne le président et chef de la direction. Au cours de l'exercice 2018, le comité RHNG a passé en revue la structure de l'entreprise à la lumière des changements récents et des modifications potentielles futures, ainsi que l'état des plans de relève de tous les hauts dirigeants. Le processus de planification de la relève vise à identifier les personnes qui sont capables d'occuper des postes clés de direction non seulement dans le cours normal de la croissance de la Société, mais également en cas de vacance imprévue d'un siège, et à aider ces personnes à développer leurs habiletés et compétences, ainsi que, s'il existe des lacunes dans la préparation, à repérer les fonctions qui pourraient nécessiter une recherche de candidats à l'externe. Les administrateurs, notamment les membres du comité RHNG, ont également rencontré l'équipe de direction dans le cadre des réunions et de leurs présentations au conseil d'administration et à ses comités, ainsi que de visites ponctuelles de sites ou de réunions informelles au cours de l'année, ce qui a permis aux administrateurs de repérer et d'apprendre à mieux connaître les membres de l'équipe de direction susceptibles de devenir les prochains leaders de la Société et d'acquérir une perspective plus large sur les questions pertinentes pour la Société.

Aucune modification ne peut être apportée aux règles du comité de ressources humaines, de nomination et de gouvernance sans le consentement écrit de chaque actionnaire principal partie à la convention de droits de nomination à ce moment-là. En outre, tant que Bain et le groupe Beaudier continuent d'avoir le droit de désigner au moins un membre du conseil d'administration, chacun d'entre eux a le droit de nommer un membre du conseil d'administration au comité RHNG. Voir « Pratiques en matière de gouvernance – Convention de droits de nomination ».



Comité d'investissement et des risques

Le comité d'investissement et des risques de la Société (le « **comité d'investissement et des risques** ») se compose d'un minimum de trois administrateurs. Le comité d'investissement et des risques est actuellement formé de MM. Laporte, Boisjoli, Nomicos et Philip et de M^{me} Samardzich. Tous les membres du comité d'investissement et des risques ont une connaissance pratique des questions touchant le financement d'entreprise et les placements. M. Laporte est le président du comité.

Le conseil d'administration a adopté des règles écrites qui énoncent le mandat du comité d'investissement et des risques. Les règles du comité d'investissement et des risques présentent les objectifs de ce comité, soit aider le conseil d'administration à remplir ses obligations de surveillance en ce qui concerne les pratiques de gestion du risque financier de la Société, les émissions proposées de titres et l'emploi d'instruments financiers, étudier les opérations importantes (en particulier les projets d'acquisition et d'aliénation d'actifs ou de biens) aux fins d'approbation ou de rejet, étudier les projets de dépenses en immobilisations importantes aux fins d'approbation ou de rejet et faire rapport au conseil d'administration sur toute question non réglée.

Orientation et formation continue

La Société suit un programme d'orientation pour les nouveaux administrateurs, en application duquel tout nouvel administrateur rencontre séparément le président du conseil d'administration, les administrateurs individuellement et les membres de l'équipe de haute direction. On remet au nouvel administrateur les politiques et pratiques du conseil d'administration, le plan d'immobilisations de la Société et ses plans stratégique et financier actuels, les derniers rapports trimestriels et annuels ainsi que les documents portant sur les grands enjeux commerciaux auxquels la Société doit faire face. Le nouvel administrateur visitera aussi des installations choisies.

Le président de chaque comité est responsable de la coordination des programmes d'orientation et de perfectionnement des administrateurs qui ont un rapport avec le mandat du comité. Il incombe au président du conseil d'administration de mettre sur pied des programmes de formation à l'intention des administrateurs. Tous les membres du conseil d'administration sont membres de l'Institut des administrateurs de sociétés, association professionnelle reconnue, qui donne accès à de l'information, des événements et de la formation à l'égard du rôle et des obligations des administrateurs ainsi qu'à l'égard de la gouvernance. Les frais d'adhésion sont payés par la Société.

Code d'éthique

La Société s'est dotée d'un code d'éthique écrit (le « **code d'éthique** ») qui s'applique aux administrateurs, aux dirigeants, aux hauts dirigeants et aux employés de la Société, y compris ceux qui travaillent pour des filiales. Le code d'éthique énonce des lignes directrices qui ont pour but de maintenir l'intégrité, la réputation, l'honnêteté, l'objectivité et l'impartialité de la Société, de ses filiales et de ses unités fonctionnelles. Le code d'éthique porte sur les conflits d'intérêts, l'activité politique, la communication avec les médias, les manœuvres de corruption, l'acceptation de cadeaux, la santé, la sécurité et l'environnement, l'alcool et les drogues, la protection des biens de la Société, la confidentialité, le traitement équitable des porteurs de titres de la Société et de ses clients, fournisseurs, concurrents et employés, la conformité aux lois et le signalement des comportements illégaux ou contraires à l'éthique. Les personnes assujetties au code d'éthique de la Société doivent éviter d'avoir des intérêts ou des relations qui nuisent aux intérêts de la Société ou qui risquent de donner lieu à des conflits d'intérêts réels ou apparents, ou sinon pleinement communiquer ces intérêts et ces relations.

Selon le code d'éthique, les membres du conseil sont tenus de communiquer tout conflit d'intérêts, réel ou éventuel, à l'ensemble du conseil ainsi qu'aux comités dont ils sont membres. L'administrateur qui a un intérêt important dans une question présentée au conseil d'administration ou à un comité dont il est membre doit déclarer ce conflit d'intérêts dès qu'il en a connaissance. L'administrateur qui a un intérêt important dans une question que le conseil d'administration doit examiner peut être appelé à se retirer de la réunion pendant les débats et le vote sur la question. Les



administrateurs sont également tenus de se conformer aux dispositions pertinentes de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* concernant les conflits d'intérêts.

Le comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance aide le conseil d'administration à revoir et mettre à jour le code d'éthique périodiquement, à évaluer le système mis en place par la direction de la Société pour assurer le respect du code d'éthique, et à examiner la façon dont la direction veille au respect du code d'éthique par la Société. En outre, le comité d'audit passe en revue chaque trimestre les procès-verbaux des réunions du comité de conformité et d'éthique, un comité composé de membres de la direction de la Société qui a notamment pour mandat de veiller au respect du code d'éthique et des politiques d'entreprise. Le comité d'audit passe également en revue chaque trimestre toutes les plaintes liées à la politique de la Société sur la dénonciation des conduites illégales ou contraires à l'éthique. Enfin, les administrateurs doivent signer chaque année un document attestant qu'ils ont lu le code d'éthique et dans lequel ils doivent indiquer si, à leur connaissance, un administrateur ou un haut dirigeant a dérogé au code d'éthique au cours de la dernière année.

Le code d'éthique est accessible sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Diversité

En tant qu'entreprise mondiale, la Société et son conseil d'administration se sont engagés à créer un environnement fondé sur des valeurs et des pratiques respectant la diversité, l'inclusion et l'équité. La Société d'avis que le recrutement, la formation et la fidélisation d'employés, notamment de hauts dirigeants, qui illustrent la diversité est un facteur important de sa viabilité à long terme puisqu'une telle diversité est à l'image de sa clientèle mondiale.

Le conseil d'administration a récemment adopté une déclaration sur la diversité affirmant son engagement envers ces principes. La Société n'a pas de politique écrite sur la recherche et la nomination de femmes au conseil d'administration ou à des postes de hauts dirigeants, mais elle tient compte de la diversité en termes de race, d'ethnie, de sexe, d'âge, de culture et d'expérience professionnelle dans l'évaluation de candidats administrateurs et la nomination de hauts dirigeants. La Société n'a pas fixé de cible quant au nombre de femmes siégeant au conseil d'administration ou occupant des postes de haute direction puisqu'elle ne croit pas que les candidats administrateurs ou hauts dirigeants doivent être choisis ou exclus uniquement ou principalement en raison de leur sexe. Pour choisir un candidat administrateur ou haut dirigeant, la Société évalue les compétences, l'expertise et les antécédents qui complèteraient l'équipe de direction et le conseil d'administration actuel. Les administrateurs et les hauts dirigeants seront recrutés en fonction de leurs habiletés et de leur contribution. La Société compte deux administratrices sur son conseil d'administration, soit 15,4 % des 13 administrateurs, et trois hautes dirigeantes, soit 25 % des 12 hauts dirigeants. Le conseil d'administration estime que la diversité joue un rôle essentiel dans son mécanisme de renouvellement en vue d'enrichir son processus de prise de décision.

Convention de droits de nomination

Bain, le groupe Beaudier et la CDPQ ont le droit de désigner certains membres du conseil d'administration en vertu de la convention de droits de nomination, qui prévoit que les actionnaires principaux y étant parties au moment en cause exercent tous les droits de vote rattachés à leurs titres de manière à fixer la taille du conseil d'administration à 13 membres et à élire les membres du conseil d'administration conformément aux dispositions de la convention.

Bain a maintenant le droit de désigner trois membres du conseil d'administration et continuera de pouvoir désigner ce nombre d'administrateurs tant qu'elle détiendra plus de 10 % du nombre d'actions à droit de vote multiple qu'elle détenait le 29 mai 2013 (les « **actions de Bain au moment du PAPE** »). Bain aura le droit de désigner un seul membre du conseil d'administration si elle en vient à détenir 10 % ou moins du nombre d'actions qu'elle détenait au moment du PAPE. Si Bain en vient à détenir 10 % ou moins du nombre d'actions qu'elle détenait au moment du PAPE, elle perdra le droit de désigner son dernier membre du conseil d'administration lorsque ses actions à droit de vote multiple représenteront



moins de 2,5 % de l'ensemble des actions à droit de vote multiple et des actions à droit de vote subalterne en circulation (étant entendu que le nombre d'actions à droit de vote multiple sera ajouté au nombre d'actions à droit de vote subalterne dans ce calcul).

Le groupe Beaudier a le droit de désigner trois membres du conseil d'administration et continuera de pouvoir désigner ce nombre d'administrateurs tant qu'il détiendra plus de 10 % du nombre d'actions à droit de vote multiple qu'il détenait le 29 mai 2013 (les « **actions du groupe Beaudier au moment du PAPE** »). Le groupe Beaudier aura le droit de désigner un seul membre du conseil d'administration s'il en vient à détenir 10 % ou moins du nombre d'actions qu'il détenait au moment du PAPE. Si le groupe Beaudier en vient à détenir 10 % ou moins du nombre d'actions qu'il détenait au moment du PAPE, il perdra le droit de désigner son dernier membre du conseil d'administration lorsque ses actions à droit de vote multiple représenteront moins de 2,5 % de l'ensemble des actions à droit de vote multiple et des actions à droit de vote subalterne en circulation (étant entendu que le nombre d'actions à droit de vote multiple sera ajouté au nombre d'actions à droit de vote subalterne dans ce calcul).

La CDPQ a le droit de désigner un membre du conseil d'administration tant qu'elle détiendra un nombre d'actions à droit de vote multiple supérieur à 10 % du nombre d'actions du groupe Beaudier au moment du PAPE. Si la CDPQ en vient à détenir un nombre d'actions à droit de vote multiple égal à 10 % ou moins du nombre d'actions du groupe Beaudier au moment du PAPE, elle perdra le droit de désigner son membre du conseil d'administration lorsque ses actions à droit de vote multiple représenteront moins de 2,5 % de l'ensemble des actions à droit de vote multiple et des actions à droit de vote subalterne en circulation (étant entendu que le nombre d'actions à droit de vote multiple sera ajouté au nombre d'actions à droit de vote subalterne dans ce calcul).

Conformément à la convention de droits de nomination, le comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance est chargé, suivant ses règles, de proposer la candidature d'administrateurs indépendants, y compris les candidats devant remplacer les personnes désignées par Bain, le groupe Beaudier ou la CDPQ, selon le cas, s'ils perdent le droit de désigner un membre du conseil aux termes de la convention de droits de nomination. Voir « Pratiques en matière de gouvernance – Comités du conseil d'administration – Comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance ».

La convention de droits de nomination prévoit que les personnes y étant parties au moment en cause exercent tous les droits de vote rattachés à leurs actions en faveur de chaque personne physique dont la candidature au conseil aura été présentée par le comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance.

Aux termes de la convention de droits de nomination, le conseil d'administration constitue le comité d'audit, le comité d'investissement et des risques et le comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance. Tant que Bain et le groupe Beaudier auront le droit de désigner au moins un membre du conseil d'administration, chacun d'entre eux aura le droit de désigner un membre du conseil d'administration au comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance.

Bain, le groupe Beaudier ou la CDPQ cesseront d'être parties à la convention de droits de nomination et perdront leurs droits et obligations découlant de cette convention dès lors qu'ils n'auront plus le droit de désigner un administrateur conformément à cette convention. La convention de droits de nomination prendra fin lorsqu'une seule partie aura le droit de désigner un membre du conseil aux termes de cette convention.



Politique sur l'élection à la majorité

La Société n'a pas recours au mode scrutin pluri nominal, si bien qu'aux assemblées auxquelles des administrateurs doivent être élus, les actionnaires de la Société peuvent voter en faveur de chaque candidat séparément ou s'abstenir de voter pour un candidat donné. La Société veille à ce que le nombre de voix ou d'abstentions exprimées à l'égard de chaque candidat à un poste d'administrateur soit inscrit et rapidement communiqué après l'assemblée.

Le conseil d'administration a adopté une politique sur l'élection à la majorité qui vise à favoriser une plus grande responsabilisation des administrateurs. La politique prévoit qu'en cas d'élection « sans opposition » (définie ci-après), le candidat qui obtient un nombre d'abstentions supérieur au nombre de voix en sa faveur doit remettre sa démission sans délai au président du conseil d'administration. En l'absence de circonstances exceptionnelles, le conseil d'administration acceptera la démission. Un communiqué qui fait part de la décision du conseil d'administration (et des motifs du refus de la démission, le cas échéant) est diffusé dans les 90 jours de la date de l'assemblée des actionnaires. La copie du communiqué est envoyée simultanément à la TSX. La démission prend effet lorsqu'elle est acceptée par le conseil d'administration.

Sous réserve des restrictions imposées par la loi, s'il accepte la démission conformément à la politique sur l'élection à la majorité, le conseil d'administration peut pourvoir à la vacance en nommant un nouvel administrateur, laisser le siège vacant jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des actionnaires, diminuer le nombre d'administrateurs ou convoquer une assemblée extraordinaire des actionnaires au cours de laquelle sera présenté un candidat au poste d'administrateur vacant.

La politique s'applique uniquement à une élection sans opposition, c'est-à-dire une élection où le nombre de candidats qu'il est proposé à l'assemblée d'élire est égal au nombre de sièges à pourvoir au conseil d'administration.

Obligation de fournir un avis préalable pour présenter des candidats aux postes d'administrateurs

La Société a adopté un règlement relatif au préavis (le « **règlement relatif au préavis** »), qui fournit à ses actionnaires, à ses administrateurs et à ses dirigeants un cadre clair régissant la présentation de candidats aux postes d'administrateurs de la Société à une assemblée annuelle ou extraordinaire des actionnaires.

Le règlement relatif au préavis a pour but (i) de fournir à tous les actionnaires un préavis suffisant de la présentation d'une candidature à un poste d'administrateur, qui leur donne assez de temps et de renseignements sur le candidat pour délibérer et voter de manière éclairée; (ii) de favoriser le déroulement ordonné et efficace des assemblées annuelles et extraordinaires des actionnaires de la Société. Le règlement relatif au préavis fixe les délais dans lesquels les porteurs inscrits d'actions doivent présenter une candidature au poste d'administrateur de la Société avant toute assemblée annuelle ou extraordinaire des actionnaires au cours de laquelle des administrateurs doivent être élus et prescrit les renseignements que l'actionnaire doit inclure dans son avis écrit à la Société pour que le candidat soit éligible.

Aux termes du règlement relatif au préavis, l'actionnaire qui souhaite présenter des candidats à l'élection des administrateurs doit, en temps opportun, en aviser par écrit le secrétaire de la Société aux bureaux de la haute direction. Pour que soient respectés les délais, l'avis de l'actionnaire doit être reçu : (i) dans le cas d'une assemblée annuelle des actionnaires, au moins 30 jours et au plus 65 jours avant la date de l'assemblée annuelle, étant entendu que si l'assemblée annuelle des actionnaires doit être tenue moins de 50 jours après la date de sa première annonce publique, l'avis de l'actionnaire peut être reçu au plus tard à la fermeture des bureaux le 10^e jour suivant l'annonce; (ii) dans le cas d'une assemblée extraordinaire (qui n'est pas aussi une assemblée annuelle) des actionnaires convoquée pour y élire des administrateurs, au plus tard à la fermeture des bureaux le 15^e jour suivant la première annonce publique de l'assemblée extraordinaire. La forme et la teneur de l'avis sont aussi prescrites par règlement. Le conseil d'administration est entièrement libre d'accorder une dérogation aux dispositions du règlement,



qui est automatiquement abrogé et cesse de produire ses effets à la résiliation de la convention de droits de nomination.

Pour l'application du règlement relatif au préavis, l'« annonce publique » d'une assemblée s'entend d'une annonce faite dans un communiqué diffusé par une agence de transmission nationale au Canada ou dans un document publié par la Société sous son profil SEDAR (www.sedar.com). Le règlement relatif au préavis est susceptible d'être revu par le conseil d'administration et mis à jour selon les exigences des autorités en valeurs mobilières ou des bourses ou en conformité avec les normes du secteur.

Indemnisation et assurance

La Société a mis en place un programme d'assurance des administrateurs et dirigeants et a conclu des conventions d'indemnisation avec chacun de ses administrateurs et hauts dirigeants. Les conventions d'indemnisation obligent généralement la Société à garantir les administrateurs et dirigeants, dans la mesure permise par la loi, contre les responsabilités qui découlent des services qu'ils lui rendent à titre d'administrateur ou de haut dirigeant, à condition qu'ils aient agi honnêtement, de bonne foi et d'une manière qu'ils jugeaient raisonnablement conforme aux intérêts de la Société ou non contraire aux intérêts de celle-ci, et en ce qui concerne les poursuites criminelles et administratives ou les poursuites sanctionnées par le paiement d'amendes, à condition qu'ils n'aient pas eu de motifs raisonnables de croire que leur conduite était illégale. Les conventions d'indemnisation prévoient également que la Société avance les frais de défense de ses administrateurs et dirigeants.



RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Prêts aux administrateurs et aux hauts dirigeants

Aucun administrateur ou candidat à un poste d'administrateur, haut dirigeant ou employé, actuel ou ancien, de la Société ou d'une de ses filiales, ou une personne avec laquelle il a un lien, n'est endetté envers la Société ou ne s'est fait consentir de prêt, depuis le début du dernier exercice de la Société, par la Société ou l'une de ses filiales. En outre, la Société ou l'une de ses filiales n'a pas fourni de garantie, d'accord de soutien ou de lettre de crédit ni prévu d'autre entente similaire à l'égard des dettes de ces personnes envers une autre personne ou entité, à l'exception des prêts de caractère courant, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Personnes et sociétés intéressées par certains points à l'ordre du jour

Les administrateurs, candidats à un poste d'administrateur ou dirigeants de la Société, les personnes qui ont été administrateurs ou dirigeants de la Société depuis le début de son dernier exercice, les personnes qui ont des liens avec eux et les membres de leurs groupes n'ont aucun intérêt important, direct ou indirect, du fait notamment qu'ils ont la propriété véritable de titres, relativement à certains points à l'ordre du jour de l'assemblée, à l'exception de ce qui est indiqué aux présentes.

Intérêt de personnes informées dans des opérations importantes

À l'exception de ce qui est indiqué ci-après ou ailleurs dans la présente circulaire, la direction de la Société n'est au courant d'aucun intérêt important, direct ou indirect, que peut avoir une personne informée de la Société, un candidat à un poste d'administrateur, une personne ayant des liens avec ceux-ci ou un membre de leurs groupes dans une opération réalisée depuis le début du dernier exercice de la Société ou une opération projetée qui a eu ou aurait une incidence importante sur la Société ou ses filiales.

Remboursement de Bombardier Inc., société reliée au groupe Beaudier

Aux termes d'un contrat d'achat conclu en 2003 à l'occasion de l'acquisition de l'entreprise de produits récréatifs de Bombardier Inc., la Société doit rembourser à Bombardier Inc. des impôts sur le revenu s'élevant à 22,0 millions de dollars en date du 31 janvier 2018. Le remboursement commencera lorsque Bombardier Inc. commencera à faire des versements d'impôt sur le revenu au Canada et/ou aux États-Unis.

En outre, accessoirement à l'opération susmentionnée, la Société a conclu une convention de licence d'utilisation de marques de commerce aux termes de laquelle elle a le droit, à certaines conditions, de continuer à utiliser certaines marques de commerce de Bombardier Inc. qui n'ont pas autrement été cédées à la Société dans le cadre de l'opération. La licence permet à la Société d'utiliser le nom « Bombardier » dans la dénomination sociale de certaines filiales de la Société tant que le groupe Beaudier, entre autres conditions, détient une participation d'au moins 10 % dans la Société ou au moins 10 % des droits de vote rattachés aux titres de la Société.



Renseignements disponibles

Les lois sur les valeurs mobilières canadiennes obligent la Société à produire divers documents, notamment des états financiers. On trouvera de l'information financière dans les états financiers consolidés comparatifs de la Société pour l'exercice 2018 ainsi que dans les notes y afférentes, le rapport de l'auditeur indépendant s'y rapportant et le rapport de gestion connexe. Ces documents et d'autres renseignements sur la Société sont affichés sur SEDAR (www.sedar.com). Des copies des états financiers et des rapports de gestion de la Société peuvent être obtenues sur demande faite à M. Martin Langelier, vice-président principal, Services juridiques et Affaires publiques de la Société, au siège social : 726, rue Saint-Joseph, Valcourt (Québec) J0E 2L0.

Propositions des actionnaires pour la prochaine assemblée annuelle des actionnaires

La Société n'a pas reçu de proposition d'actionnaire à inclure dans la présente circulaire. La Société inclura les propositions des actionnaires qui respectent les lois applicables dans la prochaine circulaire de sollicitation de procurations de la direction relative à sa prochaine assemblée annuelle des actionnaires qui sera tenue à l'égard de l'exercice qui se terminera le 31 janvier 2019. Les propositions des actionnaires doivent être reçues avant la fermeture des bureaux le 20 janvier 2019 et être transmises à M. Martin Langelier, vice-président principal, Services juridiques et Affaires publiques de la Société, au siège social : 726, rue Saint-Joseph, Valcourt (Québec) J0E 2L0.

Approbation des administrateurs

Le conseil d'administration de la Société a approuvé le contenu et l'envoi aux actionnaires de la présente circulaire.

Fait à Valcourt, le 20 avril 2018.

Le vice-président principal, Services juridiques et Affaires publiques,



Martin Langelier



ANNEXE A

BRP INC. MANDAT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1.0 Introduction

Le conseil d'administration (le « conseil ») de BRP inc. (la « Société ») est responsable de la gérance de la Société. Ses membres (les « administrateurs ») sont élus par les actionnaires de la Société. L'objet du présent mandat est de définir les principales fonctions et responsabilités du conseil ainsi que certaines politiques et procédures qui s'appliquent au conseil dans l'exercice de ses fonctions.

2.0 Objet

Selon les lois applicables, les administrateurs doivent exercer leurs fonctions honnêtement et de bonne foi, dans l'intérêt de la Société. Ils doivent agir avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve une personne prudente dans des circonstances comparables, à la fois comme administrateurs et membres des comités. Les administrateurs sont responsables en dernier ressort de la direction efficace et indépendante de la Société et de la surveillance de ses activités et de ses affaires. Les responsabilités du conseil sont notamment les suivantes :

- adoption d'un processus de planification stratégique;
- surveillance des technologies, des dépenses en immobilisations et des projets;
- examen et approbation des plans et des budgets d'exploitation annuels;
- surveillance de la communication et de la gestion de l'information financière;
- identification des risques et mise en place de procédures de gestion des risques;
- examen des contrôles et des communications internes;
- surveillance des contrôles et des systèmes d'information de gestion internes;
- délégation de pouvoirs à la direction et établissement de directives générales d'autorisation applicables par la direction;
- planification de la relève, notamment nomination, formation et surveillance des dirigeants;
- surveillance de la rémunération des hauts dirigeants et du perfectionnement de leurs qualités de chef;
- communication et divulgation de l'information concernant la Société;
- mise en place de mécanismes permettant aux parties prenantes de faire valoir leur point de vue;
- responsabilité sociale, éthique et intégrité de la Société;
- instauration d'une culture d'intégrité dans l'entreprise par le chef de la direction et les hauts dirigeants; évaluation de leur intégrité personnelle;

- adoption de politiques clés conçues pour veiller à ce que la Société, ses administrateurs, ses dirigeants et ses employés se conforment aux lois, aux règles et aux règlements applicables et exercent leurs activités avec honnêteté, intégrité et dans le respect de l'éthique;
- surveillance des politiques et des pratiques de gouvernance de la Société;
- surveillance du processus de nomination des nouveaux administrateurs.

3.0 Composition et membres

Le nombre d'administrateurs est fixé par le conseil, sur recommandation de son comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance.

Les administrateurs dans leur ensemble doivent avoir les connaissances, les compétences et l'expérience en affaires nécessaires, assorties d'une bonne compréhension du secteur et des régions dans lesquelles la Société exerce ses activités. Les administrateurs choisis doivent être en mesure de consacrer le temps voulu aux affaires du conseil. Ils doivent faire de leur mieux pour assister à toutes les réunions du conseil et des comités et prendre connaissance des documents que la direction leur fournit avant les réunions du conseil et des comités. Le conseil nomme son président.

Sans que soit limitée la portée de ce qui précède, les membres du conseil doivent posséder les atouts suivants :

- sens éthique et sens de l'intégrité élevés dans leurs rapports personnels et professionnels;
- aptitude à exercer leur jugement en toute indépendance sur un large éventail de questions;
- compréhension des plans d'affaires clés et de l'orientation stratégique de la Société et aptitude à les remettre en question.

4.0 Réunions

Le conseil se réunit au moins cinq (5) fois par an aux heures, dates et lieux dont décide le président du conseil. Les administrateurs peuvent assister aux réunions en personne, par vidéoconférence ou par téléphone.

Le président préside les réunions du conseil. En son absence, les administrateurs présents nomment un des leurs pour présider la réunion. Le secrétaire de la Société (le « secrétaire ») agit comme secrétaire à toutes les réunions et tient le procès-verbal de toutes les réunions et délibérations du conseil. En l'absence du secrétaire, le conseil le remplace par une autre personne, qui n'a pas à être un administrateur.

Sous réserve de tout accord intervenu entre les actionnaires de la Société :

- la majorité des administrateurs constitue le quorum aux réunions du conseil;
- chaque administrateur dispose d'une voix et les décisions du comité sont prises à la majorité des voix;
- le président ne dispose d'aucune voix prépondérante en cas d'égalité des voix;
- le conseil peut également exercer ses pouvoirs au moyen de résolutions écrites signées par tous les administrateurs.

Le conseil est libre d'inviter certaines personnes à prendre part à ses réunions et à ses débats. À chaque réunion du conseil, les administrateurs indépendants décident de l'opportunité de tenir une réunion à huis clos présidée par l'un d'entre eux. L'administrateur indépendant qui préside la réunion à huis clos transmet au président du conseil et au chef de la direction les questions, les commentaires ou les suggestions des administrateurs.

Avant chaque réunion du conseil, son président, avec l'aide du secrétaire, établit et remet aux administrateurs et aux autres personnes qui, selon lui, sont concernées, l'ordre du jour de la réunion et les documents d'information nécessaires. Le conseil peut faire produire par les dirigeants et les employés de la Société les renseignements et les rapports qu'il estime nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Les administrateurs préservent le secret absolu des délibérations, des décisions du conseil et de ses comités et des renseignements obtenus aux réunions, sauf si la loi leur impose une obligation contraire, si le conseil en décide autrement ou si la Société communique ces renseignements au public.

5.0 Responsabilités

Le conseil délègue aux hauts dirigeants la responsabilité de la gestion quotidienne des activités et des affaires de la Société. Il supervise les hauts dirigeants comme il convient.

Le conseil peut déléguer certaines questions dont il est responsable à ses comités soit, actuellement, le comité d'audit, le comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance et le comité d'investissement et des risques.

Le conseil assume les responsabilités décrites ci-après.

5.1. *Processus de planification stratégique*

Le conseil adopte, au moins une fois par an, un processus de planification stratégique afin d'établir les buts, les objectifs, la vision et l'énoncé de mission de l'entreprise de la Société, compte tenu des occasions et des risques liés aux activités et aux affaires de la Société. Le conseil revoit, approuve et modifie, le cas échéant, le plan d'affaires ou le plan stratégique proposé par la haute direction afin d'atteindre les buts et objectifs définis et surveille régulièrement l'état d'avancement du processus de planification stratégique.

Le conseil surveille, examine et approuve les décisions et les opérations importantes de la Société et conseille la direction à propos des initiatives stratégiques.

5.2. *Technologies, dépenses en immobilisations et projets*

Le conseil suit le cycle de mise au point des nouveaux produits et technologies pour établir s'il est conforme à la planification et aux budgets stratégiques, veille à ce que des fonds suffisants soient consacrés à la recherche et à la mise au point de nouveaux produits et technologies et vérifie la conformité des délégations de dépenses en immobilisations.

5.3. *Gestion des risques*

Le conseil identifie régulièrement, de concert avec la direction et ses comités, les principaux risques auxquels la Société est exposée en raison de ses activités, notamment les risques liés à la rémunération et aux régimes incitatifs, et il surveille la mise en œuvre, par la direction, des systèmes nécessaires au suivi, à la gestion et à l'atténuation des effets de ces risques. Le conseil veille à la déclaration en temps voulu des risques importants et des mécanismes visant à les suivre et atténuer.

5.4. Contrôles internes et communication

Le conseil surveille les risques financiers et les risques d'exploitation principaux de la Société et en discute avec la direction et les auditeurs internes et externes. Il surveille le bien-fondé et l'efficacité des contrôles comptables et financiers et les mesures prises par la direction afin de contrôler l'exposition aux risques.

5.5. Planification de la relève, nomination et surveillance des dirigeants

Le chef de la direction est nommé par le conseil, pour la durée que celui-ci établit, sur recommandation du comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance.

Le conseil approuve le plan de relève du chef de la direction et le plan de relève des hauts dirigeants de la Société établi par le chef de la direction, notamment la sélection et la nomination des titulaires; il passe en revue les objectifs, le rendement et la rémunération du chef de la direction et des hauts dirigeants de la Société.

Dans la mesure du possible, le conseil s'assure de l'intégrité du chef de la direction et des autres hauts dirigeants; il prend les mesures raisonnables pour voir à ce que le chef de la direction et les autres hauts dirigeants instaurent une culture propice au respect de l'intégrité dans toute l'organisation.

Le conseil veille à ce que les régimes de rémunération suscitent et favorisent une bonne conduite, des comportements déontologiques et la prise de risques raisonnables; il fait mettre en place des mécanismes de recrutement, de formation, de perfectionnement et de fidélisation qui favorisent la grande intégrité et compétence des hauts dirigeants.

5.6. Communication et diffusion

Le conseil adopte des politiques de communication, notamment la politique relative à l'information publique et aux opérations d'initiés de la Société; il surveille les programmes de relations avec les investisseurs et les communications avec les analystes, les médias et le public; il fait mettre en place de mécanismes permettant aux parties prenantes de faire valoir leur point de vue. Les politiques de communication de la Société régissent les interactions entre la Société et les analystes, les autres parties prenantes clés et le public; elles prescrivent les mécanismes faisant en sorte que la Société se conforme à ses obligations de communication et d'information continue en temps voulu et évite la communication sélective d'information. La Société approuve et, au besoin, fait respecter les politiques de communication par les administrateurs, les dirigeants, les autres membres du personnel de direction et les employés.

5.7. Gouvernance et nomination

Sous réserve de tout accord intervenu entre la Société et ses actionnaires, le conseil approuve les critères de sélection et la procédure de nomination des nouveaux administrateurs, vérifie l'indépendance des administrateurs, établit leur rémunération et voit à l'orientation et à la formation continue des nouveaux administrateurs.

Sous réserve de tout accord intervenu entre la Société et ses actionnaires, le conseil sélectionne les candidats au conseil à élire à l'assemblée annuelle des actionnaires ou les candidats destinés à pourvoir les postes d'administrateur vacants.

Sous réserve de tout accord intervenu entre la Société et ses actionnaires, le conseil se donne une taille et une composition qui favorisent l'efficacité dans la prise de décisions; il veille également à ce que la Société soit gérée avec compétence et d'une manière conforme à l'éthique.

Le conseil examine et approuve les politiques et les pratiques de gouvernance de la Société, y compris leurs actualisations et modifications, et veille à ce qu'elles soient conformes à la législation applicable et aux dernières pratiques exemplaires de gouvernance.

5.8. Fonds de retraite

Le conseil surveille les politiques et pratiques d'investissement du fonds de retraite de la Société, compte tenu des passifs du régime de retraite.

5.9. Questions environnementales

Le conseil suit et examine, au besoin, les politiques et les pratiques environnementales de la Société; il voit à la mise en place de mécanismes garantissant leur conformité aux lois et règlements applicables.

5.10. Santé et sécurité au travail

Le conseil suit et examine, au besoin, les politiques et pratiques de santé et sécurité au travail de la Société; il voit à la mise en place de mécanismes garantissant leur conformité aux lois et règlements applicables.

6.0 Portée des obligations du conseil

Malgré ce qui précède et sous réserve des lois applicables, aucune disposition du présent mandat n'oblige le conseil à vérifier la conformité de la Société aux lois et règlements applicables.

Dans l'exercice des fonctions que le présent mandat attribue au conseil, chaque administrateur est uniquement tenu d'exercer le degré de soin, de diligence et de compétence qu'une personne raisonnablement prudente exercerait dans des circonstances comparables. Aucune disposition du présent mandat n'a pour effet d'obliger un administrateur en particulier à faire preuve d'un degré de diligence supérieur à celui auquel sont assujettis les administrateurs en général, ni ne doit être interprétée dans cette intention.

Le conseil peut autoriser des dérogations prospectives ou rétrospectives aux conditions des présentes. Les conditions des présentes ne sont pas censées engager la responsabilité civile de la Société ou de ses administrateurs ou dirigeants envers les actionnaires, les porteurs de titres, les clients, les fournisseurs, les concurrents, les employés ou d'autres personnes ni les exposer à toute autre responsabilité.

7.0 Politiques de la Société

Le conseil adopte et fait respecter des politiques et pratiques conçues pour garantir que la Société et ses administrateurs, dirigeants et employés se conforment aux lois, règles et règlements applicables et exercent les activités de la Société dans le respect de l'éthique, avec honnêteté et intégrité. Les principales politiques sont les suivantes :

- le code d'éthique;
- la politique relative à l'information publique et aux opérations d'initiés;
- la politique relative aux plaintes pour conduite illégale ou contraire à l'éthique.

8.0 Accès à l'information et pouvoirs

Le conseil a un accès illimité à tous les renseignements concernant la Société dont il a besoin ou qui lui sont utiles pour exercer ses fonctions.

Le conseil a le pouvoir de retenir les services de conseillers juridiques et financiers, de conseillers en rémunération ou d'autres consultants et experts indépendants, aux frais de la Société, afin de l'aider à s'acquitter de ses fonctions, notamment le pouvoir exclusif d'approuver la rémunération qui leur est versée et les autres conditions de leurs missions.

9.0 Examen du mandat

Une fois par an, le comité des ressources humaines, de nomination et de gouvernance revoit et évalue la portée du présent mandat et propose au besoin des changements au conseil. Le conseil est libre de modifier le présent mandat à son gré. Le conseil veille à ce que son président, les administrateurs dans leur ensemble (y compris les comités) et les administrateurs individuellement, au besoin, soient évalués régulièrement afin d'améliorer leur rendement.

ANNEXE B

RÉSOLUTION ORDINAIRE APPROUVANT LES MODIFICATIONS DU RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

« IL EST RÉSOLU CE QUI SUIT :

1. Le nombre maximal d'actions à droit de vote subalterne (les « **actions** ») de BRP Inc. (la « **Société** ») qui peuvent être émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions de la Société adopté le 29 mai 2013 (le « **régime d'options d'achat d'actions** ») est augmenté de 5 000 000 d'actions, passant de 5 814 828 à 10 814 828 actions (la « **réserve du régime d'options** »), et la réserve du régime d'options ne s'applique qu'aux attributions faites en vertu du régime d'options d'achat d'actions. Pour tenir compte de ce qui précède, le paragraphe 2.2(3) du régime d'options d'achat d'actions est modifié pour prévoir ce qui suit :

« **[TRADUCTION NON OFFICIELLE]** Le nombre maximal d'actions qui peuvent être émises en vertu du présent régime à l'égard d'options est égal à 10 814 828 actions. Si des options expirent, deviennent caduques ou sont annulées pour quelque raison que ce soit, les actions sous-jacentes à ces options redeviennent disponibles et peuvent être octroyées en vertu du régime, sous réserve de l'approbation préalable requise de la bourse. »

2. Le nombre maximal d'actions qui peuvent être émises à des initiés (au sens du régime d'options d'achat d'actions) de la Société en vertu du régime d'options d'achat d'actions et de tout autre mécanisme de rémunération fondé sur des actions passe de 5 % des actions et des actions à droit de vote multiple émises et en circulation à 10 % des actions et des actions à droit de vote multiple émises et en circulation. Pour tenir compte de ce qui précède, le paragraphe 2.3(1) du régime d'options d'achat d'actions est modifié pour prévoir ce qui suit :

« **[TRADUCTION NON OFFICIELLE]** Le nombre maximal d'actions qui peuvent être émises à des initiés à un moment donné dans le cadre de l'exercice d'options attribuées en vertu du présent régime, y compris les actions qui peuvent être émises en vertu du régime d'options reconduit et de tout autre mécanisme de rémunération fondé sur des actions, ne peut dépasser dix pour cent (10 %) des actions et des actions à droit de vote multiple émises et en circulation (avant dilution). »

3. Le nombre maximal d'actions qui peuvent être émises à des initiés de la Société sur une période d'un an en vertu du régime d'options d'achat d'actions et de tout autre mécanisme de rémunération fondé sur des actions passe de 5 % des actions et des actions à droit de vote multiple émises et en circulation à 10 % des actions et des actions à droit de vote multiple émises et en circulation. Pour tenir compte de ce qui précède, le paragraphe 2.3(2) du régime d'options d'achat d'actions est modifié pour prévoir ce qui suit :

« **[TRADUCTION NON OFFICIELLE]** Le nombre maximal d'actions émises à des initiés sur une période d'un an dans le cadre de l'exercice d'options attribuées en vertu du présent régime, y compris les actions qui peuvent être émises en vertu du régime d'options reconduit et de tout autre mécanisme de rémunération fondé sur des actions, ne peut dépasser dix pour cent (10 %) des actions et des actions à droit de vote multiple émises et en circulation (avant dilution). »

4. Les dispositions modificatrices du régime d'options d'achat d'actions (les paragraphes 2.4(3) et 2.4(4)) sont modifiées pour ajouter toute modification des dispositions du régime d'options d'achat d'actions régissant la cessibilité des options d'achat d'actions aux questions nécessitant l'approbation des actionnaires;

5. Le conseil d'administration est autorisé à révoquer, à son gré, la présente résolution ordinaire à tout moment avant qu'elle entre en vigueur sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'approbation des actionnaires;
6. La Société permet et ordonne à tout administrateur ou dirigeant de faire ce qui suit, au nom de la Société et pour son compte : signer ou faire signer et livrer ou faire livrer tous les documents et instruments, et prendre ou faire prendre toutes les autres mesures qui, selon lui, sont nécessaires ou souhaitables pour que la présente résolution ordinaire réalise son objet. »